

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA BANQUE CENTRALE
DE
CRÉDIT AGRICOLE

LE RÔLE DU CRÉDIT FONCIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 27 Février 1901, à 2 heures.

PAR

LOUIS DOP (O. A. )

Ancien élève diplômé de l'École des Sciences politiques

Avocat à la Cour d'appel.

Président : M. LEVEILLÉ, *professeur.*

Suffragants { MM. ESTOUBLON, *professeur.*
SOUCHON, *professeur.*

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550225_0006

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ
FACULTÉ
JULIEN

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA BANQUE CENTRALE DE CRÉDIT AGRICOLE

LE RÔLE DU CRÉDIT FONCIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

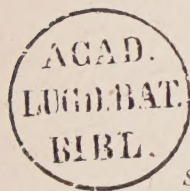
Sera présenté et soutenu le Mercredi 27 Février 1901, à 2 heures.

PAR

LOUIS DOP (O. A. )

Ancien élève diplômé de l'École des Sciences politiques

Avocat à la Cour d'appel.



Président : M. LEVEILLÉ, professeur.

Suffragants { MM. ESTOUBLON, professeur.
SOUCHON, professeur.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1901

INTRODUCTION

LE CRÉDIT AGRICOLE ORGANISÉ PAR EN BAS ET ASSURÉ
PAR EN HAUT

Dans une étude publiée par nous en 1897 (1), nous avons essayé d'indiquer les lignes générales d'un système d'organisation pratique du Crédit agricole.

« Le Crédit agricole, disions-nous à cette époque, peut et doit se constituer par le concours d'une *Banque centrale* et des syndicats agricoles ».

Le problème, depuis lors, a été discuté à l'occasion du renouvellement du privilège de la Banque de France, et à la suite des lois du 18 juillet 1898 sur les *warrants agricoles* et du 31 mars 1899 sur les *Caisses régionales*.

Dans la pensée de leurs auteurs, ces dispositions législatives devaient compléter l'œuvre de la loi du 5 novembre 1894 sur la création des sociétés de Crédit agricole, et, par leur combinaison, assu-

1. Louis Dop. *Etude sur le Crédit agricole* (Rousseau, édit. 1897).

rer à nos agriculteurs le crédit à bon marché qu'ils réclamaient depuis si longtemps.

Le législateur avait tenté de fonder le Crédit agricole sur la base de la *mutualité syndicale*, et la loi du 31 mars 1899, en particulier, en superposant aux banques locales des organismes destinés à la fois à susciter et à régulariser le crédit, les *Caisses régionales*, avait marqué une étape nouvelle dans l'œuvre poursuivie avec tant d'opiniâtreté.

Nous nous plaignons à reconnaître la bonne volonté et les excellentes intentions qui ont suggéré aux législateurs les diverses mesures édictées en vue de procurer du crédit à l'agriculture, mais il nous est permis aussi de nous demander si toutes ces dispositions sont suffisantes pour assurer au Crédit agricole la plénitude de son développement. Nous ne le pensons pas.

L'institution des divers organismes créés, depuis la loi du 5 novembre 1894 jusqu'à celle du 31 mars 1899, ne nous semble pas marquer le terme définitif d'une étape qui, selon nous, doit aboutir fatalement, et en suivant l'évolution naturelle des mêmes organismes fondés à l'étranger, à l'établissement d'une *Banque centrale*, grand réservoir des ressources et des capitaux énormes qui sont nécessaires à l'agriculture.

C'est la même idée que nous avons émise, il y a peu de mois, dans un mémoire adressé au Congrès de la propriété foncière, sur la question du Crédit

foncier et du Crédit agricole en France et à l'étranger (1).

Depuis plusieurs années, toutes les recherches, tous les efforts se sont tournés sur ce qui avait pu être fait sur la matière dans les principaux pays de l'Europe.

L'Allemagne, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Suisse ont essayé de pourvoir aux besoins légitimes de crédit à bon marché pour les agriculteurs par des associations de types divers, présentant un attrait particulier, ou paraissant répondre aux besoins les plus variés : Banques coopératives à responsabilité illimitée ou limitée, succursales de ces banques établies dans les milieux agricoles, caisses agricoles ou rurales à solidarité avec ou sans parts de capital, etc...

Ces Associations avaient semblé donner de grands résultats au point de vue économique, comme au point de vue social, et elles parurent susceptibles d'être introduites et acclimatées en France.

De ces idées s'est inspirée l'œuvre qui a été réalisée depuis quelques années dans notre pays.

Le mouvement entrepris essaya d'orienter le Crédit agricole dans deux directions :

1^o *Organisation par en bas*, au moyen de l'Asso-

1. Louis Dop. : *Le Crédit Foncier et le Crédit Agricole en France et à l'étranger*. Rapport au Congrès de la propriété foncière (juin 1900).

ciation coopérative locale, soit d'après les modes empruntés à l'expérience des peuples étrangers, soit d'après quelques essais heureux en France.

2^o *Institution du Crédit* par l'établissement de caisses locales et de banques régionales mettant les ressources de l'Etat à la portée des agriculteurs.

La première de ces directions a bénéficié d'un mouvement né spontanément de l'initiative privée pour satisfaire à des besoins urgents et immédiats. Le vif succès et l'extension tous les jours plus considérable des syndicats agricoles montrent avec force que ces Associations sont la résultante des nécessités de la vie à la campagne, et une condition aujourd'hui presque indispensable du progrès de l'Agriculture. Cette organisation par en bas s'imposait impérieusement pour la réussite en France de toute institution de crédit agricole.

L'autre direction du mouvement, celle qui tend à organiser le crédit, au moyen de caisses locales ou régionales, ne nous semble pas aussi heureuse.

Le résultat des lois votées et organisant dans les centres locaux et régionaux des institutions de crédit agricole nous apparaît bien incertain, et en tout cas trop lointain, pour que l'Agriculture puisse retirer les avantages immédiats qu'elle est en droit d'attendre de l'intervention des Pouvoirs publics. Nous n'en voulons pour preuve que le projet de loi présenté à la Chambre des députés, le 8 novembre 1906, par M. Jean Dupuy, Ministre de l'Agriculture,

et tendant à modifier la loi du 31 mars 1899, en vue d'accroître du quadruple du montant de leur capital les avances consenties par le Trésor aux Caisses régionales, pour être ensuite reversées, sous forme d'escompte, aux banques locales (1).

Il nous est permis de voir dans le projet proposé un aveu d'impuissance de ces Caisses régionales livrées à elles-mêmes, à leurs seules ressources, et cette impuissance nous est encore confirmée par les chiffres que nous avons relevés dans le rapport sur le budget de l'Agriculture pour l'année 1901. Nous lisons, en effet, au chapitre 10 :

Avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel.

(Loi du 31 mars 1899)... Mémoire.

Au total, une somme de 604.250 fr. à peine a été allouée jusqu'à ce jour à 8 Caisses régionales sur les 40 millions versés par la Banque de France à l'Etat.

Des résultats aussi minimes, aussi insignifiants, après 2 ans d'existence de la loi, ne nous encouragent guère à penser que la mesure proposée par M. le Ministre de l'Agriculture puisse avoir, en peu de temps, un effet utile et bien efficace pour susciter le crédit, et venir en aide à nos agriculteurs.

Cette inefficacité, cette insuffisance de la loi n'est-elle pas elle-même démontrée par les paroles sui-

1. Ce projet de loi a été voté, et promulgué le 25 décembre 1900.

vantes prononcées par M. le Ministre de l'Agriculture (1) :

« J'ai pu constater que, depuis que la loi de 1899
« met à la disposition des Caisses régionales les
« sommes provenant du renouvellement du privilège de la Banque de France, il s'est produit un
« mouvement en faveur de l'établissement du Crédit agricole. Des Caisses sont déjà constituées et
« ont reçu leurs avances, d'autres sont constituées
« et prêtes à en recevoir, d'autres enfin sont en voie
« de formation. Nous y avons porté, au Ministère,
« tous nos efforts et nous avons appelé l'attention
« de tous nos collaborateurs sur l'utilité de créer
« ces Caisses. *Mais, je ne crains pas de le dire, la loi qui a été votée est insuffisante ; les avances faites aux caisses régionales sont, en effet, trop modestes et je viens de déposer un projet de loi que la Commission d'agriculture doit rapporter, et qui a pour but de quadrupler le chiffre des avances à faire.* J'estime que ce n'est qu'à cette condition
« que les Caisses régionales pourront donner de
« l'argent à bon marché » (2).

De ces essais, de ces systèmes mis à jour par le législateur, il est cependant une notion juste à retenir : c'est que l'organisation du Crédit agricole doit

1. *Journal Officiel* du 1^{er} décembre 1900.

2. Ce projet de loi a été voté, et promulgué le 25 décembre 1900.

se combiner avec celle des syndicats et autres institutions locales, et que l'action de ces divers organismes doit être coordonnée.

L'œuvre du crédit rural est indispensable aux syndicats pour rendre à leurs adhérents les précieux services qu'ils en espèrent.

Cette œuvre doit s'effectuer distincte et par des organes autres que les syndicats. Mais la question est de savoir si les organismes créés par la loi, caisses locales ou banques régionales, sont susceptibles de procurer tous les avantages que sont en droit d'attendre les agriculteurs.

Nous ne le pensons pas. Notre conviction intime est que l'Agriculture ne pourra tirer des services importants et des résultats certains des institutions déjà créées que, *lorsque l'organisation par en bas sera complétée et assurée par une organisation par en haut*, et seulement lorsque les syndicats agricoles, les sociétés locales de crédit agricole et les Caisses régionales pourront trouver dans un grand établissement central, spécialement organisé et adapté aux besoins des populations rurales, le crédit et les immenses ressources qu'il recevra des prêteurs et des capitalistes.

Nous ne nous dissimulons pas les craintes et l'émotion que peut susciter chez certains esprits l'idée d'une Banque centrale, pouvant fonctionner sous le contrôle et avec l'aide de l'Etat déguisée sous la forme d'une subvention accordée par notre

grand et prospère établissement de crédit, la Banque de France. C'est là, nous semble-t-il, attacher trop d'importance à l'idée que nous émettons, et en tout cas, voir dans ce système ce qui n'y est pas renfermé. Notre pays s'effraie plus des idées et des conceptions imaginaires que des faits eux-mêmes, et nous sommes persuadé qu'il saluerait avec joie l'apparition d'une institution née du besoin même qu'elle est destinée à satisfaire.

Nous n'ignorons pas que la Banque centrale de Crédit agricole n'a pas eu la faveur des Chambres. C'est à un système de banques régionales qu'on s'est arrêté. Mais cette organisation ne met nul obstacle à établir demain ce que l'on a repoussé hier. Il est des organismes qui correspondent à des besoins nouveaux, et qui finissent par s'imposer par suite de la nécessité et de la force des choses. La Banque centrale est de ce nombre.

Il ne peut pas y avoir, nous le montrerons dans le cours de notre étude, et il n'y a pas contradiction entre l'institution d'un organisme central et le développement des groupes locaux. Car, par une évolution à peu près fatale, le couronnement des organes et des groupes locaux, dans tous les ordres, est dans l'institution d'un organisme central.

C'est ce qui s'est produit, par exemple, en Allemagne, pour les institutions de crédit agricole ; ce qui s'est produit aussi en France pour les syndicats ouvriers, pour les sociétés coopératives, pour les

syndicats agricoles eux-mêmes, et ce qui se produira inévitablement aussi pour les organes du Crédit agricole. La Banque régionale est un premier pas fait vers la solution que nous préconisons ; la Banque centrale sera le terme définitif de l'évolution qui se poursuit pour le Crédit agricole, comme elle s'est déjà réalisée et pour la Banque de France, et pour le Crédit foncier.

Seule, la Banque centrale permettra, tout en maintenant l'action spontanée des groupes locaux, de leur imprimer cette unité, cette direction centrale, sans laquelle il ne peut y avoir de résultats, ni d'action efficaces pour le crédit agricole.

Quel est, dans notre pays, l'établissement le plus apte à remplir cette fonction sociale de Banque centrale ?

De tous les projets émis à ce sujet, lors du renouvellement du privilège de la Banque de France en 1897, nous examinerons celui de M. Jaurès, et en particulier celui de notre savant maître, M. Jules Leveillé.

Pour M. Leveillé, et nous partageons complètement cette opinion, le Crédit agricole réel est la branche la plus importante du Crédit agricole. Partant de ce principe, il voit la vraie charte du Crédit agricole dans la loi du 11 juillet 1851 qui organise les banques coloniales.

M. Leveillé présenta donc, à la Chambre des députés, sous forme d'amendement, un projet de créa-

tion de Banque centrale de Crédit agricole, organisée avec le concours de la Banque de France.

L'originalité de ce projet consistait dans la possibilité de fonder presque immédiatement le Crédit agricole et à très peu de frais. C'est la solution la plus pratique qui ait été présentée, et la Chambre, reconnaissant les mérites évidents de cette proposition, faillit l'adopter. Il nous sera cependant permis de faire quelques réserves sur le projet de notre excellent maître. Elles tirent leur principale force des conditions dans lesquelles la Banque de France a obtenu son privilège et son monopole, et de l'incompatibilité absolue qui nous semble exister entre les opérations faites par les banques d'émission, et les opérations faites par les banques agricoles et hypothécaires.

C'est là, à notre avis, un point fort important que nous avons déjà souligné dans notre étude sur le Crédit agricole, en 1897, et auquel nous avons donné un développement assez étendu dans notre travail actuel.

Quel est donc, selon nous, l'établissement de crédit susceptible de résoudre, de façon satisfaisante, le problème du Crédit agricole, et de procurer sans retard du crédit à bon marché à nos agriculteurs ?

A notre avis, ce ne peut être la Banque de France, et l'on nous permettra d'indiquer assez longuement les considérations économiques et financières qui

s'opposent à ce que notre grand établissement de crédit remplisse ce rôle.

Ce ne peut être non plus une Banque d'Etat, fonctionnant avec les ressources générales du budget.

Notre conviction est qu'il n'existe, en France, qu'un seul établissement de crédit qui puisse assurer, avec avantage et succès, le fonctionnement du Crédit agricole.

Cet établissement est le Crédit foncier.

Mais pour remplir le rôle que nous lui assignons, il est de toute nécessité que cette Société comprenne bien, qu'il y a là plutôt un service à rendre qu'une spéculation à faire. Ce système nous semble contenir des chances de succès pour les raisons suivantes :

1° Le Crédit foncier a une organisation toute prête et qu'on peut compléter si besoin est.

2° Le Crédit foncier est connu de tout le monde ; il jouit d'un grand crédit et pourra se procurer à *bon marché* les fonds nécessaires à l'agriculture.

3° Le Crédit foncier a été fondé, non pas pour devenir un objet de spéculation, non pas pour procurer des bénéfices aux capitalistes, mais pour aider la propriété à se dégrever de la dette qui l'écrase, et pour procurer à ceux qui l'exploitent des moyens d'amélioration.

4° Le Crédit foncier est le pivot nécessaire auquel doivent venir se rattacher toutes les autres institu-

tions ayant pour objet l'amélioration de la propriété rurale : syndicats agricoles, caisses rurales, caisses régionales.

5° Le Crédit foncier doit constituer l'instrument du crédit territorial par excellence ; il doit devenir, pour l'agriculture, ce qu'est aujourd'hui la Banque de France pour le commerce et l'industrie.

Cette mission sera-t-elle acceptée de bon gré par cet établissement ?

Il serait permis d'en douter si l'on s'en rapportait aux opérations de prédilection faites par la Société, et qui en ont fait l'instrument du crédit urbain plutôt que du crédit rural.

Peut-être a-t-elle l'idée préconçue de se recuser, et de répondre à ce présent qu'elle juge dangereux par la réminiscence classique :

Timeo Danaos et dona ferentes.

Mais il nous sera permis aussi de penser que le Crédit foncier ne refusera pas de justifier et de légitimer le privilège et le monopole que la loi lui confère, et ne se dérobera pas au devoir social de remplir, comme le fait la Banque de France pour le commerce et l'industrie, la mission pour laquelle il a été créé, et qui est du reste prévue par l'article 1^{er} de ses statuts :

«... La Société... peut appliquer, avec l'autorisation du gouvernement, tout autre système ayant pour objet de faciliter les prêts sur immeubles,

l'amélioration du sol, les progrès de l'Agriculture et l'extinction de la dette foncière. »

Nous ne nous dissimulons pas que la tâche de la Société serait très lourde. Mais en l'acceptant, elle ferait concorder son devoir avec son intérêt bien entendu. Avec la réduction constante du taux de l'intérêt qui restreint ses opérations ou les rend peu avantageuses, avec l'inflexibilité des statuts qui ne voient que l'hypothèque et le gage réel, le Crédit foncier ne pourra guère se développer dans les conditions actuelles du crédit général, s'il ne cherche à augmenter ses opérations par des combinaisons nouvelles. Depuis quelques années, cette Société est stationnaire et voit la cote de ses actions diminuer.

Elle ne pourra que péniblement augmenter le chiffre, déjà énorme, de ses prêts fonciers et communaux. L'extension de ses opérations aux prêts agricoles l'obligerait, sans doute, à s'installer en province, comme l'ont fait la Banque de France et toutes nos grandes Sociétés de Crédit. Mais le Crédit foncier rajeunirait, et trouverait dans ces opérations un surcroît de vitalité; ce serait pour lui le point de départ d'une nouvelle période d'activité et de prospérité.

Mais le rôle que nous voudrions voir attribuer au Crédit foncier n'est possible, selon nous, que par l'avantage corrélatif qu'on lui procurerait au

moyen de la réforme si désirée de notre régime hypothécaire.

La question des Livres fonciers, à elle seule, pourrait faire l'objet d'un long et savant travail. Sans avoir l'intention de l'examiner en détail, il nous a été cependant impossible de la passer sous silence, car de sa solution dépend, en grande partie, le succès du Crédit agricole et l'extension des opérations du Crédit foncier.

Tout ne sera pas fini pour le législateur après ces réformes.

L'organisation du Crédit Agricole n'aura son plein développement et sa réelle efficacité que, lorsque l'instruction professionnelle de l'Agriculteur l'aura mis à même de comprendre les avantages qu'il peut retirer, pour les améliorations agricoles, des organismes créés en sa faveur.

A ce point de vue, peut-être serait-il bon d'apporter son attention du côté de l'*Enseignement nomade*, c'est-à-dire des chaires départementales et spéciales, comme aussi du côté des laboratoires et des stations agronomiques, œnologiques, pomologiques, etc...

S'il est bon d'instruire l'enfant et de l'amener dans les écoles pratiques, il n'est pas moins indispensable de songer aussi au présent, c'est-à-dire au père, de l'arracher aux routines du passé, de le convier aux réunions agricoles, à des conférences, de le convaincre par des démonstrations

pratiques. L'enseignement agricole donné aux enfants pourrait être heureusement complété par l'adoption en France du système belge qui consiste à donner un *enseignement agricole aux soldats*.

On a institué, en Belgique, des cours d'agriculture donnés aux soldats dans les principales garnisons. On a eu l'idée de prémunir le jeune campagnard contre la tentation de quitter la vie rurale en lui donnant les connaissances scientifiques suffisantes pour le mettre à même d'apprécier et d'aimer la profession d'agriculteur.

La même organisation pourrait être introduite avec profit en France, après entente du Ministre de la Guerre et du Ministre de l'Agriculture.

Ce serait un moyen d'enrayer, dans une certaine mesure, cet exode vers les villes qui constitue une des principales causes de la crise agricole.

A un autre point de vue, l'Etat aurait aussi tout intérêt à créer une caisse d'assurances agricoles qui, se trouvant à la base du Crédit agricole, augmenterait la garantie offerte par l'agriculteur et lui assurerait à lui-même une sauvegarde contre les calamités et les dangers toujours possibles.

La création de Chambres d'Agriculture, où seraient défendus les intérêts professionnels des agriculteurs, contribuerait également à donner un nouvel essor à notre Crédit.

Enfin cet ensemble de réformes pourrait être complété par une série de dispositions permettant

d'accroître le rendement de la terre au moyen d'*améliorations foncières*, dont les irrigations, les entreprises de drainage, l'utilisation agricole des eaux, les assèchements et dessèchements, la mise en valeur des terrains incultes, sont le point de départ.

Toutes ces questions que nous indiquons à peine, et d'une façon très rapide, suffisent cependant à montrer toute la complexité et la difficulté du problème que nous proposons d'examiner.

Il nous est impossible de les traiter toutes.

Notre modeste rôle se bornera surtout à dégager, des principes économiques sur lesquels repose le problème du Crédit agricole, la fonction actuelle ou future du Crédit foncier, et notamment de montrer, par l'étude de la loi prussienne du 31 juillet 1895, relative à la création d'une *Caisse centrale de Crédit agricole*, que l'évolution fatale de nos organismes déjà créés doit aboutir à la création d'une Banque centrale de Crédit agricole.

PREMIÈRE PARTIE

Principes économiques sur lesquels repose le problème du crédit agricole.

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE AGRICOLE.

RAISONS QUI MILITENT EN FAVEUR DU CRÉDIT AGRICOLE.

Il y a quelques années, la Chambre des députés espagnole, dans son rapport sur le Crédit agricole, s'exprimait en ces termes : « Comme l'Agriculture
« constitue la première industrie de la nation, et
« qu'elle fait vivre l'immense majorité de ses habitants, comme la consommation des classes agricoles est presque l'unique marché des produits
« de toutes les autres, son malaise est une *calamité*
« qui doit attirer l'attention de tous ceux qui ont la
« charge du gouvernement.

Jamais ces paroles ne pourraient trouver une application plus complète et plus justifiée qu'à la situation actuelle de l'Agriculture en France.

Jamais, en effet, la culture française n'a traversé, surtout dans les deux branches essentielles de notre vie culturelle, les blés et les vins, une période aussi critique.

Tout le monde a présentes à l'esprit les doléances sans nombre adressées quotidiennement aux pouvoirs publics par nos agriculteurs. La mévente des blés a produit des souffrances infinies, et la crise viticole a été si aiguë qu'elle a menacé de réduire à néant les sacrifices sans nombre et le courage admirable déployé par nos cultivateurs, pour reconstituer les vignobles français, un moment dévastés par le phylloxéra et les autres maladies cryptogamiques.

Jamais donc le problème agricole ne fut d'actualité plus vivante. Le fermage décroît par suite de la réduction des bénéfices ; la grande et la moyenne propriété, comme aussi la petite, voient leurs charges s'accumuler, le poids de leur dette hypothécaire s'accroître, sans que la société organisée pour la réduire ait répondu à l'idée qui a présidé à sa création (1).

Avec la diminution des frais généraux, tend aussi à diminuer le salaire des ouvriers agricoles. Ceux-ci désertent la terre, affluent vers les villes, viennent grossir le flot des ouvriers industriels, et le man-

1. Souchon, la *Démocratie paysanne* ; René Henry, la *Démocratie rurale organisée et mobilisable* ; Jaurès, *Articles et discours sur la propriété foncière*.

que de bras dans les campagnes est une souffrance de plus à ajouter à toutes celles si nombreuses déjà dont souffre l'Agriculture.

Enfin la mortalité, l'incendie, la maladie, la grêle, les intempéries viennent parfois détruire en un instant les efforts et les sacrifices de toute une année et aggraver encore la situation désespérée de l'agriculteur, parce qu'il manque d'institutions de prévoyance que lui assurerait la création de caisses d'assurances agricoles.

La crise agricole actuelle n'est donc pas un vain mot. Elle est des plus aiguës et exige des remèdes immédiats.

Mais si le phénomène de la crise agricole existe, il faut reconnaître qu'il a été rarement étudié de façon méthodique. Il y a bien des articles nombreux écrits sur ce sujet, mais il existe peu d'œuvres scientifiques et de généralisation. Notre prétention n'est pas d'essayer de combler cette lacune ; il nous semble bon néanmoins de donner, en quelques mots très brefs, les idées générales et les indications qui peuvent permettre d'étudier ce phénomène des crises agricoles de façon rationnelle (1).

En Allemagne la question a été particulièrement examinée par *M. Max Swift* dans son ouvrage : *la crise de l'Agriculture et les moyens d'y remédier* (1888) et dans son *Histoire des Crises*.

1 V. Cours de M. Souchon, *Economie politique rurale*.

En Angleterre le problème a été étudié par le major Creggy et par les livres allemands sur la crise agricole anglaise du Dr Kœnig et de M. Stille.

En France, en dehors des travaux de MM. *Allard*, *de Molinari* et *D. Zolla*, on ne peut citer aucune œuvre d'ensemble sur la matière.

Tout ce que l'on peut avancer avec quelque certitude, c'est que les phénomènes des crises agricoles ne sont explicables ni :

1^o Par des raisons d'agriculture technique.

2^o Ni par des raisons d'économie politique pure.

Et d'abord, la crise agricole n'est pas due à des causes techniques. En effet, pendant cette crise, les progrès culturels se sont continuellement développés. Les améliorations techniques ont été très considérables, soit au point de vue de l'outillage, soit au point de vue de l'aménagement. On a constaté, d'un côté, progrès culturel continu, et d'un autre côté augmentation de production.

C'est ainsi que pour l'ensemble des céréales en France :

De 1834 à 1843, la production moyenne a été
de 198.990.977 hectol.

De 1886 à 1895 258.982.952 —

Le progrès culturel peut encore être constaté par certains chiffres de la dernière enquête de 1892.

On voit en effet, que :

En 1840, la moyenne du rendement à l'hectare était de	12 1/2 hectol.
En 1882-92.	17 —

Les progrès culturaux ont continué pendant ces dernières années, et on pourrait trouver actuellement, dans certaines régions, des rendements de 20 à 25 *hectolitres* à l'hectare.

Il y a donc augmentation culturale très considérable, et la crise ne peut-être, par conséquent, imputée à des erreurs ni à des causes techniques.

Si la crise ne s'explique pas par des considérations techniques, il est difficile aussi de lui trouver une explication dans des considérations économiques générales.

La cause la plus communément donnée est la *surproduction* des produits agricoles et le manque des débouchés.

Nous ne pensons pas que ce soit la véritable raison de la crise. A peine pourrait-on admettre, pour la justifier, une surproduction générale de tous les produits agricoles ; or, ce fait est loin de correspondre à la réalité. La surproduction générale est inconcevable, J. B. Say l'a dit depuis longtemps.

Il est donc fantaisiste de croire que la crise agricole est due à la surproduction de *tous* les produits agricoles.

Mais n'y a-t-il pas, du moins, surproduction de *certain*s produits agricoles, notamment des céréales, et surtout du blé ?

On pourrait le croire par la quantité toujours croissante des blés récoltés.

C'est ainsi, qu'en France, nous avons constaté la progression continue de la production, et qu'aux Etats-Unis, la proportion dans la production a passé de 100 à 241 0/0, tandis que la progression de la population n'a été que de 100 à 125 0/0. D'où : *surproduction du blé*.

D'un autre côté, on constaterait une tendance à la diminution de la quantité de blé à consommer par tête. En effet, la consommation, par tête d'individu, qui était de 1875 à 1884 de 7 h. 08, n'est plus, de 1884 à 1894, que de 6 h. 84.

On remarque, en outre, qu'il peut y avoir diminution de la consommation du blé, car à mesure que la richesse se propage, on mange plus de viande que de blé. Toutes ces causés amèneraient donc une surproduction du blé.

Mais ces constatations sont loin d'être concluantes.

Il est vrai qu'il y a rupture d'équilibre entre la production du blé et l'augmentation de la population. D'après les statistiques de notre excellent maître, M. de Foville, la production du blé dépasserait 900 millions d'hectolitres pour tout l'univers, elle augmenterait de 20 millions d'hectolitres par an, augmentation plus rapide que celle de la population.

Mais cette surproduction apparente du blé se heurte aux faits suivants :

1^o On est loin de la limite de la consommation du blé. D'après notre savant maître, M. de Foville, le tiers à peine de l'humanité mangerait du pain, soit 500 millions de personnes. La plus grande partie de la population se trouve donc privée du pain; et de ce côté, nous sommes loin de la surproduction. L'Inde, par exemple, qui produit beaucoup de blé, ne vit que de millet, de sorgho, de riz.

En France même, où il semble y avoir équilibre entre la production et la consommation du blé, tout le monde ne mange pas du pain blanc, fait avec du blé. Le progrès dans la qualité du pain en amènera donc une plus grande consommation. La part du pain noir est encore considérable.

2^o En outre, la surproduction du blé peut n'être pas toujours constante dans un pays. De mauvaises récoltes surviennent parfois qui peuvent amener des disettes de grains,

3^o Enfin, si l'on admet qu'il y a surproduction, il faut aussi reconnaître qu'il y a tendance à une consommation plus grande du blé. Il commence à être donné, sur une large échelle, aux animaux pour les engraisser.

Il est permis de croire, par conséquent, que si la crise agricole ne s'explique pas par des considérations techniques, elle ne s'explique pas davantage par la théorie de la surproduction, car, d'un côté,

la crise agricole est générale, et d'un autre côté, il n'y a pas de surproduction pour certains produits agricoles.

Il faut donc que les causes de la crise agricole soient autres. Ce sont, à notre avis, des causes sociales et des causes d'économie politique rurale, dont un des principaux éléments se trouve être précisément la question du *Crédit agricole* que nous allons examiner.

Il est certains esprits pour lesquels la question du Crédit agricole n'existe pas. Ils nient ou atténuent l'importance de ce problème, pour eux né d'hier, et qui néanmoins, depuis 50 ans, préoccupe à si juste titre non seulement les Etats étrangers, mais aussi les législateurs et les gouvernements qui se sont succédé en France.

Certes, ils ne vont pas jusqu'à nier l'importance de l'industrie agricole. Celle-ci ne l'emporte-t-elle pas, en effet, sur toutes les industries par la valeur de ses produits, par la masse des capitaux qu'elle met en œuvre, par le chiffre des transactions qu'elle provoque, par le nombre des bras qu'elle occupe, par l'importance sociale et politique des questions qui s'y rattachent ! N'est-elle pas aussi un excellent marché pour les produits de toutes les autres industries ?

D'après une statistique que nous empruntons à notre excellent maître, M. de Foville, tandis que la

population industrielle ne comprend que *neuf* millions de personnes, la population agricole s'élève à *dix-huit* millions, soit 47 o/o de la population totale de la France.

N'est-ce pas également l'agriculture qui, par la masse énorme des capitaux qu'elle met en œuvre, par les ressources immenses qu'elle procure à tous, fait vivre l'immense majorité de la nation ?

Tandis, en effet, que la valeur du produit brut de l'industrie française ne s'élève qu'à 12 milliards, le montant des valeurs créées par l'agriculture dépasse à lui seul 11 milliards (1).

D'un autre côté, le capital formé des parcelles culturales s'élève à 90 *milliards*, et une somme de 13 *milliards* représente les capitaux d'exploitation, c'est-à-dire les fourrages, le bétail, les semences, les instruments agricoles.

A la lecture de ces chiffres, il peut sembler ironique de faire allusion à la « crise agricole », et quelque scepticisme peut être permis à tous ceux qui refusent quelque utilité à l'organisation du crédit agricole. Toutefois, la question est de savoir si la situation de l'agriculture est, en réalité, aussi prospère, aussi satisfaisante que semblent le dénoter les chiffres que nous venons de citer.

Or, les plaintes incessantes dont sont assiégés

1. Ces chiffres sont empruntés aux travaux et aux statistiques si scrupuleuses de notre savant maître, M. Daniel ZOLLA.

actuellement les Pouvoirs publics de la part des agriculteurs, les enquêtes nombreuses ordonnées par les divers gouvernements pour rechercher les causes du malaise dont souffre l'agriculture, tout concorde à reconnaître l'existence d'une crise agricole, d'autant plus grave qu'elle affecte des intérêts et des capitaux se chiffrant par des centaines de millions.

Quelles sont les causes de ce malaise économique, de cette situation désastreuse de l'agriculture qu'on peut comparer à une calamité nationale ?

Nous avons vu qu'on ne pouvait les attribuer ni à des causes techniques, ni au phénomène de la surproduction. Elles semblent résider dans un ensemble et une complexité de faits économiques, en vue desquels chacun cherche à édifier un système spécial. On pourrait presque dire qu'il a autant de systèmes différents que de maux signalés ou découverts ! Trop d'imagination ! Trop de systèmes tout édifiés ! Voilà encore un mal qu'on peut ajouter à tous ceux dont se plaint l'agriculture.

Il est néanmoins certains faits que tous les auteurs s'accordent à reconnaître comme étant les facteurs principaux de la crise agricole.

En premier lieu, ce sont les progrès relativement peu sensibles de l'agriculture, à côté des immenses développements de l'industrie.

Aucun obstacle ne s'oppose à l'amélioration de celle-ci : ni l'abondance des capitaux à bon mar-

ché, ni la division du travail poussée à ses extrêmes limites, ni ses rendements plus que proportionnels aux capitaux employés ; tous ces éléments, elle les possède, et elle en a profité pour s'accroître indéfiniment.

Rien de tout cela n'existe pour l'agriculture. Soumise aux lois de l'espace et du temps, exposée à toutes les influences climatiques, elle est sujette, de plus, au pire de tous les maux pour une industrie : à l'insuffisance des capitaux. C'est, en effet, un fait unanimement reconnu que la rareté du numéraire à la campagne.

L'argent, comme les hommes, a émigré à la ville, s'est employé dans des industries diverses, et cette insuffisance du crédit dans les campagnes s'est encore aggravée par suite des facilités de placement offertes aux épargnes rurales par les valeurs de bourse et surtout par les Caisses d'épargne.

Ajoutez à cela les dispositions draconiennes de notre législation, surtout les vices de notre régime hypothécaire, qui enferment le paysan dans une tutelle gênante, et l'empêchent de recourir au crédit quand cela lui serait avantageux. En outre, la France est devenue le débouché de pays nouveaux tels que l'Amérique, l'Inde, l'Australie dont les produits agricoles viennent faire chez nous une concurrence sérieuse à nos agriculteurs. Si nous ajoutons à ces souffrances l'élévation constante du prix des salaires, la baisse continue et l'avilisse-

ment des prix des denrées sur le marché, l'aggravation continuelle des charges fiscales, le poids de plus en plus lourd de la dette hypothécaire, le manque d'assurances agricoles, le défaut d'entente entre les agriculteurs pour les améliorations foncières, l'insuffisance de l'instruction professionnelle, tout cela nous donne un tableau à peu près complet de toutes les causes qui ont pu provoquer et qui prolongent encore la crise agricole.

A ces maux est-il possible d'opposer quelques remèdes ?

Le législateur s'en est préoccupé, et les lois récentes sur le Crédit agricole indiquent sa ferme volonté d'atténuer la crise dont souffre l'agriculture.

Les remèdes proposés sont innombrables, et nous l'avons déjà dit, chacune invente le système le plus conforme à ses idées, à ses intérêts et aux maux réels ou cachés qu'il découvre tous les jours à l'agriculture. L'ensemble des systèmes proposés peut cependant se ramener à quatre idées principales :

1° La réforme des mœurs, de nos lois successorales, de notre éducation peut seule dénouer la crise. La crise agricole est un problème social. Elle a sa cause dans l'absentéisme des campagnes, dans la désertion des ouvriers vers les villes, dans le dégoût du travail des champs.

2° La réforme fiscale, l'allègement des charges qui

pèsent sur l'agriculture, la suppression de l'impôt foncier, la réfection du cadastre, la suppression des octrois et des droits sur les boissons hygiéniques, tel est pour d'autres, le seul remède à apporter aux maux de l'agriculture.

3° La réforme douanière, la refonte des tarifs, la création de bons d'importation, la concession de primes peuvent seules annihiler la concurrence étrangère, et supprimer la crise.

4° Développer le crédit de l'agriculture, lui procurer les immenses capitaux dont elle a besoin pour améliorer la culture et augmenter le rendement ; la mettre, au point de vue du crédit, sur le même pied que le commerce et l'industrie, tel est enfin le système proposé par certains pour remédier à la crise.

Il serait téméraire d'entreprendre dans un seul ouvrage l'examen de ces systèmes. Chacun a sa part de vérité et d'erreur. A notre avis, le problème est trop difficile et trop complexe pour dépendre de la solution d'un principe *a priori* et d'un système absolu. Notre intention est d'examiner seulement l'une des questions, et selon nous la plus importante, sur lesquelles réside le phénomène de la Crise agricole.

Le problème du Crédit agricole nous semble, en effet, des plus urgents à résoudre. Il sera à la fois un adoucissement matériel aux maux de l'agriculture, et un réconfort moral. Car, si le côté maté-

riel fait vivre l'agriculteur, le sentiment du concours qu'on lui donne, la certitude ne pas être abandonné exalte son courage et prépare les victoires futures.

CHAPITRE II

§ 1. Définition du Crédit agricole. — § 2. Distinction du Crédit agricole et du Crédit foncier. — § 3. Relations du Crédit Agricole avec le Crédit en général.

§ 1. — *Définition du Crédit agricole.*

Condillac disait : « Chaque science demande une langue particulière, parce que chaque science a des idées qui lui sont propres ; il semble qu'on devrait commencer par faire cette langue, mais on commence par parler et par écrire et la langue reste à faire ».

Nous voulons éviter ici ce reproche et essayer de donner une signification précise à cette expression « Crédit agricole » que l'on entend diversement.

L'Economie politique ne connaît qu'une sorte de crédit : le crédit en général, c'est-à-dire l'échange d'une richesse présente contre une richesse future. La vente à terme et le prêt constituent les deux formes essentielles du crédit, mais c'est la deuxième forme que nous envisageons ici, c'est-à-dire la permission donnée à quelqu'un d'user du capital d'autrui. Il faut de la part du prêteur qui met ses capi-

taux à la disposition de ceux qui n'en possèdent pas une certaine confiance, un acte de foi, qui trouve, du reste, sa sauvegarde dans les précautions et les garanties imaginées par le législateur : cautionnement, solidarité, hypothèque, etc... Les capitaux mis ainsi à la disposition des emprunteurs reçoivent des destinations diverses.

Les uns sont prêtés aux commerçants pour leurs opérations commerciales : achats de matières premières, de produits fabriqués, de marchandises ; les autres vont aux industriels ; d'autres encore sont attribués aux constructeurs de navire, aux armateurs ; d'autres enfin sont destinés à des agriculteurs pour leurs opérations agricoles.

Nous avons ainsi toute une catégorie de prêts se diversifiant entre eux : prêt commercial, prêt industriel, prêt maritime, prêt agricole, mais tous engendrés par la même conception, par la même idée : un acte de confiance du prêteur à l'égard de l'emprunteur.

Le crédit est donc *un* par lui-même, il est *multiple* par ses manifestations. Il y a le crédit tout court qui a sa source et son principe dans un acte de foi, et il y a les diverses catégories de crédit qui trouvent leur origine dans les diverses manifestations de la vie économique. Quand un commerçant demande du crédit, il est présumé emprunter pour son commerce, et quelque soit l'emploi de son emprunt, il aura contracté une dette commerciale avec toutes

les conséquences particulières que ce contrat comporte. Sa qualité de commerçant imprime le caractère commercial à cette opération. Ici la nature du crédit est déterminée, non par la destination du capital emprunté, mais par la qualité de l'emprunteur.

Il en est autrement du Crédit agricole, et en nous plaçant strictement au point de vue économique, on peut dire que peu importe ici la qualité de l'emprunteur. Ce qui est important c'est la *destination du capital emprunté*. C'est, selon nous, le caractère essentiel du Crédit agricole. Le capital emprunté s'applique-t-il à un usage agricole? Ce sera alors une opération de Crédit agricole, sans considération de la personne qui l'effectue, qu'elle soit pratiquée ou non par un agriculteur, par un commerçant ou par tout autre personne.

Nous dirons donc : le crédit est agricole toutes les fois que le capital prêté est *destiné à une opération agricole quelconque*.

§ 2. — *Distinction du crédit agricole et du crédit foncier.*

Il y a deux grandes catégories de crédit : le crédit réel et le crédit personnel. Dans le premier cas, le crédit est fait à la chose. C'est en la chose qu'on a confiance, en sa durée, en sa valeur. Dans le deuxième cas, le crédit est fait à la personne. On a confiance

en sa solvabilité, en son honorabilité, en ses qualités intellectuelles et morales.

Partant de cette division, la plupart des auteurs ont cru distinguer, dans les capitaux prêtés à l'agriculture, deux caractères principaux qui forment, d'après eux, les traits distinctifs du crédit agricole immobilier, ou crédit foncier, et du crédit agricole mobilier.

1^o Quand le crédit est fait sur un gage immobilier constitué par l'emprunteur, le crédit prend plutôt le nom de crédit foncier, et alors, il est à la fois personnel et immobilier. Il est exclusivement pratiqué par les agriculteurs propriétaires du sol, et a pour but principal de réaliser des améliorations foncières permanentes, telles que : travaux de dessèchement, de drainage, de reboisement, acquisitions de fonds ruraux.

2^o Quand l'emprunteur ne peut offrir en garantie aucun gage immobilier, ce qui est le cas fréquent pour les fermiers et pour les métayers, le crédit est alors purement personnel, car il ne peut reposer que sur la solvabilité personnelle de l'emprunteur, les récoltes et les animaux étant le plus souvent affectés à la garantie du propriétaire du sol.

Son objet, dans ce cas, est d'accroître le capital d'exploitation et d'être employé à l'achat de semences, d'engrais, de bétail, de machines agricoles.

Ainsi, à ne considérer que le résultat de ces deux

sortes de crédit, on pourrait dire : Le crédit agricole est celui qui a pour objet de satisfaire au capital d'exploitation ; le crédit foncier est celui qui est destiné à l'accroissement du capital foncier.

Cette division nous semble un peu trop absolue, et, en tout cas, elle se trouve inexacte et incomplète, depuis le vote de la loi de 1898 sur les warrants agricoles. Cette loi permet aux cultivateurs d'emprunter en donnant pour gage certains produits déjà récoltés. Le gage est mobilier, mais il n'en constitue pas moins une *sûreté réelle* que peut offrir le cultivateur, même non propriétaire ; tandis que jusqu'à cette loi, seul le propriétaire avait la possibilité de présenter des garanties *réelles*. Il en résulte que le crédit agricole devrait, selon nous, se subdiviser dès lors en crédit personnel, en crédit mobilier, en crédit immobilier, ces deux derniers ayant à leur base des sûretés réelles. D'où également trois genres de prêts : prêt personnel, prêt mobilier, prêt immobilier ou hypothécaire.

C'est une opinion assez répandue qu'il existe une différence profonde entre le crédit foncier et le crédit agricole. A notre sens c'est une erreur. Elle provient de la confusion qu'on fait entre le *gage* qui sert de garantie à l'emprunt et la *destination* qui est donnée à cet emprunt. C'est confondre le point de vue juridique et le point de vue économique.

Au point de vue juridique, ce qui distingue le crédit foncier du crédit agricole, c'est la question

des garanties offertes par l'emprunteur : dans le crédit foncier, nous sommes en présence d'un immeuble offert par l'emprunteur au prêteur, en garantie de sa dette.

Dans le crédit agricole, tel que les auteurs l'entendent communément, la seule garantie donnée au prêteur consiste dans la solvabilité personnelle de l'emprunteur, sans gage d'aucune sorte. Mais même au point de vue juridique, ce point nous semble inexact, car, depuis la loi de 1898, le crédit agricole, comme le crédit foncier, peut offrir des exemples de garantie réelle et non plus seulement des garanties personnelles. L'un et l'autre prêtent à la chose, et à peine pourrait-on les distinguer sur ce point en disant : l'un constitue le crédit réel mobilier, l'autre le crédit réel immobilier. Mais l'un et l'autre ont aujourd'hui une sûreté réelle à leur base.

Au point de vue économique, ce qui intéresse par-dessus tout, c'est l'usage qui est fait du crédit, c'est la *destination* imprimée au capital emprunté. Ici, la question de crédit prime la question de sûreté. Peu importe que le crédit soit personnel, mobilier ou immobilier. C'est la direction suivie par les capitaux, leur emploi qui intéresse essentiellement ; c'est seulement après l'application qui en sera faite à des usages commerciaux, industriels, agricoles, qu'on pourra dire que le crédit est agricole, industriel ou commercial.

Ainsi comprise, la signification du crédit agricole ne nous semble pas contenir une démarcation aussi absolue, aussi nettement tranchée qu'on l'a faite jusqu'à ce jour, entre le crédit agricole immobilier et le crédit agricole mobilier, ou pour mieux dire, entre le crédit foncier et le crédit agricole proprement dit. Tous deux se pénètrent de plus en plus intimement, et la tendance de la législation, indiquée par les dispositions de la loi de 1898, nous montre clairement que bientôt disparaîtra la barrière infranchissable que l'on avait voulu établir entre ces deux catégories du crédit agricole.

Certes, les mots ont leur importance, et elle nous paraît si décisive que nous estimons que la situation du crédit agricole aura fait un grand pas, le jour où l'on se sera entendu sur l'exacte et précise signification du crédit agricole. Mais il nous semble qu'on a poussé trop loin la subtilité en s'attachant à faire des distinctions trop absolues entre le crédit foncier et le crédit agricole, entre ce qui constitue le crédit agricole et ce qui ne le constitue pas.

Il est, selon nous, un criterium qui pourrait servir de base pour faire l'accord de tous sur la portée de l'expression : crédit agricole.

Ce serait de s'en tenir à la *destination des capitaux empruntés*, et par suite d'entendre le crédit agricole de tous les capitaux empruntés pour un usage agricole *quelconque*, que ces capitaux s'appliquent à des améliorations foncières permanentes

ou à l'accroissement des capitaux d'exploitation, que leur garantie réside dans des hypothèques, dans des gages mobiliers ou dans la solvabilité personnelle des emprunteurs.

Le crédit agricole, en un mot, c'est le *crédit aux agriculteurs*, non seulement aux fermiers et aux métayers pour leur faciliter les petites transactions agricoles, mais à *tous les cultivateurs* pour tous les travaux si vastes, si urgents, de productions agricoles dont a besoin le sol de la France, pour tous les travaux qui doivent améliorer la richesse foncière de ce pays, pour les travaux de captation des eaux, d'irrigation, de drainage, de labour profond, de défoncement, de fumure, de plantation de bois ou de vignes, pour tous ces travaux de production et de progrès agricoles qui doivent mettre nos campagnes en état de lutter contre la concurrence étrangère et de s'enrichir.

De même qu'il n'existe qu'une seule sorte de crédit commercial, de crédit industriel, il ne peut exister logiquement, selon nous, qu'une seule sorte de crédit agricole.

§ 3. — *Relations du crédit agricole avec le crédit en général.*

En 1845, dans un Congrès agricole, M. le Procureur général Dupin s'exprimait en ces termes :

« On vous propose des institutions de crédit

qu'on appelle crédit foncier, crédit agricole pour les déguiser ; appelez-les crédit tout simplement, et examinez ce que l'on vous propose. Savez-vous ce que c'est que tous ces systèmes ? C'est la pierre philosophale ; c'est le moyen de faire arriver plus de capitaux avec moins de motifs de confiance pour le prêteur et moins de garantie pour le rembourse-ment ».

Ce n'est là qu'une spirituelle boutade, mais qui peut cependant nous expliquer pourquoi le Crédit agricole, comme du reste le crédit commercial, n'est qu'une forme de crédit en général. La confiance, un acte de foi est, nous l'avons dit, à la base de toute opération de crédit.

Je consens à donner à l'agriculteur ma richesse présente parce que j'ai foi qu'il me donnera, en échange, sa richesse future. Il va consommer ma chose vendue ou prêtée, mais j'ai confiance qu'il la remplacera en peu de temps par une chose nouvelle et de plus grande valeur.

Il faut donc que l'agriculteur, pour remplir son obligation de rendre, ait grand soin d'employer de façon productive la chose prêtée.

Que fait, en effet, le cultivateur qui se trouve sans capitaux pour améliorer sa terre ? Il cherche à se procurer du crédit, c'est-à-dire l'argent des autres. Il l'obtiendra en promettant de prélever, sur le produit de son travail, une valeur qu'il donnera pour prix du concours que lui fournit son prêteur,

pour la privation du capital, pour les risques de non-paiement. Si le capitaliste risque ainsi son argent, c'est qu'il oublie, momentanément, que celui-ci court quelque danger, c'est qu'il a confiance dans la loyauté et dans la solvabilité du cultivateur, c'est qu'il a la certitude d'être remboursé à l'époque fixée.

Les mêmes considérations qui font accorder du crédit au cultivateur, de la part du prêteur, s'exerceraient de la même façon, si, à la place du cultivateur, un commerçant, un industriel avaient recours au crédit.

Il est donc bien vrai de dire qu'il y a le crédit tout uniment, et que le crédit agricole, basé sur la confiance, la valeur morale et la solvabilité inspirées au prêteur par le cultivateur, n'est qu'une des formes du crédit en général.

CHAPITRE III

BESOINS DE L'AGRICULTURE EN MATIÈRE DE CRÉDIT

§ 1. — Capital foncier et capital d'exploitation.

§ 2. — Le crédit naturel et le crédit actuel de l'agriculture.

§ 1. — *Capital foncier et capital d'exploitation.*

Quelle est la mesure du crédit auquel l'agriculture peut prétendre, quel est le crédit qu'elle possède en fait ? Telles sont les deux questions que nous avons à examiner. Nous rechercherons ensuite dans quelle mesure le crédit agricole et le crédit foncier concourent respectivement à procurer aux agriculteurs les avances dont ils ont besoin. Mais, tout d'abord, il nous semble indispensable de bien définir le sens des expressions : capitaux fonciers, capitaux d'exploitation, si souvent employées en matière agricole, puis de comparer entre elles ces deux sortes de capitaux, afin d'en dégager les éléments qui peuvent exercer quelque influence sur l'organisation du crédit agricole.

Le capital foncier est le capital représenté par la valeur du sol lui-même, par ses améliorations et par les bâtiments d'exploitation.

Le capital d'exploitation est celui qui sert à l'utilisation du capital foncier. Il est représenté par les semences, les engrais, les fourrages, le bétail, les machines et les avances pour fonds de roulement.

Chacun de ces deux capitaux a une importance inégale qui se caractérise dans le tableau suivant : (1).

I. CAPITAL FONCIER

<i>Eléments :</i>	<i>Valeur :</i>
Terres, bâtiments : total . . .	90 milliards

II. CAPITAL D'EXPLOITATION

Animaux de trait, bétail . . .	5 500 millions
Fourrages, aliments . . .	3 000 —
Avances, fonds de roulement.	2 000 —
Instruments, machines, outils.	1 400 —
Fumiers	830 —
Semences	530 —
Total.	<u>13 260 millions</u>

Il y a donc une grande inégalité entre les capi-

1. Nous empruntons ces chiffres aux études de nos maîtres : MM. de Foville et Daniel Zolla.

taux fonciers et les capitaux d'exploitation ; la proportion entre eux est de 1 à 6.

Ce n'est pas la seule particularité qui les distingue ; ils se différencient encore par leur taux de placement.

Tandis que les capitaux fonciers rapportent 3, 4, 5, p. 100 au plus, les capitaux d'exploitation voient leur taux s'élever jusqu'à 10, 12 p. 100 et parfois davantage.

Le rapide exposé que nous venons de faire nous permet de constater que le travail de l'agriculture s'applique à des valeurs énormes dépassant 100 milliards, et ce chiffre seul serait une réponse péremptoire à ceux qui refusent le crédit à l'agriculture, sous prétexte que les garanties lui font défaut.

En effet, parmi les motifs qui écartent les prêteurs des agriculteurs, l'un des principaux et des plus nuisibles consiste à croire, d'abord, que les cultivateurs empruntent dans un but de consommation et non de reproduction agricole, ensuite que la profession d'agriculteur est peu rémunératrice. C'est même une opinion assez répandue que, celui qui emprunte pour des travaux agricoles est sur le chemin de la ruine, et que l'argent prêté ne profite jamais au cultivateur. Ce n'est heureusement qu'un préjugé, car le crédit employé à des opérations utiles à l'agriculture est aussi avantageux que s'il était appliqué au commerce et à l'industrie : tout dépend de l'usage qui en est fait. L'agriculture n'est

nullement inférieure, en produit net, aux autres industries, et dans presque tous les lieux où les capitaux sont suffisants, on est certain de voir s'enrichir non seulement les propriétaires mais parfois les fermiers.

Une seconde opinion consiste à voir un péril, une véritable calamité dans les facilités données à l'agriculture d'obtenir le crédit.

Pour les partisans de cette idée, l'organisation du crédit agricole c'est la porte ouverte à toutes les convoitises, à toutes les ambitions jusqu'à présent impuissantes du paysan. Chacun voudra arrondir son petit domaine ; la vanité aidant, chacun se disputera les lopins de terre voisins, et comme l'extension des cultures n'est pas une marque certaine des améliorations agricoles, les facilités données au cultivateur iront à l'encontre du but que l'on se propose.

Raisonner ainsi, c'est connaître mal ou insuffisamment le caractère de nos paysans prudents et avisés. Loin de penser à acheter de la terre, ils cherchent plutôt, par ces temps de crise agricole, à éviter l'avilissement des prix, à ne pas vendre leurs récoltes à perte, et à se procurer surtout un crédit qui leur permette d'attendre des jours meilleurs.

S'il est vrai qu'autrefois l'amour, la passion de la terre exerçait un vif attrait sur l'esprit du cultivateur, il est encore plus vrai de dire que ce qui le préoccupe, surtout aujourd'hui, c'est le résultat

financier, c'est le profit à retirer de l'exploitation des parcelles culturales, et il sait fort bien que ce résultat ne peut être atteint qu'en concentrant ses efforts sur un espace restreint.

§ 2. — *Le crédit naturel et le crédit actuel
de l'agriculture*

Ces objections écartées, il s'agit de savoir si le crédit actuel de l'agriculture correspond au crédit qu'elle devrait avoir.

Le crédit actuel repose d'abord sur le degré de confiance qu'inspire le cultivateur à son prêteur.

L'emprunteur trouve toujours un prêteur si le remboursement est certain.

La sécurité du placement, la valeur des garanties offertes, telle est la condition essentielle du crédit. Si, actuellement, le paysan se plaint souvent de sa pénurie, c'est lui-même qu'il devrait parfois accuser. N'a-t-il pas contribué à décourager ses prêteurs par son inexactitude proverbiale dans le remboursement de ses emprunts, par le retard volontaire ou involontaire qu'il met à faire attendre les intérêts des capitaux prêtés ?

C'est pourquoi les capitalistes craignant ces retards dangereux et onéreux pour eux emploient de préférence leurs fonds à des opérations de banque ou d'industrie.

Cette mauvaise habitude du paysan n'a pas peu

contribué à détourner de l'agriculture même le crédit pour lequel elle fournit d'excellentes garanties. Quelle industrie pourrait, en effet, offrir les gages que possède l'agriculture ?

En premier lieu, son crédit peut être garanti par les 90 milliards que représentent les fonds de terre et les bâtiments. On ne doit pas oublier, en effet, que, selon nous, le crédit agricole doit s'entendre de toute opération agricole quelconque, qu'elle s'applique à des améliorations foncières permanentes ou seulement à des améliorations culturelles.

Ici le crédit n'a devant lui aucune entrave ; il peut s'exercer dans toute sa plénitude, car le contrat hypothécaire donne au prêteur toute sécurité et toute certitude pour le remboursement du capital.

Malgré cette garantie, le crédit des propriétaires fonciers, et surtout des petits propriétaires, se trouve enrayé par l'incertitude des résultats que donnent les voies d'exécution judiciaire, de sorte que tout concourt à réduire le crédit du petit cultivateur, bien que son patrimoine ait une très grande valeur.

Pour la grande propriété, pour les grands domaines, on trouve toujours des acquéreurs disposés à payer un prix à peu près équivalent à sa valeur réelle.

Il en est autrement pour les petits domaines, pour les petites propriétés isolées qui forment la fortune courante du paysan ; ces parcelles ne peuvent guère

être achetées que par ceux qui peuvent les utiliser, c'est-à-dire par les propriétaires voisins, ce qui a pour effet de réduire la concurrence entre acheteurs et de faire baisser par conséquent le prix des petites propriétés.

Les bienfaits du crédit agricole ne doivent pas cependant se limiter aux cultivateurs propriétaires.

A côté d'eux existe toute une catégorie d'exploitants du sol pour lesquels, faute de gages pouvant servir de garantie à des emprunts, le crédit reste à l'état de lettre morte.

Le tableau suivant nous indique qu'il existe :

Propriétaires cultivateurs.	2.150.000	62.2 p. 100
Fermiers	968.000	28 »
Métayers	341.000	9.8 »

Il y aurait ainsi plus du tiers des entrepreneurs de culture qui ne pourraient jouir du crédit agricole, faute de garanties réelles à offrir.

Et cependant nous avons vu, qu'indépendamment du capital foncier, il existe un capital d'exploitation s'élevant à 13 milliards.

D'où vient donc que ce capital ne puisse servir, comme le capital foncier, à faciliter les prêts à l'agriculture, et prive ainsi une grande partie de la population agricole des bienfaits du crédit ?

La loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles a permis de combler en partie cette lacune en

permettant aux cultivateurs, même non-propriétaires, d'emprunter en donnant pour gage certains produits récoltés.

Mais cette loi est insuffisante et nous le montrons plus loin.

Nous avons voulu seulement montrer ici que le capital de l'agriculture, capital foncier et capital d'exploitation compris, s'élève à une somme de plus de 100 milliards; que le crédit naturel de l'agriculture, c'est-à-dire le crédit auquel elle peut prétendre, pourrait être garanti par cette masse énorme de capitaux, tandis qu'avec son crédit actuel, l'agriculture ne retire aucun profit des 13 milliards de capitaux d'exploitation qui se trouvent ainsi sans emploi au point de vue du crédit.

Répartition des capitaux fonciers et d'exploitation entre les exploitants du sol.

		Capitaux fonciers.	Capitaux d'exploitation.
I. Propriétaires-cultivateurs....	2.150.000	25 à 30 milliards	5 à 6 milliards
II. Fermiers.....	900.000	{ 40 à 50 milliards	{ 6 à 7 milliards
III. Métayers,	340.000		
Bois, forêts et autres cultures....		10 à 15 milliards	
		75 à 95 milliards	11 à 13 milliards

CHAPITRE IV

§ 1. Nécessité et utilité du crédit agricole. — § 2. Le crédit agricole n'est utile à l'agriculteur que si celui-ci possède une bonne instruction professionnelle.

§ 1. — *Nécessité et utilité du crédit agricole.*

Nous croyons avoir démontré que le crédit de l'agriculture n'a pas toute l'extension que justifieraient les immenses valeurs qu'elle possède. Ce serait, néanmoins, faire un marché de dupe que de confier des capitaux à l'industrie agricole, s'il était vrai que la productivité de l'agriculture ne fût pas suffisante pour offrir sur le marché des capitaux une rémunération au moins égale au taux courant de l'intérêt. Dans ce cas, l'organisation du crédit agricole n'aurait aucune chance d'aboutir, serait sans efficacité, sans utilité et deviendrait plutôt nuisible aux cultivateurs qu'elle a la prétention de secourir. Nous allons voir que ces craintes ne sont nullement justifiées et que la nécessité, l'utilité de

l'organisation du crédit agricole se trouve amplement démontrée par les progrès incessants de l'agriculture.

Et d'abord, personne ne conteste la nécessité d'un crédit agricole. Elle est proclamée depuis longtemps, et les plaintes incessantes adressées actuellement par les agriculteurs aux pouvoirs publics en rendent la solution urgente.

En outre, les progrès continus de l'industrie agricole méritent une sanction et un encouragement. Ces progrès peuvent être constatés dans la marche ascendante du produit brut de l'industrie agricole.

De l'étude faite par Lavoisier, en 1790, pour établir l'assiette de l'impôt foncier, il ressortait que le produit brut de l'agriculture s'élevait alors à environ 2 milliards.

Une nouvelle évaluation faite en 1806-1808, sur les ordres de Chaptal, permit de constater un progrès énorme dans les résultats du produit brut qui montait alors à 3 milliards. A partir de 1815, notamment à partir de 1830, l'agriculture entre dans une phase nouvelle : les débouchés s'accroissent avec l'augmentation des voies de communication.

La création des canaux et des chemins de fer donne un large essor au commerce et à l'industrie, et l'agriculture, de son côté, suit un mouvement ascendant, car en 1850 le produit brut atteint 5 milliards.

Enfin, depuis 1850, le développement énorme

des voies de communication vient encore ouvrir de nouveaux débouchés à l'agriculture, car tel est le débit, telle est la reproduction.

Une cause prédominante a surtout contribué aux progrès continus de l'agriculture : ce sont les découvertes scientifiques qui ont permis de rendre à la terre ses forces épuisées et qui ont doublé, triplé et parfois quintuplé son rendement. Aussi le produit brut de l'agriculture double-t-il dans l'espace de trente ans, pour atteindre en 1880, la somme de 10 milliards. Les divers éléments du produit brut actuel peuvent se décomposer ainsi (1) :

I. PRODUITS VÉGÉTAUX

Céréales	} Grains.	4.081 millions.	
		Pailles.	1.294 —
Pommes de terre.		648	—
Grains divers		148	—
Fourrages		1,365	—
Prairies		1.036	—
Cultures industrielles		358	—
Vignes		1.137	—
Jardins		902	—
Cultures arborescentes		199	—
Bois et forêts		334	—
Total		11.502	—

1. Nous sommes redevables de ces statistiques à notre excellent maître, M. *Daniel Zolla*.

II. — PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE.

Chevaux, ânes, mulets . . .	80 millions.	
Animaux de boucherie . . .	1.634	—
Lait	1.157	—
Basse-cour	188	—
Œufs.	131	—
Cocons	41	—
Miel-cire	20	—
Travail du bétail.	3.017	—
Fumiers.	838	—
Total.	<u>7.183</u>	—
Total général.	<u><u>18.685</u></u>	—

Dans ce chiffre total de 18.685 millions, il est juste toutefois de ne pas faire entrer en ligne de compte certains éléments qui font double emploi, et qui ne doivent pas figurer dans le prix de vente, car ils sont eux-mêmes moyens de production. Ce sont :

1° Les semences	536 millions.	
2° Les fumiers	838	—
3° Le travail et les aliments des animaux	3.850	—
Total	<u><u>5.224</u></u>	—

En déduisant cette somme des 18.685 millions qui

forment l'ensemble de la valeur des produits végétaux et animaux, nous obtenons une somme de *13 milliards*, en chiffres ronds, qui constituent le produit brut actuel de l'agriculture.

Seule, cette constatation devrait suffire pour détruire le préjugé que la productivité fait défaut à l'agriculture, pour inspirer confiance aux capitalistes et pour démontrer l'utilité qu'il y aurait à accroître encore le rendement de l'industrie agricole par l'organisation du crédit agricole. Ce rendement n'est pas le même pour toute la France, et certaines régions sont plus favorisées les unes que les autres.

C'est ainsi que le produit brut moyen par hectare est :

Dans le Nord-Ouest	415 francs.	
— Nord-Est	132	—
— Ouest	208	—
— Sud-Est	184	—
— Sud-Ouest	255	—
— Centre.	105	—

Soit, pour la France entière, un produit moyen par hectare de *210 francs*. Il varie d'après des circonstances diverses dépendant soit du capital d'exploitation employé par hectare, soit de la nature du sol et des circonstances locales, soit de l'intelligence et de l'activité du cultivateur ; c'est à lui qu'il appartient de réaliser une proportion heureuse entre le capital d'exploitation et la surface exploitée.

Mais il faut reconnaître que si l'industrie agricole traverse, en ce moment, une crise douloureuse, c'est que le produit net n'a pas suivi la même progression que le produit brut. En effet, le prix de revient des produits a haussé sous l'influence de l'élévation continue des impôts et des salaires agricoles, tandis que le prix de vente a subi une baisse sensible, par suite de la concurrence des produits agricoles étrangers inondant notre marché, et à la suite du phylloxéra, des maladies des vers à soie, des mauvaises récoltes successives qui ont affligé notre pays.

L'abaissement du produit net agricole a eu pour effet immédiat d'abaisser le taux du profit de l'agriculteur. L'ensemble des produits bruts se répartit ainsi :

	Millions	o/o
I. — 1 ^o La part du propriétaire s'élève à	2.645	24
2 ^o Gages et salaires	4.250	37,75
3 ^o Intérêts à 5 o/o du capital d'exploitation	685	6,24
4 ^o Frais accessoires	1.470	13,36
5 ^o Impôts	830	7,56
6 ^o Bénéfices des entrepreneurs et exploitants.	1.220	11,09
Total	11 milliards. 100	

II. — REVENU NET DU CAPITAL FONCIER.

	Millions
Terres	2.645 en 1879
Terres	1.984 en 1896
Bâtiments	350
Total.	2.334 millions.

III. — REVENU IMPOSABLE DE LA POPULATION AGRICOLE.

Revenus nets des terres	2.048 millions.
(impôts déduits).	
Profits des exploitants.	867 —
Gages et salaires.	4.000 —
Total.	6.915 —

Mais, nous dira-t-on, si la situation de l'agriculture est aussi satisfaisante que ces chiffres l'indiquent, à quoi bon recourir au crédit agricole ?

Ce sera offrir au paysan un présent dont il ne saura que faire, et l'organisation du crédit agricole pourra dès lors lui être nuisible plutôt qu'utile. Malgré la situation prospère que semblent dénoter les chiffres que nous avons cités, il s'en faut de beaucoup cependant que l'état de l'agriculture soit aussi satisfaisant qu'il pourrait le devenir. Nous connaissons les plaintes quotidiennes que font entendre tous les organes de l'agriculture, et qui démontrent la nécessité d'une organisation immédiate du crédit agricole. Les Chambres d'agriculture, les Conseils généraux des départements, les

Comices agricoles, les journaux économes, le Ministre de l'agriculture lui-même à la tribune de la Chambre des députés, tous ont signalé les embarras que l'absence de crédit apportait dans les affaires de la culture.

Les prêts deviennent de plus en plus difficiles à la campagne ; les prêts chirographaires sont remplacés par des placements en valeurs de bourse et industrielles ; les prêts hypothécaires sont de plus en plus onéreux, surtout s'ils sont consentis pour un court délai. Le cultivateur dont la position est plus stable, l'industrie plus paisible, moins éventuelle, propriétaire de troupeaux, de récoltes, d'un mobilier de culture et souvent même de pièces d'héritages, se voit accorder du crédit beaucoup plus difficilement que le commerçant qui n'offre souvent d'autre garantie que des marchandises qu'il peut faire disparaître.

L'agriculteur ne peut déplacer ses récoltes, ses animaux de culture et ses troupeaux ; à peine peut-il emprunter sur gages depuis la loi de 1898, et nous verrons combien sont restreintes les libéralités de cette loi. Il y a donc impossibilité pour lui de se procurer le crédit à court terme et à bon marché, et cependant il en a un besoin urgent pour l'acquisition des objets nécessaires à son exploitation et aux améliorations qu'il veut introduire.

L'utilité de donner du crédit à l'agriculture est donc évidente, et pour en montrer la nécessité nous

ne pouvons mieux faire que de laisser la parole à M. J. B. Josseau, qui, dans son *Traité du crédit foncier*, s'exprime en ces termes :

« Parmi les causes qui, dans tous les pays, ont
« longtemps paralysé le progrès de l'agriculture, il
« en est une que l'on s'est généralement accordé à
« reconnaître : c'est le manque d'argent, ou plutôt
« c'est l'insuffisance du crédit dont elle jouit pour
« se procurer des capitaux indispensables à ses
« besoins les plus urgents.

« Sans le crédit, c'est en vain que la science décou-
« vre chaque jour de nouveaux éléments de fertili-
« sation destinés à combattre l'épuisement de la
« terre; c'est en vain que la mécanique invente des
« engins qui suppléent au défaut des bras et accé-
« lèrent la rapidité du travail : l'agriculture ne peut
« profiter des avantages que lui offrent ces moyens
« d'accroître sa production et de diminuer ses frais.

« Pour payer les frais de sa culture et subvenir
« aux besoins de sa famille il est obligé, s'il ne veut
« pas se mettre à la merci d'un usurier de campa-
« gne, de se défaire de sa marchandise en temps
« opportun; et c'est ainsi qu'à certaines époques
« de l'année l'encombrement des céréales sur les
« marchés devient une cause bien connue de l'avi-
« lisement des cours.

« La conséquence fatale de cet état de choses,
« c'est que les années d'abondance elles-mêmes
« ne donnent point au cultivateur les moyens de

« réparer les pertes que lui occasionnent les années
« de disette, ainsi que les fléaux, les accidents et les
« maladies épidémiques qui frappent si souvent ses
« bestiaux et ses récoltes. L'utilité de donner du
« crédit à l'agriculture est donc incontestable, soit
« au point de vue de son intérêt particulier, soit au
« point de vue de l'intérêt public auquel il est lié
« intimement.

« Mettre aux mains de l'agriculteur les moyens
« d'acheter, en temps opportun et au meilleur
« marché possible, des outils, des bestiaux et des
« engrais, de pratiquer sur la terre qu'il cultive
« des travaux d'amélioration, de choisir le meilleur
« moment pour l'écoulement de ses produits, c'est
« non seulement contribuer à son bien-être ou con-
« jurer sa ruine, mais c'est atténuer les effets des
« grandes calamités publiques et alimenter les
« sources de la prospérité du pays ».

§ 2. — *Le crédit agricole n'est utile à l'agriculteur que si celui-ci possède une bonne instruction professionnelle.*

Il est bon de songer à porter secours à l'agriculture et à remédier à ses souffrances, il est urgent de se préoccuper de lui procurer du crédit à bon marché, mais l'organisation du Crédit agricole n'est pas cependant toute la solution du problème.

Beaucoup de personnes croient que le défaut de capitaux seul empêche les cultivateurs de modifier

leur système de culture et d'accroître les profits qu'ils peuvent réaliser. C'est une erreur. A côté du cultivateur ignorant, routinier, âpre au grain, tel qu'il existait autrefois et qu'il existe encore dans certaines régions, il y a une nombreuse élite d'agriculteurs qui possèdent tout à la fois des capitaux et des lumières. A ceux-ci le crédit agricole rendra peu de services. Si quelques-uns hésitent à modifier les méthodes d'exploitation, c'est à l'insuffisance de l'instruction professionnelle et non au défaut des capitaux qu'il convient d'attribuer cette timidité ou cette indifférence.

Nous pensons que les progrès agricoles seront l'œuvre du temps. Les découvertes scientifiques applicables à l'agriculture, l'emploi des engrais industriels sont encore trop récents, et l'on comprend avec quelle méfiance certains agriculteurs accueillent les innovations dont ils n'ont pas encore touché du doigt les résultats et apprécié les conséquences financières.

En même temps qu'on propose des méthodes nouvelles exigeant pour leur emploi une augmentation des capitaux d'exploitation, en même temps qu'on fait appel au crédit, il nous semble donc absolument indispensable de compléter l'instruction professionnelle du cultivateur et de lui montrer les avantages financiers d'une augmentation des capitaux d'exploitation. Le développement du Crédit agricole sera subordonné aux avantages que lui

reconnaîtront ceux qui sont appelés à en profiter.

C'est donc l'éducation de l'emprunteur qu'il convient de faire pour que le Crédit agricole puisse obtenir tout son développement, car ainsi que l'a dit excellemment M. L. Passy : « Nous regardons comme certain que l'agriculture, jadis un métier, quand l'homme travaillait au hasard et machinalement, est devenue un art depuis que l'homme travaille avec suite et réflexion et qu'il sait tirer de la terre et de la nature les éléments qui lui sont nécessaires, par les meilleurs procédés et dans les meilleures conditions de profit ».

La préoccupation de développer l'instruction professionnelle des paysans se remarque surtout à l'étranger. Beaucoup de pays ont pensé que le seul moyen d'enrayer le mouvement toujours croissant de l'émigration des habitants des campagnes vers les grandes villes et de remédier à ce mal était d'abord de modifier le système d'instruction en usage dans les campagnes, puis de continuer cet enseignement, même quand le paysan est obligé de quitter la culture de la terre pour aller accomplir son service militaire.

En Belgique, notamment, il convient de signaler l'organisation de cours d'agriculture destinés aux soldats. Ces cours ont lieu dans les principales garnisons, en hiver, à 6 h. 1/2 du soir, et à raison de deux heures par semaine. Cette organisation a, pa-

raît-il, donné des résultats des plus encourageants (1).

Le but du gouvernement belge a été de prémunir le jeune campagnard contre la tentation de quitter la vie rurale, en lui donnant les connaissances scientifiques suffisantes pour le mettre à même d'apprécier et d'aimer la profession d'agriculteur. En 1899-1900, le ministre de l'agriculture a organisé 35 cours d'agronomie dans 22 casernes. Des récompenses et des livres sont délivrés, à titre d'encouragement, aux plus zélés et aux plus travailleurs.

Chaque année augmente le nombre de ces cours ainsi que le nombre des auditeurs. Et chaque année s'accroît ainsi le nombre de fils de cultivateur qui, à la caserne même, conservent l'amour de la vie des champs, qui comprennent que l'agriculture n'est métier de dupe, ni d'esclave, comme se l'imaginent trop souvent les campagnards eux-mêmes. Les leçons qu'on leur donne montrent qu'elle n'exclut ni la science, ni l'intelligence, ni l'habileté, qu'elle n'ignore aucune des combinaisons qui multiplient les bénéfices.

C'est avec la conscience de la grandeur de leur profession que ces miliciens libérés rentrent chez eux, apôtres de la science et du progrès, autant qu'adversaires décidés de la routine.

1. V. Rapport Albert Henry, avocat à la Cour de Bruxelles, secrétaire de la Société centrale d'agriculture de Belgique.

Cet exemple a été suivi par d'autres pays, comme l'Allemagne et l'Autriche, et tout récemment la Russie a envoyé en Belgique un délégué chargé de faire un rapport à son gouvernement sur cette institution.

Rien ne serait plus facile que d'établir en France la même organisation. Il suffirait pour cela d'une entente entre les ministres de la Guerre et de l'Agriculture. On contribuerait ainsi à conserver à nos jeunes paysans, pendant leur service militaire, le goût de la campagne et des travaux agricoles, et à enrayer peut-être l'émigration des campagnes vers les villes.

Du reste, un mouvement en ce sens se dessine même dans notre pays. Il est à notre connaissance que le colonel d'un régiment d'infanterie, en garnison dans une région agricole où presque toutes les recrues viennent des champs, a trouvé et mis en pratique une idée excellente. Il s'est dit que la caserne paraîtrait moins fastidieuse, si elle donnait à ses hommes le moyen d'acquérir des connaissances qu'ils pourraient, par la suite, utiliser comme cultivateurs.

L'agriculture pourrait tirer parti et un grand avantage du service militaire universel, si le cultivateur rentrait, après son service, dans la vie civile, un peu familiarisé avec les méthodes nouvelles et les instruments perfectionnés.

L'enseignement théorique donné à la caserne ne

porterait ses fruits que s'il était accompagné, appuyé de travaux pratiques. Aussi a-t-il été décidé que les marches militaires auraient souvent pour but une visite aux exploitations agricoles les plus intéressantes du voisinage. Là, les propriétaires eux-mêmes, ou le professeur départemental d'agriculture feront, sous les yeux des soldats, des expériences et des démonstrations relatives aux instruments, aux engrais, aux procédés de culture les plus rémunérateurs.

L'idée de ce colonel a obtenu un grand succès dans toute la région.

Le Conseil général a voté des fonds pour l'achat d'un matériel indispensable.

Le ministre de l'Agriculture a envoyé des livres, des tableaux muraux.

Le professeur départemental d'agriculture s'est mis à la disposition du régiment.

Il ne manque plus que des émules à ce chef de corps.

Cet exemple pourrait être suivi dans toutes nos garnisons pour parfaire, au régiment, l'œuvre commencée dans l'enseignement de l'Ecole.

Nous ne méconnaissions pas cependant les progrès immenses faits par l'instruction dans nos campagnes ; peut-être pourrait-on souhaiter que cet enseignement fût en même temps professionnel et agricole. Il serait injuste de ne pas reconnaître l'extension considérable qu'a reçue l'enseignement agricole en France.

De 1885 à 1900, les écoles pratiques ont augmenté de 200 p. 100 ; le nombre de nos stations agronomiques a plus que doublé ; nous n'avions pas de professeurs spéciaux d'agriculture, on en compte aujourd'hui 127 ; en outre, il existe aujourd'hui 500 à 600 champs de démonstration.

Ces progrès pourraient être complétés par l'institution de chambres d'agriculture, que l'agriculture française réclame depuis un siècle. Nos cultivateurs pourraient par elles discuter librement leurs intérêts, s'organiser pour leur défense, et faire parvenir aux Pouvoirs publics leurs revendications et leurs vœux.

DEUXIÈME PARTIE

**Le Crédit agricole personnel et mobilier. —
Le crédit agricole immobilier ou foncier. —
La caisse centrale de crédit agricole en Allemagne.**

CHAPITRE PREMIER

LE CRÉDIT AGRICOLE PERSONNEL ET MOBILIER.
BESOINS AUXQUELS IL POURVOIT.

Dans un discours sur la nature et les conditions du crédit nécessaire à l'agriculture, M. Méline s'exprimait ainsi :

« Le crédit ne manque pas aux grands proprié-
« taires, ni même aux fermiers qui offrent, par leur
« situation ou leur fortune personnelle, des garan-
« ties de premier ordre devant lesquelles toutes
« les caisses sont toujours prêtes à s'ouvrir. Mais
« l'immense majorité de la moyenne et petite cul-

« ture sont restées en dehors de ce grand mouve-
« ment et n'ont pu sortir de leur état précaire faute
« de ressources ».

Ces paroles nous permettent de bien délimiter la portée qui devra être donnée à l'organisation de ce que l'on a appelé le crédit agricole personnel et mobilier.

L'homme de fortune médiocre ne pouvant donner des garanties équivalentes à celles que présente le riche capitaliste, il s'ensuit qu'il faudra s'occuper surtout des agriculteurs peu fortunés, petits propriétaires ou fermiers.

C'est principalement pour le petit cultivateur, propriétaire, fermier ou métayer que se pose le problème du crédit agricole.

Mais nous ne pensons pas, comme on le croit communément, que c'est pour le petit cultivateur *seul* que ce crédit doit être institué.

Songerait-on à dire et à écrire que le crédit commercial est utile *seulement* au petit boutiquier, au petit négociant, au petit industriel ? Il est vrai que ces personnes pourront en retirer un grand bienfait, mais ce même crédit serait-il donc inutile et sans profit pour le grand commerçant ou le grand industriel ?

Croit-on de même que le crédit agricole sera sans utilité pour les grands agriculteurs ! Ces réserves faites, nous pensons que le cultivateur pourra utiliser avec avantage le crédit dans plusieurs cas :

1° Pour vendre son bétail, quand il pourra retirer un bénéfice du prix de vente, au lieu d'être obligé de se défaire de son bétail à vil prix dans un moment de gêne, en un mot, pour lui éviter une vente à contre-temps en cas de besoin pressant, ou pour lui permettre d'attendre l'époque des prix rémunérateurs pour l'écoulement de ses produits;

2° Pour acheter dans de bonnes conditions de bon marché, quand il faut, comme il faut, ses outils, ses matières premières, ses machines agricoles ;

3° Pour l'établissement de fosses à purin ou autres agencements ayant pour objet l'utilisation du fumier de la ferme ;

4° Pour l'achat du bétail ;

5° Pour la transformation de la culture extensive en culture intensive quand les circonstances le permettent.

Mais, objectera-t-on, le cultivateur ne peut-il améliorer et augmenter le rendement de ses terres au moyen des ressources dont il dispose et des méthodes qu'il connaît et qu'il emploie ? Non, car l'application des méthodes nouvelles exige une mise de fonds considérable et hors de proportion avec les ressources courantes de l'agriculture. L'organisation du crédit agricole est une conséquence nécessaire, forcée, de l'évolution économique qui s'est accomplie dans les conditions de la production agricole depuis 20 ans.

L'agriculture, comme l'industrie, est obligée de produire beaucoup et à bon marché.

Il faut faire au sol des avances de toute nature, si l'on veut en tirer son maximum de production. Le fonds de roulement nécessaire par hectare a presque décuplé depuis le commencement du siècle.

Mais, dit encore le même auteur, ce ne sont pas là des sacrifices perdus ; l'expérience a montré que l'argent employé avec discernement aux achats d'engrais et de semences peut donner des bénéfices qui vont de 15 à 20 jusqu'à 60 p. 100.

Il n'y a donc aucun doute que la productivité de l'agriculture ne soit suffisante pour rémunérer les capitaux engagés.

L'examen des principes économiques va nous permettre maintenant de dégager nettement les idées dont dépend, à notre avis, la solution du problème du crédit agricole.

Le résultat à atteindre est subordonné à deux conditions :

- 1^o La diffusion des connaissances agricoles ;
- 2^o Les facilités à accorder à l'agriculture pour se procurer les capitaux dont elle a besoin, soit pour opérer des améliorations foncières, soit pour opérer des transformations du capital d'exploitation, soit pour faire des additions à ce capital.

Pour les prêts destinés à des améliorations foncières permanentes, c'est-à-dire donnant un bénéfice annuel, faible mais prolongé, les agriculteurs pourront avoir recours au Crédit Foncier qui fait des prêts remboursables par fractions annuelles et à long terme, amortissement compris.

C'est un côté de la question du crédit agricole que nous examinerons plus loin.

Qu'il nous suffise de constater ici que cette faculté de rembourser par acomptes est avantageuse pour l'emprunteur ; l'obligation de payer par annuités présente aussi de sérieuses garanties au prêteur et nous pouvons affirmer que ce mode de crédit est un des éléments essentiels du crédit agricole.

Il permettra au paysan de résister aux dangers de l'usure, si répandue dans nos campagnes, et qui ne disparaîtra que le jour où l'on étendra la définition légale de l'usure aux faits usuraires qui ne constituent pas des prêts d'argent.

Mais ces emprunts au Crédit foncier, si utiles pour les travaux d'amélioration de longue haleine, ne peuvent guère être pratiqués actuellement que par les propriétaires eux-mêmes ou pour le compte des propriétaires auxquels ils profitent. Nous étudierons, dans une autre partie de ce travail, comment et de quelle façon le Crédit foncier pourra être amené à consentir des prêts pour n'importe quelle opération agricole.

Avec le système actuel, la question se complique, lorsqu'il s'agit d'appliquer le crédit agricole à des cultivateurs non propriétaires, fermiers ou métayers, et de créer, à côté du prêt hypothécaire, un prêt chirographaire permettant de procurer à cette catégorie d'agriculteurs intéressants un crédit gagé sur leur moralité, leur exactitude, leurs habitudes, leur

solvabilité morale, et depuis la loi de 1898 sur certains produits récoltés.

Jusqu'à ces derniers temps, le crédit de l'agriculteur s'est trouvé limité par une double série de conditions, les unes morales tenant à la probité et à la capacité de l'emprunteur, les autres matérielles tenant à la fortune de l'emprunteur et à la productivité de son industrie.

En comparant le crédit actuel de l'agriculture et le crédit auquel elle a droit, on remarque : d'une part, un crédit *personnel* tenant à la probité et à la capacité du cultivateur, mais sans portée, sans rayonnement, parce qu'il s'exerce dans un champ dépourvu de capitaux et de ressources pécuniaires.

D'autre part, un crédit *réel* très vaste, si l'on envisage l'ensemble de la fortune agricole, mais sans puissance effective par suite de la difficulté et de la timidité à créer des sûretés réelles.

C'est ainsi que l'on voit, d'un côté, l'industrie agricole souffrir du manque de capitaux, tandis qu'elle pourrait avec profit recourir au crédit et qu'elle possède en fait un crédit naturel très puissant ; on voit, d'un autre côté, une série de circonstances sociales ou législatives qui condamnent à la stérilité ce crédit, s'opposent à son mouvement régulier et réduisent souvent l'agriculteur à l'alternative de ne pas contracter un emprunt nécessaire, ou de subir les conditions d'un prêt usuraire.

Pour remédier à ces inconvénients, il faudrait, au point de vue du crédit, rapprocher l'agriculture des conditions dans lesquelles se trouvent le commerce et l'industrie. La réforme à réaliser nous semble double.

C'est, d'une part, l'amélioration, par la loi, du gage agricole, afin d'écarter le risque qui fait éloigner les capitaux. A ce point de vue, la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles a déjà réalisé un progrès, mais il est insuffisant et nous dirons plus loin pourquoi il nous semble que cette réforme doit être complétée.

C'est, d'autre part, l'établissement d'un système permettant de rapprocher et de mettre le crédit lui-même à la portée du cultivateur, afin d'éviter à ce dernier des déplacements onéreux et de lui rendre l'obtention du prêt plus facile.

Pourquoi le cultivateur, qui possède souvent des outils, des machines agricoles, du bétail, des produits de toute sorte, des récoltes pendantes, est-il le plus souvent considéré comme n'offrant pas la garantie d'un capital, tandis qu'il en est autrement des machines, des produits de l'industriel et des marchandises du négociant ? C'est que la loi protège trop l'agriculteur.

L'essentiel et l'indispensable est donc de modifier sur ce point les dispositions par trop prudentes de la loi, afin d'améliorer le gage agricole.

CHAPITRE II

DANS QUELLE MESURE LES LOIS RÉCENTES SUR LE CRÉDIT
AGRICOLE POURRONT PROCURER AUX AGRICULTEURS
LES AVANCES DONT ILS ONT BESOIN. — INSUFFISANCE
DE CES LOIS.

L'idée maîtresse qui a engendré les lois récentes sur le Crédit agricole, est que ce crédit devait être exclusivement *personnel*.

Les promoteurs de cette idée avaient la volonté de faire une seule et même chose du Crédit agricole qui s'adresse exclusivement aux agriculteurs, et du crédit personnel populaire qui s'adresse indistinctement aux populations urbaines et aux populations rurales. C'est à cet engoûment pour le crédit personnel que l'on doit le discrédit dans lequel est tombé le crédit réel. On a pu craindre que les opérations du crédit réel faites par une banque ne fussent nuisibles aux institutions de crédit mutuel.

On oubliait, en raisonnant ainsi, que partout les institutions de prêt sur gage ont devancé les institutions de crédit personnel.

En Italie, par exemple, les *Monte Frumentarii* existaient bien avant les Caisses d'épargne et les Banques populaires.

Ces institutions avaient pour but de faire des prêts à l'agriculture, et ce n'est que plus tard qu'elles ont disparu devant les institutions coopératives, dont elles ont grandement favorisé le développement.

Il n'est donc pas exact de penser qu'une banque accordant le crédit réel aux agriculteurs sur garantie mobilière ou immobilière soit un obstacle aux progrès du crédit mutuel. L'un et l'autre peuvent coexister, et leur progrès et leur développement sera toujours en raison directe du mutuel appui qu'ils se prêteront.

Nous sommes, pour notre part, persuadé qu'il y aurait tout avantage à compléter l'œuvre du crédit foncier par la fondation, au profit des agriculteurs propriétaires ou non propriétaires, du crédit réel mobilier reposant sur un gage.

Nous partageons complètement, sur ce point, la manière de voir de notre excellent maître, M. Leveillé, qui, en 1897, dans son rapport sur les banques coloniales, s'exprimait ainsi :

« Sans doute la pratique du crédit personnel
« fonctionnant en dehors de toute sûreté spéciale,
« en dehors de tout gage et de toute hypothèque,
« marque dans l'histoire des institutions un degré
« supérieur de civilisation et comme une étape

« franchise de plus. Mais le Crédit agricole n'en est-il pas dans notre France métropolitaine à ses premiers pas, à ses premiers bégalements. Il était sage de commencer avant tout par l'établissement de garanties matérielles positives et solides ; les perfectionnements seraient venus plus tard ».

Il nous semble donc qu'ici, comme en bien d'autres points en matière de Crédit agricole, on ait mis la charrue avant les bœufs. L'idéal des promoteurs des lois récentes a été d'introduire en France le principe d'institutions qui ont donné de brillants résultats à l'étranger ; banques populaires, avec leur clientèle composée pour la plus grande partie d'agriculteurs mêlés à des artisans et à de petits commerçants, alliant le crédit urbain avec le crédit rural ; caisses rurales fonctionnant surtout dans de modestes localités, distribuant de préférence le petit Crédit agricole, en surveillant les emplois professionnels.

De là l'orientation du Crédit agricole dans deux directions :

1° *Organisation par en bas*, avec rejet de l'étatisme et du centralisme, par l'association coopérative locale ;

2° *Décentralisation de l'épargne* par la modification en 1895 du régime légal d'emploi des caisses d'épargne.

Examinons rapidement comment ces principes ont été appliqués par nos lois récentes.

Loi du 5 novembre 1894

La loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés de Crédit agricole, a été votée dans le but de favoriser le développement du Crédit agricole. Les sociétés régies par cette loi se rattachent aux *Syndicats agricoles* formés en vertu de la loi du 21 mars 1884, et dont nous nous occuperons plus loin. Elles peuvent être fondées, soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ce syndicat. Elles ont *exclusivement* pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par ces syndicats ou par des membres de ces syndicats. Elles peuvent dans ce but faire des avances de fonds, fournir une garantie à leurs membres en apposant la signature sociale sur les effets souscrits par eux. Pour se procurer des fonds, elles ont le droit de recevoir des dépôts en comptes-courants avec ou sans intérêts, et de contracter des emprunts. Si elles font des bénéfices, ils servent d'abord à payer les frais généraux, puis à constituer un fonds de réserve, et enfin à être répartis entre les syndicats ou les syndiqués qui ont formé la société, en proportion des opérations faites par chaque membre avec la société.

Pour former le capital, la société ne peut créer des actions, car on a craint les spéculateurs. Les parts sociales sont des parts d'intérêt. Elles sont

nominatives et ne sont cessibles qu'aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société.

En principe, les associés ne sont tenus des dettes que jusqu'à concurrence de leurs mises, mais il peut être stipulé dans les statuts qu'ils seront tenus personnellement et solidairement. La solidarité a été écartée comme règle générale.

Les administrateurs peuvent être pris parmi les associés ou en dehors d'eux ; aucun organe de surveillance n'est exigé par la loi.

Les sociétés de crédit agricole sont des sociétés commerciales. Ce sont des personnes morales soumises aux prescriptions du Code de commerce. Elles jouissent de certaines faveurs au point de vue fiscal. Elles sont exemptes : 1° du droit de patente ; 2° de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Voilà donc formé le premier échelon du Crédit agricole : c'est la *Caisse rurale*.

Malgré ses excellentes intentions, cette loi n'a pu procurer à l'agriculteur, il faut bien le reconnaître, tous les services que son auteur en attendait.

Tout d'abord, le crédit agricole résultant de cette première institution n'est accessible qu'aux membres des caisses rurales. Or ces membres se choisissent eux-mêmes, en tenant compte du degré de solvabilité et de garanties réelles que chacun d'eux peut offrir, et il n'est pas risqué d'avancer qu'en général ces associés n'ont aucunement besoin du crédit, ou du moins qu'ils pourraient facilement l'obtenir par leur propre solvabilité.

En outre, n'est-il pas à craindre aussi que les querelles de clocher ne jouent un rôle prépondérant dans la formation, comme dans l'administration de ces caisses rurales? Tout le monde connaît la part importante que joue la politique même dans les questions où elle n'a que faire. Telle personnalité est admise dans la société, telle autre est repoussée : l'opinion du candidat entre en ligne de compte plus que ses connaissances agricoles, de sorte qu'il n'est pas rare de voir transformer en un instrument politique une institution créée uniquement pour servir les intérêts de l'agriculture. Le choix des membres de ces caisses se fait donc sous la préoccupation de visées politiques, et il peut s'ensuivre que les 40 millions de la Banque de France, destinés à encourager l'éclosion d'institutions de crédit agricole, n'arrivent à profiter seulement à quelques privilégiés.

Mais, objectera-t-on, ceux qui, dans une commune, n'ont pu être admis à faire partie d'une caisse rurale, n'ont qu'à se grouper et former d'autres caisses rurales, ayant à leur tête d'autres caisses régionales, qui auront droit elles-mêmes à leur part des 40 millions de la Banque de France.

Ne voit-on pas les inconvénients de la multiplicité de ces banques rivales, installées dans chaque commune, diminuant par leur nombre même le montant de la subvention qui pourrait leur être accordée ?

Dans tous les cas, le crédit agricole, fondé sur une mutualité aussi restreinte, ne pourra être accessible qu'à une infime minorité.

Loin de nous l'idée de nier les effets bienfaisants de la mutualité. Nous les reconnaissons si efficaces, que nous en faisons nous-mêmes le principe et la base du système que nous préconisons d'une banque centrale.

Mais nous estimons qu'une mutualité aussi restreinte ne peut arriver à fonder le crédit agricole rêvé, attendu, promis depuis de longues années. Il faut donc étendre cette mutualité minuscule.

Le crédit agricole sera établi sur la plus belle et la plus féconde mutualité, si l'Etat fonde lui-même ou aide à fonder une grande caisse, où les exploitants du sol français viendront puiser les avances nécessaires pour le mettre en valeur et augmenter ainsi la richesse du pays tout entier. C'est donc dans un esprit différent de celui de la loi de 1894 que l'intérêt des agriculteurs commandait d'agir.

Le législateur l'a si bien compris, qu'il s'est décidé à chercher aux cultivateurs une aide plus efficace. Il a voulu néanmoins garder, et à juste raison selon nous, ce qui existait déjà. On devait asseoir solidement les bases de l'édifice avant de monter au faite. L'organisation devant commencer par en bas, il était de tout intérêt et de bonne politique de maintenir et de se servir des diverses sociétés locales de crédit qui s'étaient fondées en France, soit

en s'inspirant des principes des caisses Raiffeisen et Schulze-Delitzsch, soit en se conformant aux formalités de la loi de 1884 sur les syndicats agricoles, soit enfin en appliquant les principes de la banque populaire de Menton, des caisses rurales de la région lyonnaise ou du sud-ouest.

Toutes ces institutions ont pour base le principe de la mutualité et pour but le *crédit personnel*, c'est-à-dire le crédit gagé par la valeur morale de l'homme, par son aptitude au travail, par son honorabilité, son intelligence.

Cette garantie est insuffisante dans la plupart des cas. Aussi pour donner un nouvel essor au crédit, le législateur a-t-il été obligé de faire appel à une garantie plus forte, à un principe nouveau : le *crédit réel*.

Selon nous, l'organisation des garanties doit précéder logiquement l'organisation de l'établissement de crédit, en matière de crédit agricole. La question d'argent est secondaire, la question des garanties est primordiale.

Par garanties, nous entendons l'ensemble des moyens qui protègent le créancier contre les risques de non-paiement à l'échéance.

Ces risques sont de deux sortes : la mauvaise foi du débiteur, et son insolvabilité. Les garanties contre l'insolvabilité de l'emprunteur constituent ce que, dans la langue juridique, on appelle des sûretés.

Ces sûretés sont réelles ou personnelles, suivant qu'un bien du débiteur est affecté au paiement de la dette, ou suivant qu'une ou plusieurs personnes s'engagent avec ou pour le débiteur.

Les sûretés personnelles trouvent leur application dans le crédit personnel et dans les associations de crédit mutuel, comme aussi dans la loi du 5 novembre 1894.

Dans ces associations, les membres s'engagent solidairement, avec ou sans limite, pour toutes les obligations de la société. Il en résulte que, derrière la personnalité de l'associé pour chaque opération qu'il accomplit, se dresse la personnalité de la société tout entière qui fortifie le crédit débile de l'individu isolé.

Pour constituer une association de ce genre, il suffit d'hommes vivant les uns à côté des autres et s'inspirant une confiance réciproque.

Le type le plus connu de ces associations est le type Raiffeisen.

Dans ces mutualités agricoles, le bailleur de fonds est le propriétaire foncier ; mais comme ce dernier a de moins en moins de ressources, c'est à un organisme central, à une Banque centrale disposant par elle-même de grands capitaux, qu'il faudra demander le crédit.

Différent est le principe sur lequel reposent les sûretés réelles.

Ici on prête non à la personne, mais à la chose.

L'emprunteur pourra donner, en garantie, non plus sa solvabilité personnelle résultant de son honorabilité et de ses qualités intellectuelles et morales, mais un objet matériel représentant la valeur du prêt et la dépassant. Il affectera cette chose à la sûreté du prêt, de telle manière que si le prêteur ne trouve pas à l'échéance l'argent chez son débiteur, il pourra faire vendre le gage et se payer sur le prix.

Les sûretés réelles sont constituées par le sol et par les bâtiments du capital foncier qui s'élève, nous l'avons vu, à *90 milliards*.

Les quatre cinquièmes des exploitations rurales étant dirigées par les propriétaires eux-mêmes, il y a là une valeur immense qui peut être employée à gager des emprunts agricoles. L'utilité du crédit foncier est ici tout indiquée pour ces sortes de prêts. Mais, en dehors de ce capital foncier, il existe un capital mobilier affecté à la culture, tant par le propriétaire que par les fermiers, et qu'on évalue à *13 milliards*.

Dans quelle mesure cette fortune est-elle utilisée par le crédit ?

Pour les immeubles, aucune entrave législative ne s'oppose à ce qu'ils soient constitués en gage, pour faciliter les emprunts destinés à des améliorations agricoles.

Pour le capital mobilier de 13 milliards dont nous venons de parler, il en est autrement. Aussi

de vives critiques étaient-elles dirigées contre la législation qui annihilait les avantages que le crédit aurait pu retirer de cette masse énorme de capitaux. Les Commissions réunies en 1856, en 1866, en 1880, en 1882 avaient toutes conclu en faveur de la modification du Code civil sur ce point. Ce capital mobilier est, en effet, immobilisé par les dispositions des articles 520 et 521 du Code civil, qui déclarent *immeubles par nature* les récoltes pendantes et les coupes futures, puis par l'article 524 qui déclare *immeubles par destination* les objets que le propriétaire y a placés pour le service de l'exploitation de ce fonds.

De plus, les objets mobiliers de la ferme, *ustensiles et animaux*, ne peuvent se plier aisément au nantissement, car, d'après l'article 2076 du Code civil, ils ne peuvent être engagés sans être mis en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties.

La loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles a essayé de remédier à tous les inconvénients que nous venons de signaler.

La grave lacune de la loi de 1894 était de ne prévoir que le *crédit personnel*. Nous en avons vu les défauts. D'abord, le nombre des *caisses rurales* est notoirement insuffisant, et leur crédit sans extension possible ; en outre, tout le monde ne peut y être admis. Les fondateurs de la caisse ne m'auront pas trouvé assez solvable ; je passe pour avoir mau-

vais caractère ; j'ai sur la politique et la gestion même de la caisse rurale des idées différentes de celles des fondateurs. Est-il juste pour cela que les prêts agricoles me soient fermés ? Evidemment non. Pour généraliser le crédit agricole et le rendre accessible à tous, il faut donc pouvoir prêter à tout individu, même ne faisant pas partie d'une mutualité agricole, et pour cela se préoccuper surtout des garanties réelles. C'est le but de la loi sur les warrants agricoles.

La première étape du crédit agricole en 1894 avait été l'institution du *crédit personnel* ; la deuxième étape en 1898 était l'organisation du *crédit réel*. Nous verrons plus loin quelle faute grave a été commise dans l'organisation des caisses régionales en négligeant, dans l'attribution du crédit aux agriculteurs, cette garantie *réelle* qui, à côté du crédit purement personnel, aurait doublé la solvabilité exigée des cultivateurs emprunteurs.

Les rédacteurs de la loi de 1898 se sont inspirés de la loi du 11 juillet 1851 qui a organisé le gage à domicile, dans nos colonies.

Pour les législateurs de 1894, nous l'avons vu, le véritable crédit, c'est le *crédit personnel* : le crédit réel n'est qu'un accessoire.

On invoquait contre l'institution du crédit réel les trop grandes facilités qu'il donnerait au cultivateur pour emprunter ; on le pousserait vers des opérations dangereuses et on l'exposerait à se ruiner.

Qui voudrait prêter à un fermier, disait-on, dès qu'on saurait que ses récoltes, que le mobilier ou les animaux qui garnissent sa ferme sont déjà engagés, non plus seulement au propriétaire, mais aussi peut-être à un autre créancier ?

Et cependant, après toutes les enquêtes faites depuis 1856, on ne pouvait nier que l'agriculture manquait de l'argent nécessaire pour l'exploitation fructueuse du sol. Les agriculteurs eux-mêmes réclamaient vivement contre l'impossibilité où ils se trouvaient d'obtenir des avances plus importantes, en offrant aux capitalistes, outre le crédit personnel, des garanties réelles qu'ils pourraient trouver dans les récoltes, dans les denrées, les machines agricoles, les animaux garnissant la ferme.

Comment se procurer le puissant outillage agricole pour lutter contre la concurrence étrangère ! Le commerce et l'industrie ont toutes facilités pour se procurer du crédit ; seule, l'agriculture est tenue en dehors de ces avantages, par suite des dispositions draconiennes de nos lois. L'article 2076 du Code civil, en particulier, dispose que le privilège sur le gage n'existe qu'autant que ce gage a été mis ou est resté entre les mains du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties. Cette condition mettait l'agriculteur dans l'impossibilité d'emprunter, en donnant pour gage ses ustensiles aratoires, ses bestiaux et ses récoltes engrangées.

De là, cette anomalie très nuisible à l'intérêt

public, puisqu'elle est un obstacle aux progrès de l'agriculture française, de voir immobiliser, au point de vue du crédit, entre les mains des cultivateurs, des valeurs qui ne s'élèvent pas à moins de 13 milliards. En y ajoutant cette quantité considérable d'objets mobiliers qui sont sur le point d'être rendus disponibles par le fait de la cueille et de l'abatage, tels que les récoltes pendantes, les coupes de bois aménagées, on voit l'énorme quantité de richesses dont l'agriculture ne peut tirer aujourd'hui aucun profit au point de vue du crédit.

Ces réclamations justifiées ont enfin abouti au vote de la loi de 1898.

Le commerçant peut emprunter sur ses marchandises en les déposant, comme gage et à la sûreté de sa dette, dans un magasin général : en un mot, il warrant ses marchandises. Pourquoi l'agriculteur, à son tour, ne pourrait-il pas emprunter sur ses biens mobiliers ?

Partant de cette idée, les rédacteurs de la loi ont reporté sur le warrant agricole toutes les règles juridiques qui concernent le warrant commercial, sauf cependant que, dans notre loi, la récolte reste entre les mains du propriétaire. C'est le nantissement sans déplacement du gage. Notre loi permet donc d'emprunter sur les produits agricoles ou industriels, en en conservant la garde dans les bâtiments ou sur la terre de l'exploitation. Les produits susceptibles d'être warrantés comprennent : les céréales en

gerbes ou battues, les fourrages, les légumes secs, les matières textiles, les graines, les vins, cidres, eaux-de-vie, les cocons, les bois, les fromages, les huiles, le sel marin, etc..., mais il est indispensable que ces produits soient *déjà récoltés*.

Peut warranter ces produits tout agriculteur : fermier, métayer, propriétaire.

Sur les formes de warrant et les indications qu'il doit contenir, la loi contient les dispositions suivantes :

1^o Tenue d'un registre à souche, sur lequel le greffier de la justice de paix inscrit les déclarations d'emprunt que le propriétaire ou le fermier désire contracter, les quantité et valeur des objets à donner en gage, le nom de la compagnie d'assurances qui les a assurés.

Le greffier délivre au déclarant un récépissé de sa déclaration. Cette pièce s'appelle *warrant*.

La remise de cette pièce au prêteur confère, au profit de ce dernier, un privilège sur le prix de vente et sur l'indemnité d'assurance au cas de sinistre. Cette pièce donne le droit au prêteur, non payé à l'échéance, de faire vendre le produit warranté, sans formalité de justice, dans les huit jours;

2^o Le greffier est tenu de délivrer à tout postulant, avec l'autorisation de l'emprunteur, copie des inscriptions d'emprunt, ou certificat constatant qu'il n'en existe pas. Le prêteur, sollicité par le propriétaire ou le fermier, peut ainsi connaître à

tout instant si le gage qu'on lui propose est libre ;

3^o Pour respecter les droits du propriétaire, quand l'emprunteur n'est qu'un fermier, le greffier ne peut délivrer le warrant qu'après en avoir avisé le propriétaire, et que si ce dernier n'y fait pas opposition.

4^o Le warrant peut être cédé par le premier bénéficiaire, c'est-à-dire endossé au profit d'un nouveau prêteur, comme une simple lettre de change ;

5^o Enfin la loi édicte des peines sévères contre l'agriculteur convaincu d'avoir fait de fausses déclarations ou d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré les produits warrantés.

Telles sont les principales dispositions de cette loi qui ne concerne, comme on le voit, qu'une partie du crédit agricole mobilier. Elle donne aux agriculteurs la faculté d'emprunter sur tout ou partie des produits récoltés sur leurs terres, en conservant la garde de ces produits dans leurs magasins, greniers ou caves. Elle peut empêcher le paysan de vendre ses récoltes à vil prix, mais elle n'a aucun effet pour l'amélioration des races de bétail, ou le perfectionnement des procédés de culture. Elle laisse en dehors de son champ d'application la plupart des autres meubles de l'agriculture qui sont en même temps immeubles par destination.

Ils comprennent la plus grosse part des 13 milliards qui constituent les capitaux d'exploitation, et il ne peut être question pour eux de warrantage. Ils ne peuvent être employés à augmenter le crédit

de l'agriculture, comme cela se pratique dans nos colonies, en Italie, en Belgique.

Dans ce dernier pays, notamment, le prêteur exerce ses droits sur les objets mobiliers réputés immeubles par destination, ainsi que sur les récoltes pendantes par racines et les fruits des arbres non encore recueillis.

Notre loi de 1898 est donc notoirement insuffisante et inefficace.

En effet, que fera l'agriculteur qui, à la suite d'une mauvaise récolte, d'une grêle, après une épidémie sur le bétail de ses écuries, à la veille des semences manque des ressources nécessaires pour acheter ou renouveler son bétail, pour se procurer de nouvelles semences ou pour réparer les désastres provoqués par les intempéries ? Que fera-t-il quand, à la veille de la fenaison, de la moisson ou de la vendange, il ne pourra, faute d'avances, payer ses ouvriers ?

Ne doit-il pas ensemençer ? Doit-il laisser ses récoltes se perdre sur pied ? C'est le moment où il a le plus besoin d'argent, et la rigueur de la loi, malgré toutes les garanties qu'il peut offrir, ne lui laisserait d'autre alternative que d'aller se livrer pieds et poings liés à un usurier des campagnes !

On voit toutes les conséquences désastreuses que peut entraîner l'insuffisance de notre loi. De toute nécessité, il faut faire un pas de plus dans la voie tracée en 1898, et organiser, de façon complète, le

crédit réel qu'on n'a abordé qu'avec la crainte de le voir supplanter, en peu de temps, le crédit personnel. Il faut instituer le warrant sur les récoltes à venir, sur le bétail, sur l'outillage agricole, et avoir le courage de trouver bon en France ce que l'on a jugé excellent dans nos colonies.

Nous serions même disposé, pour notre part, à aller plus loin dans cette voie, afin de donner plus de développement au crédit réel, et à accorder une sorte de privilège, sur le sol lui-même, à celui qui aura fait un prêt agricole, ou qui aura prêté pour faire sur le domaine une dépense *conservatoire*. En cas d'insuffisance du mobilier, on pourrait aller jusqu'à warranter le sol lui-même pour garantir la créance du prêteur.

Cela se fait déjà, dans le cas où un séquestre, nommé par le tribunal pour gérer un domaine, est remboursé de toutes ses avances nécessaires : achat de bétail, d'outils, de semences, paiement de main-d'œuvre, réparations urgentes, etc... Ce sont là autant de dépenses *conservatoires* que le tribunal rembourse, avant tous créanciers hypothécaires et privilégiés, sur le prix même du domaine séquestré.

Il serait donc possible d'assimiler à un séquestre les prêteurs ou l'établissement de crédit qui serait à la tête du crédit agricole, et qui auraient consenti des prêts de la nature de ceux que nous avons énumérés. Ce système n'aurait nullement pour effet de nuire au tiers.

D'un côté, on maintiendrait la publicité organisée par la loi de 1898, de façon à bien renseigner tous ceux qui voudraient traiter avec les agriculteurs ; d'un autre côté, les créanciers hypothécaires ou privilégiés eux-mêmes ne subiraient aucun préjudice, malgré la collocation au premier rang des porteurs de warrants. En effet, leur gage vient de recevoir une plus-value supérieure au montant du prêt. Sans ce prêt, le domaine n'eût pas étéensemencé, il eût été mal cultivé, abandonné peut-être. Convenablement entretenu et amélioré à l'aide du prêt, il se vendra à plus gros prix, de sorte que les créanciers hypothécaires retireront davantage de leur créance.

Les choses se passent ainsi en matière de séquestre, et si cette réforme devait effrayer certains esprits, nous pouvons les tranquilliser en reconnaissant que le plus souvent les porteurs de warrants seront couverts par les objets mobiliers de la ferme : récoltes, cheptel, machines agricoles, etc...

Malgré son insuffisance et ses imperfections, la loi de 1898 sur les warrants agricoles n'en constitue pas moins un progrès immense sur la législation antérieure. C'est une réforme considérable par la tendance qu'elle dénote chez nos législateurs. Grâce à elle, il a été possible de rapprocher considérablement, et ce que la logique devait fatalement amener, les conditions du crédit immobilier du crédit mobilier. Tous les deux aujourd'hui, crédit foncier et

crédit mobilier, peuvent être garantis par un gage matériel, palpable, l'un par l'*hypothèque immobilière*, l'autre par l'*hypothèque mobilière*.

Dans les deux cas, on prête à la chose et non à la personne.

C'est un argument de plus en faveur de la théorie que nous avons soutenue, à savoir qu'il n'existe pas de démarcation absolue, et aussi nettement tranchée qu'on l'a faite jusqu'à ce jour, entre le crédit foncier et le crédit agricole proprement dit. Si la valeur personnelle de l'emprunteur doit être prise en considération, la valeur de ses biens meubles est loin d'être indifférente au capitaliste, le plus souvent elle est même prépondérante. Elle est un utile auxiliaire, soit pour obtenir de lui un crédit quelconque, soit pour en obtenir un plus élevé. Bien des fois c'est une garantie primordiale et indispensable, tandis que la garantie personnelle n'est qu'une garantie supplémentaire.

Il est donc permis de trouver étrange que la loi du 31 mars 1899 sur les caisses régionales n'ait pu étendre ses avantages à cette forme du crédit réel.

Quelle est donc la nature, quels sont les caractères du crédit agricole que l'on paraît fonder ou organiser en mettant à la disposition de l'agriculture un subside atteignant aujourd'hui près de 60 millions ?

Ce n'est pas le crédit foncier qui repose sur un gage immobilier constitué par l'emprunteur ; c'est

le crédit destiné, non pas à l'augmentation du capital foncier, mais à l'augmentation du capital d'exploitation.

C'est celui qui s'adresse à l'agriculteur qui n'est pas en mesure de donner un gage mobilier ou immobilier au prêteur ; c'est celui qu'on appelle le *crédit personnel*, parce qu'il ne repose que sur la solvabilité personnelle de l'emprunteur sans gage d'aucune sorte.

Ainsi il ne s'agit pas de crédit hypothécaire ; il ne s'agit pas non plus du capital foncier, mais de l'augmentation du capital d'exploitation.

Pourquoi ces restrictions ? Pourquoi enlever aux améliorations foncières qui sont l'essence même des améliorations culturelles les bienfaits du crédit agricole ?

Pourquoi un petit propriétaire n'emprunterait-il pas pour assainir ou irriguer sa prairie, ce qui constitue pourtant une amélioration foncière et par là même une amélioration culturelle ? Dira-t-on que ces travaux comportent des dépenses remboursables à long terme ? C'est une erreur.

L'assainissement et l'irrigation produisent des effets presque immédiats.

Il ne faut pas plus de temps, pour rembourser les dépenses faites avec l'excédent des recettes obtenues par ces améliorations, que pour élever un animal acheté à 5 ou 6 mois et revendu au bout de un an ou 18 mois.

Et cependant il s'agit dans le premier cas d'une augmentation du capital foncier, et dans le second cas d'un accroissement du capital d'exploitation.

Nous ne parvenons pas à nous expliquer pourquoi le crédit agricole ne saurait servir au petit propriétaire qui veut réaliser des améliorations foncières, utiles, lucratives, dont les effets sont presque immédiats et le remboursement possible à brève échéance.

Qu'on nous permette donc d'exprimer ici encore une fois notre opinion, à savoir que le crédit agricole doit s'entendre de toutes les opérations agricoles quelconques, sans distinguer entre celles dont le résultat est à courte échéance et celles dont les effets sont à long terme.

§ 2. — *Les caisses régionales. Loi du 31 mars 1899.*

La loi du 5 novembre 1894, constituant des caisses rurales sur le principe de la mutualité, formait le premier échelon des diverses lois qui avaient pour but d'organiser en France le crédit agricole.

La loi du 18 juillet 1898 était une nouvelle étape dans la voie poursuivie, mais nous avons vu qu'ici les législateurs s'étaient inspirés de principes différents. Devant l'insuccès des caisses rurales, ils avaient tenté d'asseoir le crédit agricole sur la base du crédit réel, mais d'une façon si timide, que la loi votée n'a pas répondu à toutes les espérances qu'on

avait fondées sur elle. C'est presque par une sorte de regret rétrospectif, et pour reprendre l'œuvre qu'on semblait se reprocher d'avoir abandonnée, qu'on a voulu infuser un sang nouveau à l'organisation conçue en 1894. C'est par un système de suralimentation que le législateur de 1899 va essayer de remédier à l'anémie des organismes créés par la loi de 1894. Cette suralimentation trouve son principe et son action dans la subvention de 40 millions accordés par la Banque de France, en vertu de la loi du 17 novembre 1897, pour être mis à la disposition des institutions de crédit agricole. On abandonne le principe du crédit réel pour revenir au principe du crédit personnel.

La nouvelle loi complète la loi de 1894 : les sociétés de crédit mutuel sont l'œuvre des syndicats aux termes de la loi de 1894 ; la loi de 1899 complète cette coordination. Elle ressort d'ailleurs de l'essence et de la définition même du crédit mutuel personnel. La connaissance et la confiance réciproque sont l'âme de ces institutions.

La loi du 31 mars 1899 est donc le couronnement de cette série de réformes en matière agricole qui commence par la loi sur les syndicats agricoles. Cet ensemble de dispositions législatives correspond à une double nécessité :

1° Faciliter aux agriculteurs le moyen de s'unir en vue d'apporter des améliorations et des perfectionnements à leurs procédés de culture : tel est le

rôle des syndicats, des écoles d'agriculture, des professeurs départementaux, etc....

2° Assurer aux populations agricoles un réservoir de capitaux, en un mot leur donner le crédit.

Le crédit, disait-on, ne devait pas venir par en haut, mais par en bas. Mais, comme les sociétés locales et les syndicats, livrés à leurs propres ressources, s'anémiaient et ne pouvaient vivre, on a tenté de concilier les deux tendances en commençant par le milieu. On a fait un essai de décentralisation économique en créant des *caisses régionales* dominant les *sociétés locales* d'une région déterminée.

Les auteurs du projet ont eu en vue la création de fédérations d'associations agricoles, de façon à former un second degré d'associations venant se superposer à celles existant déjà dans la même région, et à devenir les initiatrices des caisses locales anciennes et des caisses nouvelles.

C'est là un mouvement qui s'était déjà dessiné en Allemagne, et qui était né du besoin et de la nécessité impérieuse pour les caisses locales, faute de ressources personnelles suffisantes, de s'associer et de se fédéraliser. La même évolution et la même transformation devait se produire en France, et c'est ce que nous montrerons dans une autre partie de cette étude.

1° Ces caisses régionales seront chargées de répartir les subsides officiels, c'est-à-dire l'avance

de 40 millions de francs et l'avance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France, en vertu de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897. Ces caisses doivent être constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894.

On a donc voulu se servir de ce qui existait déjà pour organiser le crédit agricole, et tenter une décentralisation économique en rapprochant l'emprunteur du prêteur : l'intermédiaire désigné ici est la caisse rurale.

2° Les caisses régionales ont pour but de faciliter ses opérations, concernant l'industrie agricole, effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription, et garanties par ces sociétés.

A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés. Elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leur fonds de roulement.

Toutes autres opérations leur sont interdites.

3° Les caisses régionales se procureront leurs ressources de deux façons :

1° Par des effets et des dépôts en compte courant ;

2° Par l'émission de bons de caisses régionales.

Nous indiquerons plus loin pour quels motifs ces dernières dispositions nous semblent un grave danger pour notre crédit public jusqu'à ce jour si solidement établi.

Malgré les excellentes intentions de leurs auteurs, il serait imprudent et même très dangereux, selon nous, d'encourager les projets qui consistent à monnayer le crédit de l'agriculture, et à faire aboutir à la Banque de France, c'est-à-dire au billet de banque, les emprunts des syndicats et des caisses rurales. Le souci de notre puissance financière ne nous permet pas, pour notre part, d'approuver un système incompatible avec la sécurité du billet de banque et avec le crédit public ;

4^e Les caisses régionales accorderont le crédit aux caisses locales d'après certaines conditions qu'elles discuteront entre elles.

Examinons brièvement la portée de ces dispositions.

Nous sommes loin de méconnaître, comme le font certains auteurs, l'utilité de l'institution des caisses régionales. Elles nous semblent répondre au besoin impérieux qu'éprouvent les caisses rurales de s'unir, de se fédéraliser, afin d'obtenir, par leur union et leur entente, les ressources financières que, seules, elles ne peuvent se procurer. Ce second degré de l'association était inévitable ; il se trouvait en germe dans la formation des caisses rurales. Et, de même qu'en Allemagne les caisses locales, isolées, sans soutien ni appui efficaces, ont dû s'unir pour trouver de suffisantes ressources financières, de même en France, les mêmes besoins,

les mêmes causes devaient entraîner inévitablement la même évolution, la création des mêmes organismes. L'évolution ne nous semble pas, du reste, terminée en France, et nous indiquerons plus loin comment, à notre avis, elle doit être complétée.

Mais ce que nous nous permettons de critiquer dans la loi de 1899, c'est la clause qui met à la disposition des caisses régionales la subvention de 40 millions et l'avance annuelle à verser par la Banque de France, pour être versés ensuite aux caisses locales. On a voulu donner à tout le système les éléments nécessaires de son fonctionnement.

L'intention est excellente, mais les résultats, il faut bien le reconnaître, sont loin de correspondre à l'attente du législateur. Ces résultats sont nuls, ou en tout cas, insignifiants. Il n'existe à l'heure actuelle que 8 caisses régionales dans toute la France. Les caisses régionales nous paraissent encore comme un rêve lointain, et celles qui sont fondées ou qui se fondent ont été créées, non pour satisfaire aux besoins des agriculteurs ou pour répondre aux demandes des caisses rurales, mais exclusivement dans le but d'absorber, à leur profit, une part de cette manne céleste qui consiste dans la subvention de près de 60 millions qui dort encore dans les caisses de l'Etat.

Malgré cette espérance d'un secours pécuniaire, malgré ce stimulant, il faut des efforts pénibles et laborieux pour parvenir à constituer ces caisses. Il

est notamment à notre connaissance qu'une caisse régionale d'une contrée agricole du Midi est arrivée très difficilement à se procurer les 25.000 fr. du capital de fondation.

Ce capital obtenu, l'Etat avancera à cette caisse pareille somme de 25.000 fr.

La caisse aura ainsi un fonds roulant de 50.000 fr., à l'aide duquel elle pourra escompter aux caisses rurales les effets souscrits au profit de ces dernières *par ses membres* et endossés par elle.

Nous ne reviendrons pas sur les critiques que nous avons déjà adressées au système qui n'ouvre la caisse qu'aux *membres seuls* qui font partie de la société rurale. On écarte ainsi des bienfaits du crédit toute une catégorie de cultivateurs qui pourraient en profiter sans ces restrictions arbitraires. Néanmoins, telle qu'elle existe, cette organisation peut rendre quelques services.

Mais est-elle de nature à rendre des services suffisants ? Nous ne le pensons pas pour les raisons suivantes :

1^o Le capital nécessaire pour fonder une caisse régionale est très difficile à trouver ; on l'a vu par l'exemple que nous avons cité.

Dans cette région, on a eu beaucoup de mal à réunir un capital de 25.000 fr. qui sera porté au double avec les fonds provenant de la subvention de la Banque de France. Ce capital, il est vrai, pourra être augmenté par les emprunts que pourra

faire cette caisse. Mais voudra-t-on faire ces emprunts ? Et d'ailleurs trouvera-t-on des prêteurs ? A voir le peu d'empressement mis à souscrire le capital de fondation, il est permis d'avoir quelque doute. On ne modifie pas facilement le mouvement de l'argent et sa poussée vers des institutions et des établissements déjà connus, et qui ont fait leurs preuves. Pendant longtemps encore, on préférera confier ses dépôts d'argent aux sociétés bien connues, et pour les sommes minimales aux caisses d'épargne.

Pendant longtemps, ces caisses n'auront donc, comme fonds de roulement, que le capital de fondation doublé par l'Etat. Mais que peut être pour une région comprenant plusieurs départements une somme de 50.000 fr. ?

Les besoins de l'agriculture, en matière de crédit, dépassent des centaines de millions par an, et l'on mettrait à peine à sa disposition un maigre capital de quelques millions ! Ce serait un secours même insuffisant pour satisfaire aux besoins des grosses personnalités groupées autour des caisses régionales.

2° L'insuffisance de ce crédit est si criante que M. le Ministre de l'Agriculture a déposé, le 8 novembre 1900, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi tendant à modifier la loi du 31 mars 1899 ayant pour but l'institution de *Caisses régionales de crédit agricole* mutuel et les encouragements à leur donner.

« Quelques résultats qu'ait produits à l'heure ac-

tuelle la loi de 1899, dit l'exposé des motifs, il est permis de se demander si elle ne comporte aucun remaniement, si toutes ses dispositions sont suffisantes pour assurer au crédit agricole la plénitude de son développement. Dès à présent il est une question très simple et urgente à trancher. Il s'agit d'examiner si les avances consenties par le Trésor aux caisses régionales pour être ensuite reversées, sous forme d'escompte, aux banques locales, ne sont pas trop exigües pour stimuler les initiatives et provoquer une large circulation.

Or, l'expérience faite nous a conduits à penser que l'article 3 de la loi de 1899 devait être modifié en ce sens, que le maximum des allocations par l'Etat pourrait être, avec avantage et sans danger, très sensiblement accru. Il nous paraît, en effet, évident que le système du crédit agricole, tel qu'il est conçu aujourd'hui, ne déploiera tous ses effets qu'avec une législation plus libérale. En attribuant aux caisses régionales une avance remboursable qui n'excède en aucun cas le capital versé, on leur concède un encouragement trop faible pour provoquer leur universalisation. Il y a un intérêt de plus en plus marqué à faire surgir partout ces organismes, intermédiaires indispensables du crédit agricole à bon marché. Le Trésor qui possède des disponibilités très fortes, et dont on ne saurait même prévoir, dans l'état actuel de la législation, l'application intégrale peut, sans inconvénient, augmen-

ter ses allocations. Nous estimons qu'en *quadruplant* leur montant maximum tel qu'il a été déterminé par l'article 3, on accélérerait la formation d'établissements qui, dans la pensée du Parlement, devaient à brève échéance, nous doter d'un système de crédit équivalent à ceux de l'Allemagne et de l'Italie ».

On ne peut pas avouer avec plus de franchise, que la loi de 1899 n'a pas donné les résultats que le législateur en attendait. Nous sommes bien loin d'avoir en France, malgré les espoirs conçus, une organisation comparable, au point de vue du crédit agricole, à celle de l'Allemagne par exemple.

C'est que, dans ce pays, on a été jusqu'au dernier terme du système créé pour procurer du crédit à l'agriculture. Des caisses locales ont été instituées, des caisses régionales se sont superposées à ce premier échelon, mais poussant la logique jusqu'au bout, on a ajouté à ces institutions un organisme nouveau, créé de toutes pièces par le législateur. La loi prussienne des 31 juillet 1895 et 8 juin 1896 organise, en effet, une *banque centrale* qui vient se superposer aux organes locaux et régionaux pour favoriser le crédit personnel coopératif, tout en utilisant les efforts dus à l'initiative privée.

La même création devra s'effectuer en France, si l'on tient à tirer quelque avantage des organismes déjà institués. Ce n'est pas, selon nous, le nouveau projet de loi qui pourra donner plus de puis-

sance financière aux caisses régionales. Or, c'est dans la solution de ce problème que réside toute la question. Certes, ces caisses finiront par englober toutes les régions de la France. Le nouveau don gratuit que se propose de leur faire le Parlement est un stimulant assez énergique pour soulever les bonnes volontés. Il est même très désirable que le pays soit enserré dans un réseau de banques régionales. Mais là où le problème devient épineux, c'est lorsqu'on se demande où les initiateurs de ces caisses iront prendre le capital de fondation.

Nous avons déjà vu avec quelle difficulté on a pu réunir dans une région du Midi, cependant riche, des ressources s'élevant à 25.000 fr., pour constituer le capital de fondation d'une caisse régionale. Admettons que ce capital soit porté, suivant les dispositions du projet de loi, au quadruple de son montant. Nous aurons ainsi un capital de 125.000 fr.

Eu égard aux besoins actuels de l'agriculture, est-il raisonnable de penser que ces ressources soient suffisantes, surtout avec l'obligation où se trouveront ces caisses de répartir leurs fonds entre toutes les caisses rurales de 3, 4 et parfois 5 et 6 départements.

Et encore, devons-nous ajouter que l'Etat ne se croira pas tenu, dans tous les cas, de quadrupler ainsi le montant du capital de fondation.

La répartition des sommes dont l'Etat dispose est attribuée, on le sait, à une Commission qui pourra

ne pas toujours apprécier avec bienveillance les demandes qui lui seront adressées. Des circonstances diverses pourront l'obliger parfois à refuser un secours qui, dans bien des cas, aura été la cause déterminante de la formation d'une caisse régionale. On voit donc à quelles grosses difficultés on se heurte pour arriver à créer un organisme que nous estimons néanmoins utile et nécessaire pour l'expansion du crédit agricole.

Une préoccupation d'un autre genre s'est fait jour dernièrement. Le Congrès national de crédit agricole et de nombreux agriculteurs ont demandé que les fonds destinés au crédit agricole lui appartenissent entièrement et ne fussent pas seulement à la disposition de M. le Ministre des Finances. On s'est demandé notamment, pourquoi on n'essayait pas de faire produire intérêt à ces fonds qui s'élèvent à près de 60 millions, en les versant à la Caisse des dépôts et consignations, ce qui procurerait un revenu par an de 800.000 fr. Ce revenu, disait-on, permettrait de constituer un fonds de réserve analogue à celui de 1895 sur les caisses d'épargne.

La proposition était alléchante. On la justifiait en invoquant l'article 18 de la loi du 17 novembre 1897 ainsi conçu : « Les sommes versées par la Banque par application des articles 5 et suivants sont réservées et portées à un compte spécial du Trésor, jusqu'à ce qu'une loi ait établi les conditions de création et de fonctionnement d'un ou de plusieurs

établissements de crédit agricole ». L'argument est sérieux, et il serait tentant de s'appuyer sur sa valeur pour essayer de tirer parti de la somme considérable qui est destinée au crédit agricole et, qui, provisoirement, dort dans les caisses de l'Etat.

Nous ne pouvons cependant adopter cette solution, car l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1899 porte que : « L'avance de 40 millions de francs et la redevance annuelle à verser au Trésor, en vertu de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897 *sont mises à la disposition du Gouvernement* pour être attribuées à titre d'avances sans intérêt aux caisses régionales de crédit agricole mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894 ».

Ce texte nous semble assez explicite pour qu'il soit impossible de forcer le gouvernement, autrement que par une modification au texte de la loi, à placer ces fonds à la Caisse des dépôts et consignations.

On peut ajouter, en outre, en envisageant spécialement la question au point de vue budgétaire et financier : que le jour où les sommes en question auront passé du compte spécial à la Caisse des dépôts et consignations, elles seront versées au Trésor exactement dans les mêmes conditions qu'elles le sont aujourd'hui, puisque la Caisse des dépôts et consignations emploie la majeure partie de ses fonds libres en compte courant au Trésor. Il nous semble

donc qu'on ne pourra faire fructifier utilement les fonds en question, qu'en modifiant la loi de 1899, et en déposant un projet de loi qui prescrira spécialement de placer ces sommes à la Caisse des dépôts et consignations pour leur faire porter intérêt.

Là ne s'arrêtent pas les nombreuses objections que l'on peut faire à la loi de 1899. Une des plus sérieuses consiste dans le fait que cette loi ne vise que les opérations d'escompte faites aux sociétés locales. Elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leur fonds de roulement.

Toutes autres opérations leur sont interdites, dit la loi. C'est peut-être, à notre avis, la plus grave lacune de l'organisation actuelle.

Sans doute, l'escompte des effets et les avances pour le fonds de roulement seront d'un immense secours au crédit agricole. Mais la vie agricole, dans sa complexité, comporte une quantité d'opérations pour lesquelles le crédit serait d'un effet bien-faisant.

Aussi nous est-il permis de trouver étrange que le législateur de 1899 n'ait pas su ou n'ait pas voulu tirer parti de la loi récente de 1898 sur les warrants agricoles.

Nous considérons, comme un oubli injustifiable, le fait que le législateur n'a pas pensé à autoriser les caisses régionales à faire directement des opérations de crédit réel mobilier. Toute entière orien-

tée vers le crédit *personnel*, la loi n'a pas songé à utiliser la loi de 1898 qui permet aux agriculteurs de recourir au prêt sur nantissement. Est-ce donc que le crédit personnel rendait inutile l'extension du prêt avec garantie mobilière ? Nullement. Le prêt sur gage convient à presque toutes, sinon à toutes les opérations agricoles.

La loi du 18 juillet 1898, malgré ses imperfections, n'a pas encore reçu toute l'extension qu'elle mérite, ni tous les services qu'elle peut rendre. Nos caisses régionales auraient pu contribuer à répandre la pratique du prêt mobilier, en faisant connaître ses applications et en mettant leurs capitaux à la disposition de ces prêts. Elles auraient pu, tout en gardant pour elle l'exercice exclusif de ces opérations, se servir des caisses locales comme intermédiaires, soit pour l'accomplissement des formalités qui accompagnent le prêt sur garantie mobilière, soit pour mettre ce procédé de prêt à la disposition de l'agriculture qui réside à une certaine distance du lieu où est établie la banque régionale.

Et puisque la loi de 1899 a envisagé exclusivement le crédit personnel, nous ne nous expliquons pas non plus pourquoi elle n'a pas donné plus de développement à ce genre de crédit, en autorisant, par exemple, la caisse régionale à consentir des prêts avec caution de deux ou plusieurs personnes solvables, connues de l'établissement, prêts auxquels les banques d'Ecosse ont su donner un si large développement.

L'extension de ces opérations aux banques régionales aurait pu contribuer à répandre et à élargir le crédit agricole.

Malgré ces imperfections, nous pensons cependant que les caisses régionales pourront aider au développement du crédit agricole.

Elles nous semblent être d'une conception normale ; elles se justifient par des nécessités pratiques. On ne constituera pas, en effet, des associations agricoles puissantes tant que ces associations seront cantonnées dans un territoire aussi limité que celui d'une commune ou même d'un arrondissement.

Les syndicats agricoles, les caisses rurales, pour devenir une puissance économique, doivent se fédérer sur une étendue aussi vaste que possible. Les associations de crédit agricole doivent s'unir, si elles veulent inspirer un crédit solide et trouver des ressources suffisantes pour résister aux crises provoquées par les mauvaises récoltes ou les accidents atmosphériques. C'est ce que l'on a parfaitement compris en Allemagne, et ce qui finira par s'imposer aussi en France.

Le rapide développement des syndicats agricoles dans notre pays permet de croire que les caisses agricoles ne seront pas uniquement une espérance. Il faut cependant compter que leur développement sera lent, parce qu'il sera nécessaire de constituer un faisceau d'associations locales assez puissantes, avant d'obtenir les éléments nécessaires à l'organi-

sation des banques régionales. Ces banques pourront se concerter sur leurs intérêts communs, et aboutir, comme dans certains pays, en Allemagne notamment, à la formation d'un *grand établissement central de crédit agricole*.

Car telle est l'évolution qui nous paraît devoir couronner fatalement le développement normal du crédit agricole. Voilà pourquoi nous sommes partisan convaincu de la Banque centrale : l'intérêt et la nécessité finiront par l'imposer.

Et d'ailleurs, l'organisation des banques régionales qu'est-ce autre chose qu'un acheminement vers la conception d'une Banque centrale !

Surtout, pas de Banque centrale, pas d'organisation du crédit agricole, disait-on à l'origine de toutes ces lois ! C'est par en bas que devait être organisé le crédit agricole. De là, ces multiples mutualités agricoles, ces petits groupes locaux de cultivateurs se garantissant les uns aux autres le crédit. Mais bientôt il a fallu renoncer à ce cadre modeste.

Il a fallu songer à des banques régionales pour parer au danger de laisser le crédit agricole dans un état absolu de dispersion et d'émiettement. Il a fallu reconnaître que ces mutualités locales n'avaient ni assez de ressources, ni assez de crédit, ni, en cas de sinistre agricole, assez de résistance et de solidité, et il a fallu, par conséquent, relier et consolider ces organes minuscules par un lien plus solide,

plus centralisateur, la banque régionale, étendant ses opérations sur plusieurs départements.

Le monument actuel a de solides fondements par en bas au moyen des syndicats agricoles et des caisses locales ; il est fortement étayé en son milieu par l'institution des caisses régionales ; il manque un faite à l'édifice : l'organisation d'une Banque centrale de crédit agricole le couronnera dignement et complétera l'heureuse harmonie d'une œuvre qui, sans cela, resterait éphémère et inefficace. On aurait construit sur le sable, et il pleuvrait dans la maison.

C'est ce qu'a voulu éviter la loi prussienne des 31 juillet 1895 et 8 juin 1896 qui organise la Banque centrale. L'article 1^{er} de cette loi dit, en effet : « Il est créé, en vue de favoriser le développement du crédit personnel et spécialement du crédit personnel coopératif, sous le nom de caisse prussienne *centrale* de la coopération, un établissement dont le siège sera à Berlin ».

C'est l'utilité et la nécessité de la création en France du même organisme qu'il nous reste à démontrer. Mais comme, dans notre pensée, c'est au Crédit foncier que doit aboutir la réforme à réaliser, il nous semble indispensable, au préalable, d'étudier les besoins auxquels pourvoit le Crédit foncier, dans quelle mesure il y pourvoit, et quelles modifications il serait utile d'introduire dans notre régime hypothécaire pour le mettre en état de rem-

plir, au point de vue du crédit agricole, le rôle que nous voudrions lui voir confier dans l'intérêt de notre agriculture.

CHAPITRE III

LE CRÉDIT AGRICOLE IMMOBILIER

Besoins auxquels pourvoit le Crédit foncier. — Dans quelle mesure il y pourvoit.

Notre intention n'est pas d'examiner ici tous les problèmes que soulève la question de la propriété immobilière : ses modes d'acquisition, de transmission, de transformation. Il nous faut bien reconnaître néanmoins, que si le prestige qui s'attachait autrefois à la possession du sol s'est évanoui, il n'en reste pas moins que la propriété individuelle est une suprême garantie de force et de stabilité. Plus que jamais, il importe de fortifier au cœur du paysan l'amour du sol, de ce petit champ où chaque jour, suivant l'heureuse expression de M. Izoulet « il collabore avec la nature ». Nous nous bornerons à n'envisager la terre que comme une valeur d'échange et instrument de crédit.

C'est surtout dans sa fonction économique, dans la faculté qu'elle procure à son possesseur d'obtenir

des avances et du crédit que nous étudierons la propriété foncière. Son amélioration peut provenir de la coopération des capitaux, de l'expansion du crédit, et nous avons déjà montré combien il est utile de procurer à l'agriculteur les ressources dont il a besoin, pour améliorer son domaine et perfectionner ses méthodes de culture.

Parmi les problèmes fonciers qui sollicitent, à l'heure actuelle, l'attention des agriculteurs et des pouvoirs publics figure, intimement liée à la solution du crédit agricole, la question des *améliorations foncières*, des *améliorations culturales* qui doivent procurer à l'agriculteur une plus-value dans le rendement de sa culture et une garantie plus grande, quand il voudra avoir recours au crédit.

Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres en matière de crédit rural, nous avons été devancés par l'étranger, qui a compris quel secours efficace l'agriculture pouvait retirer d'améliorations suscitées par les progrès scientifiques, et qui a compris également, combien la question du crédit était liée à l'amélioration du rendement des terres.

La crise agricole, qui sévit dans tous les pays de l'Europe, a été l'origine de ce mouvement qui cherche à atténuer les conséquences redoutables de cette crise, en encourageant les améliorations de toute nature, en facilitant aux agriculteurs endettés le crédit dont ils manquent, et qui leur est indispensable.

C'est à cette intervention de l'Etat, en faveur de l'agriculture, qu'il faut rattacher la création d'un corps d'ingénieurs du génie rural et l'institution, en Autriche, comme dans la plupart des Etats d'Allemagne, de services publics ayant pour fonctions de mettre, à la disposition des agriculteurs, des spécialistes pourvus des connaissances nécessaires à la réalisation des grands travaux d'amélioration culturale : irrigation, drainage, assainissement, entretien des cours d'eau, dessèchement, défrichement des terrains incultes, etc...

L'établissement de conduites d'eau potable et de chemins d'exploitation, voire même le partage des communautés et les réunions de parcelles par trop morcelées rentrent également dans les attributions de ces services appelés en Autriche : *Service des améliorations foncières* (1) (Landesmeliorations-bureaus).

Mais pour exécuter ces grands travaux destinés, en transformant l'exploitation rurale, à augmenter son rendement dans des proportions notables et dont on peut déjà constater, dans les contrées les plus éprouvées par la crise, les plus heureux effets, des capitaux sont nécessaires qui, pour des raisons diverses, font défaut à l'agriculture. La propriété

1. Sur tous ces points V. L. Faure : *Améliorations foncières en Allemagne et dans quelques pays de l'Europe centrale*.

foncière surchargée de dettes hypothécaires n'offre plus aux capitalistes les garanties suffisantes pour qu'ils puissent, sans prêter à des taux usuraires, venir en aide aux paysans et aux propriétaires ruraux à bout de crédit.

Aussi la loi du 6 juillet 1896, en Autriche, n'a-t-elle pas hésité, vu l'urgence et l'utilité de l'œuvre à entreprendre, à bouleverser tout le système hypothécaire en vigueur, en créant, au profit du créancier d'un capital prêté en vue d'une entreprise d'améliorations rurales, un droit de préférence nouveau, primant tous les droits hypothécaires antérieurs, et donnant au prêteur une sûreté de premier ordre sur l'immeuble objet de l'amélioration.

En France, la même préoccupation s'est fait jour depuis longtemps, mais sans aboutir à un résultat positif. M. Grandeau, lors de la création du ministère de l'agriculture en 1881, l'indiquait en ces termes ;

« Les améliorations foncières dont les irrigations, les assèchements et les dessèchements, la mise en valeur des terrains incultes, si dignes d'intérêt et si négligés jusqu'à ce jour, sont le point de départ, vont soulever nombre de questions économiques que le gouvernement devra étudier au fur et à mesure qu'elles se présenteront : les associations syndicales, l'abaissement ou la suppression, si c'est possible, des droits fiscaux de mutation et d'échange indispensable pour les opérations de remembrement

du territoire, la revision cadastrale, enfin l'institution si délicate et pourtant si urgente du crédit agricole ; tels sont autant de sujets qui appellent dès à présent l'attention du ministère de l'agriculture. »

Ce même programme a été repris et précisé, lors des travaux du congrès international de l'agriculture en 1900, et les conclusions de ce congrès ont été que : c'est du côté des *améliorations foncières* qu'il convient de diriger le ministère de l'agriculture, si l'on veut que l'action de l'Etat sur l'agriculture en France ait quelque efficacité.

La loi du 22 décembre 1888 a bien essayé d'établir, à côté des syndicats agricoles dont le succès est complet, des *syndicats fonciers*, dans le but d'encourager les associations ayant en vue les améliorations à apporter au sol. Mais cette loi de 1888 a été absolument inefficace. A peine 15 syndicats fonciers se sont-ils formés ou sont-ils en formation depuis 1888 pour toute la France !

Quelles sont donc les causes d'un échec si complet ? C'est que, si l'agriculteur est assez disposé à mettre en commun certains intérêts purement mobiliers, il répugne à mettre sa terre en contact avec celle du voisin, car « *qui terre a, guerre a* ».

Il est, à notre avis, une cause plus directe de l'échec de ces syndicats. Elle est d'ordre purement financier. Il ne s'agit pas de s'associer en vue d'obtenir un résultat déterminé, il faut surtout

savoir par quels moyens, par quelles ressources on pourra réaliser ce résultat. Or, quelles ressources financières pouvaient employer ces syndicats ! Même créés en plus grand nombre, ils se fussent agités dans le vide, parce que l'argent nécessaire à leurs travaux leur faisait défaut.

L'Etat a bien essayé, par des dispositions législatives diverses, de remédier à cet état de choses.

C'est ainsi que la loi du 10 juin 1854 a fait, pour favoriser l'écoulement des eaux provenant du drainage, ce que les lois du 24 avril 1845 et du 11 juillet 1847 avaient fait pour les irrigations. Mais cette loi n'a reçu qu'une application restreinte, parce que dans notre pays morcelé, le drainage ne peut se propager que par la création d'associations syndicales, et que ces associations syndicales doivent être stimulées par l'initiative de l'administration. Elle seule est en mesure, à l'aide des ingénieurs hydrauliques, dont elle devrait développer le nombre actuellement insuffisant, de tracer des plans, d'indiquer les localités où les travaux devront être effectués, de désigner les cours d'eau à rectifier, etc...

Mais ce n'est là que la première partie de la difficulté à résoudre. L'autre partie, la plus importante du problème, c'est le manque d'argent. Les lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858 ont essayé d'y pourvoir, la première en affectant une somme de *100 millions* à des opérations de drainage, la seconde en chargeant le Crédit foncier d'effectuer les prêts

promis par l'Etat pour favoriser ces travaux, et en mettant cette société en mesure d'acquitter la dette qu'elle avait souscrite à la propriété agricole.

Quels ont été les résultats de ces lois ? Il est nul ou peu s'en faut. A peine une somme de 2 millions a-t-elle été avancée par le Crédit foncier pour ces opérations ! Il est des chiffres qui ont leur éloquence et qui se passent de commentaires !

Et peut-être est-il encore des personnes qui estiment que ces secours donnés à l'agriculture, que ces brillants résultats suffisent, pour légitimer les nombreux privilèges qui ont été accordés à cette institution, dans le but unique de dégrever la dette hypothécaire de notre sol et de faciliter les améliorations agricoles ! Il est donc naturel que, devant l'inertie et le mauvais vouloir évident de la société à consentir des prêts pour les améliorations foncières que la loi prévoit, les syndicats fonciers aient eu et aient encore tant de peine à voir le jour. A quoi servirait leur création, puisque le but pour lequel ils se fondent ne pourrait être atteint, faute de pouvoir se procurer les ressources financières nécessaires à leurs travaux.

Pour être juste, peut-être conviendrait-il de modifier la réglementation longue et coûteuse qui concerne les demandes de prêts. Il serait de la plus grande utilité de compléter cette réforme, en adoptant chez nous ce que la législation anglaise a déjà institué depuis longtemps.

En Angleterre, la législation qui a pour objet d'encourager l'agriculture comprend non seulement le drainage, mais l'irrigation, les défrichements, l'endiguement des fleuves et du rivage de la mer, le colmatage, la clôture des terres, le perfectionnement des cours d'eau, l'établissement des routes, la construction des bâtiments nécessaires à l'exploitation, etc...

Il serait juste, en France, d'accorder les encouragements de l'Etat à toutes ces entreprises qui, par des voies différentes, tendent au même but : l'accroissement des produits du sol, et par là même, l'extension du crédit agricole. Il serait non moins équitable que l'Etat, qui a sous sa haute surveillance l'établissement auquel un monopole et de nombreux privilèges ont été accordés, dans le but de dégrever la propriété foncière et d'encourager les améliorations du sol, tînt la main à ce que les secours à l'agriculture fussent accordés et facilités dans la mesure de ce que diverses lois ont formellement édicté.

En dehors des opérations de drainage prévues par la loi, dans quelle mesure le Crédit foncier pourvoit-il aux besoins de l'agriculture, et dans quel but est-il utile de lui demander des capitaux pour réaliser des améliorations agricoles ?

Qu'il nous soit permis de rappeler que, d'après notre théorie et notre définition, le crédit agricole s'entend et s'étend à toutes les *opérations agricoles*

quelconques, qu'elles aient pour objet des améliorations foncières permanentes, ou des améliorations agricoles immédiates et à court terme. Doivent donc rentrer dans la catégorie des opérations de crédit agricole les emprunts faits au Crédit foncier et destinés à la *construction de granges, écuries, étables, bergeries, celliers, etc...*

Ces emprunts-là rentrent évidemment dans les termes de notre définition.

L'amélioration des bâtiments ne suppose-t-elle pas l'amélioration des cultures ?

De même les *irrigations* qui constituent également des améliorations d'une haute importance. « Un de soleil et un d'eau ne font pas deux, ils font quatre », a-t-on dit. C'est montrer toute l'importance et toute l'utilité de cette opération agricole.

Mais pour irriguer, il faut de l'eau ; l'eau ne se trouve pas partout, et là où l'on en pourrait trouver, il faut souvent de grands travaux de canalisation afin de la recueillir et la distribuer. C'est ici qu'intervient l'utilité de la création des syndicats fonciers si peu répandus dans notre pays. Et c'est encore ici qu'intervient le rôle du Crédit foncier, pour procurer à ces associations les capitaux nécessaires à l'accomplissement de ces grands travaux, impossibles à construire actuellement par la seule initiative et avec les ressources modestes des propriétaires isolés.

Viennent ensuite les *défrichements*, difficile pro-

blème, spéculation dangereuse, dans laquelle le cultivateur trouve la plupart du temps, sinon la ruine, du moins une gêne indéfinie. Et cependant quand on est propriétaire d'un mauvais terrain, il faut bien chercher à en tirer parti, à faire quelque chose de rien. L'aide du Crédit foncier sera utile dans ce cas, soit qu'il réponde au désir des syndicats fonciers, soit qu'il agrée la demande d'un propriétaire isolé.

L'utilité du Crédit foncier pourra encore s'exercer pour les travaux de longue haleine, dont les résultats ne se feront sentir qu'au bout d'une longue période de 25 ou 30 ans, comme par exemple le reboisement des montagnes ou les plantations.

Mais son utilité sera plus grande pour la culture intensive qui exige de grands capitaux. « La culture intensive est celle qui dépense le plus par hectare et qui dépense le moins par hectolitre ou par quintal de blé ».

Cette définition due à M. Lecouteux indique que cette culture, pratiquée avec succès dans le voisinage des grandes villes, exige des capitaux considérables.

La culture de certains produits demande parfois un fonds de roulement de près de mille francs par hectare, et on ne pourra étendre cette culture qu'en trouvant auprès d'une société les fonds suffisants.

Telles sont, brièvement résumées, les opérations par lesquelles le Crédit foncier pourrait prêter un

conçours utile et efficace à l'organisation et au développement du crédit agricole. Ajoutons-y toutes les opérations de *crédit réel mobilier* prévues par la loi de 1898, et celles que la loi pourrait encore envisager par l'extension du gage visé par la loi sur les warrants agricoles. Le Crédit foncier pourrait devenir ainsi l'organe de crédit qui aurait, à sa base, toutes les garanties d'ordre réel, qu'elles soient mobilières ou immobilières. Mais c'est là un point que nous aurons à examiner plus loin.

A l'heure actuelle, nous l'avons vu, trois voies distinctes tendent au même but pour procurer du crédit à l'agriculture : le crédit personnel, le crédit réel mobilier, et le crédit réel immobilier ou hypothécaire. A notre avis, ces trois formes de crédit, qui se complètent, ne sauraient porter tous leurs fruits, qu'à la condition de rester indissolublement associés et de n'avoir même qu'un seul organe de crédit.

L'isolement les réduit à l'impuissance ; l'union leur donnerait toute l'efficacité qu'on en espère.

En attendant le jour où le crédit agricole, grâce à la puissance et à la souplesse de son organisation, pourra tenir ses promesses, il faut bien convenir que le crédit foncier, l'emprunt hypothécaire, est actuellement la plus claire ressource de l'agriculture. La constatation est désastreuse : aujourd'hui le paysan français n'a d'autre alternative que de se passer de tout crédit et assister impuissant à sa

ruine, en envisageant tristement et avec une amère ironie ses ressources mobilières, quand il n'a pas la chance d'être lui-même propriétaire foncier ; ou bien de se livrer pieds et poings liés aux exigences d'un usurier des campagnes ; ou bien encore, quand il est propriétaire, de recourir à un emprunt hypothécaire. Ce sont là les seuls procédés qui lui sont offerts, soit pour accroître les forces de son exploitation, soit pour consolider sa dette chirographaire. Le dernier moyen est certes préférable, bien qu'il contribue rarement à améliorer la situation de l'agriculteur.

Mais l'emprunt sur hypothèque devient, en France, de plus en plus difficile, malgré l'abondance des capitaux. Les placements en valeurs de bourse, en valeurs mobilières et industrielles, en fonds d'Etat, l'absorption continue du bas de laine par les caisses d'épargne, tout contribue à faire négliger le placement hypothécaire. Et ce discrédit d'une valeur parfaitement solide s'explique pour plusieurs raisons. Les valeurs de bourse, actions, obligations, titres de rente etc... assurent à leurs possesseurs d'immenses avantages : espoir de plus-value, réalisation facile et immédiate, facilité de transmission, possibilité de cacher ses opérations, réduction au minimum des charges fiscales, tous ces bienfaits contribuent à provoquer l'engouement des capitalistes, et à diriger le mouvement de l'argent vers des opérations qui offrent souvent bien moins de solidité

et de garanties que les placements hypothécaires.

Mais aussi que d'inconvénients présentent actuellement les prêts hypothécaires !

Pas ou peu d'espoir de plus-value ! difficultés dans la réalisation du gage, difficultés de transmission, charges onéreuses pour la constitution du prêt, incertitude du versement des intérêts, publicité de l'opération, tout contribue à éloigner les capitaux des prêts hypothécaires ! Peut-être répugnerait-il moins au capitaliste d'immobiliser ses capitaux dans une opération de longue durée, s'il était à même d'apprécier avec certitude la valeur du gage immobilier qui lui est offert, de vérifier le titre de propriété de l'emprunteur, de mesurer exactement l'étendue de son crédit. Mais, sur ce point, notre législation est très arriérée, et de notables progrès sont indispensables pour modifier notre régime hypothécaire et nous mettre, à ce point de vue, sur le même pied que la plupart des pays de l'Europe.

L'institution des Livres fonciers nous semble le préliminaire nécessaire d'une bonne organisation du crédit agricole.

Seule, cette réforme permettra au Crédit foncier de remplir, avec fruit et sans danger, le rôle que nous voudrions lui voir attribuer, dans l'intérêt de notre agriculture. Cette réforme soulève de graves problèmes juridiques dont nous n'ignorons pas l'importance. Notre rôle, notre but n'est pas de

les examiner ici : tout notre travail n'aurait pas suffi à résoudre les difficultés qu'ils suscitent.

Mais il nous a paru impossible de ne pas faire une part, aussi restreinte que possible, à une question dont la solution importe fort pour l'organisation rationnelle du crédit agricole.

Nous aurons, au préalable, à rechercher quelle est, en France, par rapport aux autres pays étrangers, la force d'expansion du crédit hypothécaire, afin de nous demander ensuite si les organes actuels du crédit foncier ne sont pas inférieurs à la fonction qui leur est dévolue.

CHAPITRE IV

ÉTAT DE LA DETTE HYPOTHÉCAIRE EN FRANCE ET DANS LES DIFFÉRENTS PAYS

Dans un de ses discours sur la crise agricole, M. Paul Deschanel s'exprimait en ces termes (1) :

« George Sand, dans *François le Champi*, a fait une sombre peinture des paysans vaincus, malgré leur vaillance, par la dette ; mais nous ne saurions perdre de vue, d'autre part, que l'hypothèque est l'instrument de tous les petits créateurs de propriété, le levier de leurs efforts la clé de leurs combinaisons ».

L'hypothèque, en effet, n'est pas nécessairement un mal ; elle n'est un mal que quand elle excède certaines limites. Le crédit dont elle est la base est bon, excellent même, tant qu'on n'en abuse pas.

Voici, par exemple, un homme qui, pendant des années, a amassé sou à sou un petit pécule : enfin il va pouvoir posséder cette terre, objet de ses espé-

1. *Journal officiel*, séance du 10 juillet 1897.

rances et de ses ambitions ; mais il n'a pas encore assez pour payer tout : il donne ce qu'il a, et pour le reste, confiant dans son courage, dans son économie, dans sa sobriété, il se fait faire crédit en constituant hypothèque ; puis, plus tard, quand il a réussi à se libérer, il recommence.

Et de même, s'il arrive que les héritiers d'une propriété ne veuillent pas la morceler, et que l'un d'eux, pour la garder tout entière, contracte une dette garantie par un privilège, est-ce que, ici encore, le rôle de l'hypothèque n'est pas utile et favorable à la propriété générale ?

Aussi partageons-nous l'opinion de notre maître, M. Flach, professeur au collège de France et à l'Ecole des sciences politiques, quand il dit dans son cours : « L'hypothèque est plutôt un signe de prospérité que l'indice d'un mauvais état des choses ».

Oui, elle est un signe de prospérité, quand elle n'excède pas certaines limites. Elle est une précieuse réserve pour l'avenir. Mais est-elle exorbitante en France ? Voilà la question.

Il est très difficile, faute de statistiques fidèles et méthodiquement faites, d'évaluer exactement le montant de notre dette hypothécaire. Les hypothèques occultes, la confusion des inscriptions de privilège du vendeur avec les autres inscriptions, la non-radiation de la plus grande partie des dettes remboursées, tous ces faits rendent les statistiques

incomplètes et d'une exactitude toute relative.

Deux enquêtes sur les charges de la propriété foncière ont eu lieu en France en 1840 et en 1877. Avant ces deux enquêtes, voici quels étaient les résultats fournis par les chiffres officiels :

Le montant des créances hypothécaires inscrites était de :

Au 1^{er} juillet 1820. . . 8.863.894.965 fr.

Au 1^{er} juillet 1832. . . 11.233.265.778 »

Au 1^{er} juillet 1840. . . 12.544.098.600 »

La statistique de 1877 a été établie avec le même empirisme, en laissant dans l'ombre la plupart des faits qu'il était intéressant de connaître.

Au 31 décembre 1876, le montant des créances hypothécaires s'élevait à 19.278.000.000 fr.

Mais en faisant la déduction des inscriptions non radiées, après remboursement de la créance, la dette hypothécaire se réduisait, d'après les calculs de M. Boutin, à *14 milliards 369 millions*, y compris *832 millions* d'inscriptions, à la requête du Crédit foncier.

Depuis cette époque, il résulte des chiffres des inscriptions sur lesquelles a été perçu le droit d'enregistrement, qu'un mouvement ascensionnel s'est produit jusqu'en 1882. En effet, au 1^{er} janvier 1882, la dette hypothécaire s'élevait à *21 milliards*, y compris *2 milliards* dus au Crédit foncier. Au contraire, un mouvement de décroissance a eu lieu jusqu'en

1893 où l'on trouve à peu près le même chiffre qu'en 1879.

C'est surtout les ventes d'immeubles qui, de 1877 à 1883, avaient provoqué le mouvement ascensionnel des inscriptions hypothécaires ; mais à partir de 1884, les mutations à titre onéreux ont subi une baisse continue.

Les capitaux compris dans les ventes d'immeubles s'élevaient à :

En 1877	2.045,9 millions de francs	
En 1881	2.590,9	—
En 1884	1.964,6	—
En 1890	1.946,1	—
En 1893	1.815,3	—
En 1898	1.861,8	—
La moyenne, pour les		
trois années, 1896, 1897,		
1898 ressort à	1.832,1	—

On constate donc une décroissance constante, depuis 1884, du chef des ventes d'immeubles, et le chiffre de 14 milliards 369 millions que nous avons donné comme capital de la dette hypothécaire, en 1897, ne pourrait être grossi par le fait de l'inscription du privilège du vendeur. De ce côté, par conséquent, le chiffre du passif foncier a dû rester sensiblement le même.

En est-il de même des prêts hypothécaires ?

Ici nous constatons, d'un côté, un accroissement considérable dans les prêts consentis par le Crédit foncier. De 832 millions, en 1876, le solde des capitaux dus par des particuliers à cette société atteint aujourd'hui *1.808 millions* (Exercice 1900).

Quant aux prêts fonciers directs de particulier à particulier, les causes que nous avons déjà indiquées tendent à les restreindre de plus en plus. Les difficultés de recouvrement des créances hypothécaires, les frais onéreux de constitution des actes hypothécaires, l'incertitude du versement exact des intérêts, tout contribue à diriger le mouvement de l'argent vers les opérations de bourse et vers les valeurs industrielles ou d'Etat.

Il nous est donc permis de penser qu'en 1901, comme en 1877, la dette foncière de la France atteint environ *14 milliards et demi*.

Ce résultat peut, d'ailleurs, être vérifié et contrôlé. En effet, en prenant le chiffre de 420 millions de créances hypothécaires soumis annuellement au droit de succession, et en le multipliant par 35, durée moyenne de survie des générations, on arrive à un total de *14 milliards 700 millions*.

Si maintenant, nous comparons entre eux les divers éléments du passif foncier : Inscriptions, prêts hypothécaires, ventes d'immeubles, on constate que les deux éléments essentiels du crédit immobilier : à savoir l'emprunt sur hypothèque et les

ventes d'immeubles subissent une dépression marquée. Le tableau suivant permet de le vérifier :

Capital annuel moyen des	Période 1877-81	Période 1894-98
Inscriptions.	1.971,7	2.058,6 millions
Prêts hypothécaires	993,9	938,1 —
Ventes d'immeubles.	2.262,6	1.845,7 —

On voit donc combien les transactions diminuent ; les sources du crédit immobilier se tarissent ; les prêts se raréfient lorsqu'ils devraient, par leur nombre, apporter aux agriculteurs l'aide et le secours que ceux-ci attendaient, et qu'ils ont le droit de demander, parce que leur fortune mobilière et immobilière leur permet d'offrir des garanties considérables.

Des calculs faits en 1852, il résultait que la propriété immobilière en France, pouvait être évaluée approximativement à *56 milliards*, produisant un revenu brut de 1.920 millions.

En 1882, on arrivait aux évaluations suivantes : la valeur vénale de la propriété agricole est de *75 milliards*, dont 5 milliards pour la valeur des bâtiments occupés par la population agricole. Le revenu net est de *2.750 millions*.

Actuellement, les évaluations officielles les plus récentes estiment notre capital foncier à *140 milliards 905 millions*.

Comme le passif hypothécaire oscille entre 14 et 15 milliards, c'est donc à peine le 1/10 de cette im-

mense richesse qui est engagé dans les opérations du crédit foncier.

Ce résultat ne permet-il pas aux agriculteurs de se plaindre à bon droit du peu de crédit qu'ils possèdent, eu égard à la fortune colossale qu'ils peuvent offrir en garantie. De quelle utilité, au point de vue du crédit agricole, est donc cette réserve du crédit hypothécaire qui s'élève à 126 milliards ! 126 milliards provenant de sûretés réelles immobilières ! 13 milliards provenant de sûretés réelles mobilières ! au total, en chiffres ronds, *140 milliards de garanties réelles*, sauf la part qui revient aux propriétés urbaines, tel est le gage que les agriculteurs peuvent offrir immédiatement, quand on songera à établir pour eux, de façon sérieuse et pratique, l'organisation du crédit agricole.

Il serait juste, dans ce total, de faire la part du crédit foncier urbain, mais nos statistiques ne nous renseignent pas à ce sujet. Nous ne possédons des éléments d'appréciation qu'en ce qui concerne les opérations de la société du Crédit foncier de France.

Ses opérations se classent d'après le tableau suivant :

ANNÉES	Propriétés urbaines		Propriétés rurales		Propriétés mixtes		TOTAL	
	Nombre	Sommes Millions	Nombre	Sommes Millions	Nombre	Sommes Millions	Nombre	Sommes Millions
De 1853 à 1894.....	64.312	3.116.2	26.975	807.8	341	20.1	91.628	3.944.1
1895.....	2.492	71.3	985	19.7	»	»	3.477	91.1
1896.....	3.069	93.6	1.050	27.1	»	»	4.119	120.7
1897.....	3.179	93.8	1.138	31.7	»	»	4.312	125.6
1898.....	3.510	99.4	1.296	25.2	»	»	4.806	124.6
1899.....	3.723	108.8	1.720	35.0	»	»	5.443	143.9
Totaux..	80.285	3.583.3	33.159	946.8	341	20.1	113.785	4.556.3

D'après les données de ce tableau, le Crédit foncier de France emploierait donc les 79 0/0 de ses capitaux en placement sur immeubles urbains, et seulement 21 0/0 en prêts ruraux. Les chiffres ont leur éloquence, et il nous serait impossible d'exprimer, de façon plus claire et plus saisissante, l'impuissance, pour ne pas dire le parti pris, où se trouve le Crédit foncier de venir en aide à l'agriculture.

Guidé par un intérêt purement spéculatif, le Crédit foncier a négligé volontairement le prêt rural, pour se restreindre au seul prêt urbain, et cela arbitrairement, antistatutairement, comme nous aurons l'occasion de le montrer plus loin. La preuve de ces assertions, ce sont les paroles prononcées au Sénat, le 21 mai 1894, par M. Viger, ministre de l'agriculture :

« C'est par application du décret du 28 mars 1852, « dit le ministre de l'agriculture, que le Crédit « foncier a été créé. Vous savez quels ont été, au « *point de vue agricole*, les résultats du Crédit fon- « cier. Le prêt hypothécaire a été rendu de plus en « plus difficile pour nos paysans, pour nos petits « cultivateurs, et en réalité, le Crédit foncier a été « plutôt un crédit immobilier urbain qu'un crédit « immobilier rural » (1).

1. *Journal officiel* du 22 mai 1894

Quel que soit le chiffre de notre dette hypothécaire, notre situation semble, néanmoins, meilleure que celle de nos voisins.

L'*Allemagne*, qui a été le berceau des institutions de crédit foncier et qui les a vu progresser, grâce aux *Landschaften*, associations agraires de prêteurs et d'emprunteurs, a une dette hypothécaire qui atteint déjà 15 milliards, et qui va tous les jours s'accroissant notamment en Prusse, où, de 1866 à 1895, la dette inscrite sur les livres fonciers s'est accrue en moyenne de 862 millions par an.

En *Autriche*, on estime la valeur de la propriété foncière, bâtie et non bâtie, à 9 milliards 713 millions de florins, et celle de la dette hypothécaire à 3 milliards 580 millions de florins, soit 8.950 millions de francs, avec une tendance marquée à s'accroître.

En *Russie*, la dette hypothécaire grevant la propriété foncière rurale de l'empire russe s'élevait au 1^{er} janvier 1892 à 1 milliard 89 millions de roubles, soit environ 4.350 millions de francs.

En *Angleterre*, où les statistiques font défaut, on estime que la dette hypothécaire du Royaume-Uni correspondrait aux 58 o/o de la valeur de la propriété foncière de ce pays.

Aux *Etats-Unis*, où les statistiques hypothécaires sont très bien faites, on estimait, au 1^{er} janvier 1890, que le passif hypothécaire grevant le territoire de 48 Etats de l'Union s'élevait, dans son en-

semble, à 6.010,6 millions de dollars (31 milliards de francs) correspondant à 4.777.000 emprunts. La dette totale approcherait de 7.223 millions de dollars, soit 37 milliards 425 millions de francs.

En *Italie*, au 31 décembre 1898, les prêts sur hypothèque formaient, pour l'ensemble du royaume, un total de 15 milliards 722 millions de francs.

En *Espagne*, où les données de statistique sont des plus incertaines, on est tenté de conjecturer, d'après la valeur en capital des prêts hypothécaires, pour l'année moyenne, que la dette hypothécaire ne dépasserait guère 1 milliard et demi de francs. Mais ce résultat doit être accepté, sous toutes réserves.

§ 2. — *Insuffisance du crédit immobilier ou foncier, tel qu'il est constitué actuellement; pour subvenir aux besoins de l'agriculture.*

L'étude des conditions dans lesquelles se trouve la dette hypothécaire dans les différents pays permet de dégager deux faits importants :

C'est, d'un côté, le *taux excessif des prêts sur hypothèque*, et d'un autre côté, la *brièveté du terme de paiement accordé aux emprunteurs*.

Depuis longtemps, on s'est demandé à quelles causes une semblable situation devait être attribuée. Si les choses se passaient normalement, la propriété immobilière, qui a derrière elle la plus solide

des garanties, parviendrait à trouver de l'argent aux mêmes conditions que le commerce et l'industrie, et le taux des placements immobiliers n'aurait d'autre régulateur que l'abondance et la productivité des capitaux disponibles.

Mais on se heurte à deux difficultés. La première est dans le peu de sûreté qu'offre aux capitalistes le prêt sur hypothèque. En 1840, le procureur général Dupin disait avec raison : « En France, lorsque l'on achète, on n'est jamais sûr de devenir propriétaire ; lorsque l'on prête sur hypothèque, on n'est jamais sûr d'être remboursé ». Ajoutez à cela les frais de transport des créances hypothécaires, les frais et les lenteurs de l'expropriation et de l'ordre qui font, que parfois les prêteurs exigent une sorte de prime d'assurance qui est pour eux la compensation du danger que courent leurs capitaux et les difficultés de remboursement.

La seconde difficulté se trouve dans la nature même du gage immobilier. On achète parfois au delà de ses ressources ; on se grève à l'excès pour conserver. Aussi le revenu devient-il insuffisant pour payer les intérêts et *a fortiori* le capital lui-même.

Il est donc naturel que le capitaliste, sollicité par le propriétaire foncier, préfère à des prêts immobiliers le placement en valeurs mobilières : valeurs de bourses industrielles ou autres. S'il consent à prêter au propriétaire foncier, ce ne sera qu'à des

conditions très dures, pour les raisons déjà indiquées.

Le taux actuel des prêts hypothécaires atteint 5 o/o, et s'il descend quelquefois à 4 o/o, ce sont des cas isolés, et en tout cas, les frais de constitution d'acte et d'enregistrement relèvent facilement le taux, surtout pour les prêts de minime importance, jusqu'à 6, 7, 8 et 9 o/o. Entre la valeur de la propriété agricole et le revenu net qu'elle produit, il existe une disproportion trop marquée pour que le capitaliste se laisse tenter. Sans doute, celui qui exploite directement, et de ses propres mains, un domaine rural peut parvenir, à force de soins et d'intelligence, à retirer de son capital engagé un intérêt égal ou même supérieur à 5 o/o ; mais ce revenu n'est pas uniquement celui de la terre, et le salaire du travail doit en être déduit. Quant au propriétaire qui ne fait point valoir son immeuble par lui-même, il ne retire pas, en moyenne, un intérêt de plus de 2 1/2 à 3 p. 100 de son prix d'acquisition.

Le rendement des capitaux représentés par la propriété foncière demeure donc de beaucoup inférieur à celui des placements mobiliers.

L'instabilité des produits, conséquence inévitable des circonstances atmosphériques qui influent sur l'agriculture, vient nécessairement augmenter sa gêne, et lui rend d'autant plus difficile l'accomplissement régulier des engagements par elle accep-

tés. Aussi le capital, loin de la secourir dans ses besoins, la délaisse pour chercher dans des entreprises industrielles et commerciales, ainsi que dans la spéculation, un emploi plus avantageux et des échéances mieux assurées. Le cultivateur se voit donc privé le plus souvent d'un instrument de travail indispensable ; il se trouve dans l'impossibilité d'améliorer sa culture, d'augmenter le rendement de son domaine, soit par l'amendement du sol, par l'achat d'engrais ou par la création d'une plus grande abondance de fumier, soit par l'acquisition de machines perfectionnées et par l'emploi de procédés de culture les plus récents.

Malgré ces difficultés, si le cultivateur trouve un prêteur, non seulement il arrivera bien rarement à se libérer au bout des 3 ou 5 ans, durée moyenne des prêts hypothécaires, mais le plus souvent il sera obligé d'emprunter pour assurer le service des intérêts de sa dette foncière.

Comme conséquence, à la dette hypothécaire viendra s'ajouter, en peu de temps, une dette chirographaire qu'il faudra bien consolider tôt ou tard par un nouvel emprunt sur hypothèque. Cette situation se prolongera jusqu'à ce que le prêteur, devant l'impuissance du cultivateur à lui servir régulièrement ses intérêts, se décide à faire exproprier et à faire vendre le domaine hypothéqué.

A la lumière de ces faits, il est donc naturel que l'emprunt hypothécaire soit tombé dans le discrédit

le plus profond. L'hypothèque, détournée de sa fonction normale et bienfaisante, n'est plus une source de crédit, elle devient plutôt un élément de désagrégation, un palliatif inefficace et dangereux.

A quelle cause tient ce discrédit ? quels remèdes pourrait-on y apporter ? C'est ici que les avis diffèrent ; mais on peut dire néanmoins que tous les auteurs s'accordent à reconnaître les vices de notre législation foncière. Pour rendre utile et fécond l'emploi de l'hypothèque, il faut essayer de se conformer aux principes de la science économique, qui, au point de vue du crédit, exige, avant toute autre chose, une condition primordiale : la certitude du remboursement à l'échéance fixée. L'acte de foi, qui est dans l'essence même et à la base de tout acte de crédit, ne se réalise que par la croyance que la prestation promise sera fournie à l'époque indiquée.

L'essentiel est donc de fortifier cette croyance, en prémunissant l'emprunteur lui-même contre les dangers qu'il pourrait courir de ne pas pouvoir rembourser au bout du terme fixé, et en garantissant le prêteur lui-même contre les risques de non réalisation du gage.

Le problème à réaliser est double. Il faut, d'un côté, que le propriétaire trouve des capitaux à bon marché ; il faut, d'un autre côté, que le capitaliste ait toute sécurité et toute confiance dans la garantie qui est attachée à l'hypothèque.

Il s'agit donc de remédier à l'instabilité du gage foncier, à l'insécurité des transactions immobilières. La propriété, peut-on dire, ne peut prospérer entre les mains de ses possesseurs qu'avec la coopération du crédit ; de même le crédit ne peut se développer, s'il n'a pour point d'appui la garantie immuable du droit de propriété.

Notre intention n'est pas d'étudier, de façon complète, les transformations et les modifications qu'il serait utile d'apporter à notre régime hypothécaire.

Ce sont là des questions qui soulèvent les problèmes et les difficultés les plus ardues de notre Code civil, et notre rôle n'est pas de les examiner.

Mais si nous ne pouvons ni ne voulons aborder ici le côté juridique du problème, il nous semble cependant utile d'indiquer rapidement, et en passant, certaines considérations économiques qui rendraient avantageuses pour notre crédit l'adoption de certaines mesures, qui, implantées déjà dans plusieurs pays étrangers, ont rendu de grands services et amélioré les conditions dans lesquelles l'agriculture peut faire appel au crédit. Nous ne dirons donc que quelques mots très brefs sur la nécessité de la réfection de notre cadastre et sur l'institution en France des livres fonciers.

§ 3. — *Réfection ou révision du cadastre. — Institution des livres fonciers comme préliminaire de la réforme hypothécaire.*

Réfection ou révision du cadastre, institution des livres fonciers, voilà deux réformes qui se tiennent, qui sont à la base de toute modification du régime hypothécaire, et qui nous semblent être le préliminaire indispensable de toute organisation rationnelle de crédit agricole. Car, c'est autour de cette idée que doivent converger toutes les réformes, toutes les modifications qu'il nous paraît utile d'adopter. Nous ne saurions trop répéter que nous ne voulons nullement envisager les bases, ni les conséquences juridiques de ces réformes ; nous n'en considérons que le côté économique et financier. Il nous sera donc permis d'examiner rapidement l'utilité de ces deux réformes au point de vue du crédit agricole.

Depuis longtemps, on demande que le cadastre puisse servir à donner à la propriété foncière la solidité dont elle est dépourvue et qui lui est indispensable pour inspirer confiance au capitaliste.

En dehors des avantages considérables qui en résulteront pour l'assiette de l'impôt foncier et pour l'allègement ou pour la plus juste répartition des charges des agriculteurs, la réfection du cadastre trouve surtout sa nécessité, son utilité dans les

services importants qu'il rendra à la propriété non bâtie, dont il dissipera les obscurités, consolidera l'assiette et facilitera la transmission. En précisant exactement les limites des îlots, le plan cadastral préviendra les procès ruineux entre voisins (1).

Son utilité sera doublée si, à tous ces avantages, il permet d'ajouter celui de réaliser le Grand-Livre foncier de la France. Le livre foncier donnera la définition juridique de la propriété, comme le plan en donnera la définition graphique, « il assurera la sécurité des hypothèques et la régularité des transactions immobilières, il fournira à l'agriculture, par le *développement des institutions de crédit*, les moyens d'action qui lui font aujourd'hui défaut. »

Le cadastre et les livres fonciers sont donc les deux bases qui permettront d'asseoir solidement la propriété immobilière et les droits réels qui peuvent la grever. Le livre foncier se rattache directement à l'institution du crédit, parce que seul il permet de trouver un moyen de reconnaître, à un signe certain, le véritable propriétaire de l'immeuble qui est offert aux capitalistes comme gage ou comme objet d'acquisition. Ce moyen consiste dans la publicité des actes et des faits par lesquels la propriété se constitue, se transmet et se modifie. Actuellement,

1. Rapport de notre excellent maître, M. Cheysson, à la Commission extraparlamentaire du cadastre.

les systèmes en vigueur dans les différents pays pour donner la publicité à la propriété foncière peuvent se ramener à deux types généraux : la *publicité personnelle des registres hypothécaires* et la *publicité réelle des livres fonciers* (1).

Le système de la *publicité personnelle*, en usage en France, en Belgique, en Italie, groupe les actes translatifs ou modificatifs de la propriété foncière, non pas autour de l'immeuble qu'ils affectent; mais sous le nom du propriétaire. Les registres de nos conservations d'hypothèques ne permettent donc de déterminer, avec précision, ni l'identité physique des immeubles, ni leur condition juridique, ni même l'étendue des charges qui les grèvent. Dans notre législation présente, il n'y a donc aucune sécurité pour celui qui, sur la foi de ces renseignements, achète un bien-fonds ou prête ses capitaux.

De plus, nos registres hypothécaires où devraient se refléter, au fur et à mesure de leur succession, toutes les phases de l'évolution juridique de la propriété, restent fermés aux partages, aux transmissions à cause de mort, aux hypothèques légales. En outre, notre publicité n'est pas obligatoire, mais facultative pour les acquéreurs qui sont libres d'y recourir ou de s'en abstenir. On voit tous les inconvénients de ce système qui laisse dans l'incertitude

1. V. E. Besson : *Les livres fonciers et la réforme hypothécaire*.

et dans l'insécurité la plus complète les bases mêmes de la propriété immobilière.

Le système de la *publicité réelle* a pour but d'individualiser la propriété immobilière, de la déterminer d'abord physiquement, puis juridiquement.

Le cadastre fixe d'abord matériellement l'identité de l'immeuble, et cette identité établie, le livre foncier la détermine juridiquement.

Le cadastre arrête irrévocablement la contenance, les limites et la situation du bien-fonds ; le livre foncier consacre le droit du propriétaire inscrit, enregistre fidèlement toutes les modifications que ce droit peut subir et garantit, d'une manière absolue, la sécurité des tiers acquéreurs et créanciers.

Ainsi appuyé sur le cadastre, le crédit s'analyse essentiellement en un registre public sur lequel chaque domaine a un compte ouvert, qui permet d'embrasser d'un seul coup d'œil la situation de l'immeuble. On inscrit en tête de ce compte le nom du bien-fonds, autour duquel viennent ensuite se grouper tous les actes et faits modificatifs du droit de propriété.

La publicité du livre foncier est absolue ; sont soumis à la nécessité de l'inscription tous actes : titres de transports, actes déclaratifs, transmissions héréditaires, hypothèques de toute nature ; rien ne peut suppléer aux énonciations du livre foncier.

La garantie de la foi publique et absolue est accordée à ces énonciations.

Sans le secours de la force probante, le registre ne serait qu'une collection de documents discutables, et le crédit ne saurait se contenter de ce résultat.

Tels sont les principes généraux des livres fonciers. Nous n'en avons donné qu'un aperçu très sommaire, notre volonté formelle étant de ne pas entrer dans l'examen des controverses juridiques que cette question soulève. Nous voulons seulement constater que le système du livre foncier s'étend insensiblement à tous les pays. Après la Prusse, tous les Etats de l'Allemagne, la Russie, l'Espagne, le Portugal, les colonies anglaises de l'Australasie y ont successivement adhéré.

L'Angleterre, elle-même, est entrée dans cette voie de progrès par sa loi du 4 août 1897.

Est-il désirable que cette réforme soit introduite en France ?

Nous n'envisageons ici ces modifications à nos lois existantes qu'au point de vue de l'intérêt et de l'utilité qui peuvent en résulter pour le crédit agricole. Or, cet intérêt et cette utilité sont considérables. Leur utilité découle nécessairement des inconvénients et des vices de notre régime hypothécaire actuel.

Concilier le crédit le plus étendu avec la plus grande sûreté, tel est le problème à résoudre.

Or, tout le monde reconnaît unanimement, aujourd'hui que notre système présent ne satisfait

point à ce postulatum. Le moment nous semble venu de substituer à la publicité surannée et inefficace qui paralyse actuellement notre crédit hypothécaire le grand jour du livre foncier, la pleine lumière de la publicité absolue, corroborée par la maxime de la force probante et appuyée sur le cadastre (1).

Personne n'ignore, en effet, les difficultés nombreuses inhérentes aux manipulations hypothécaires actuelles. Dans une quantité de cas, l'assiette et la justification de la propriété ne peut s'établir que par la recherche des titres de propriété remontant à une époque de 30 ans.

En outre, une autre difficulté sérieuse résulte de la recherche précise des charges diverses qui peuvent grever la propriété.

Dès lors, pourquoi ne pas modifier le cadastre, ou du moins pourquoi ne pas se servir d'un cadastre perfectionné pour établir la justification de la propriété.

Toutes ces difficultés pourraient être résolues par la création d'un organisme qui concentre les renseignements cadastraux et immobiliers, qui soit un véritable certificat de propriété. Y a-t-il un danger à établir les livres fonciers ? Une impossibilité matérielle à les tenir ?

1. Rapport de M. Massigli à la commission du cadastre le 14 décembre 1899.

Nullement. Ils existent presque partout en Europe. Le droit d'immatriculation est le plus souvent peu élevé (0 fr. 05 c. par 1000 fr.), et dans certains pays, comme en Hollande, les services du cadastre et de la conservation des hypothèques se trouvent dans le même local.

En résumé, les livres fonciers constituent un véritable répertoire de la propriété foncière, et c'est seulement par leur établissement que pourra utilement et efficacement s'opérer la réforme du régime hypothécaire.

Les tendances de notre législation sont, d'ailleurs, de plus en plus dirigées dans le sens de la modification de notre législation foncière. En dehors du système d'immatriculation en vigueur dans notre colonie de la Tunisie, nous pouvons deviner dans quel sens se fera la réforme désirée, en examinant les dispositions du décret rendu par le général Galliéni, le 23 juillet 1897, pour organiser la propriété foncière à Madagascar.

Sécurité de la propriété immobilière, restriction des charges qui la grèvent, publicité absolue de ces charges, faculté de faire vendre le gage par devant le notaire du lieu, tels sont les avantages réalisés par le décret du général Galliéni :

Voici, bièvement résumées, les principales dispositions de ce décret :

1^o Tous les immeubles sont soumis à l'immatriculation. Tout droit réel n'existera à l'égard des

tiers que par le fait et du jour de son inscription sur le titre par le conservateur de la propriété foncière ;

2° Tous faits ou conventions ayant pour effet de transmettre, déclarer, modifier ou étendre un droit réel immobilier, d'en charger le titulaire ou de modifier toute autre condition de son inscription seront, pour être opposables aux tiers, constatés par écrit et inscrits sur le titre par le conservateur de la propriété foncière ;

3° L'emphytéose et la superficie sont soumises à l'inscription ;

4° Droit de résolution du vendeur : il n'existe plus de plein droit. Il peut le stipuler, et à défaut de stipulation, il peut l'obtenir en faveur d'un jugement ;

5° Les privilèges mobiliers portant subsidiairement sur les immeubles doivent être inscrits sur le titre de propriété même pour la conservation du droit de préférence ;

6° Les privilèges immobiliers ou hypothèques privilégiées sont supprimés et remplacés par de véritables hypothèques qu'on appelle hypothèques forcées ;

7° Toutes les hypothèques légales, comme les hypothèques conventionnelles, ne sont opposables aux tiers que par leur inscription, et seulement du jour de leur inscription (1).

1. Voici les principales modifications que la généralité

des auteurs désirerait voir introduire dans notre régime hypothécaire :

1^o Réformer notre tarif fiscal dans un sens plus équitable, de sorte que le droit de timbre soit proportionnel à la valeur de l'immeuble vendu ;

2^o Etablir une échelle progressive pour le salaire du conservateur ;

3^o Exiger que tous les actes translatifs de propriété soient soumis à la transcription ainsi que tous les actes déclaratifs de propriété ;

4^o Faire transcrire toutes les causes de résolution ;

5^o Soumettre à la publicité tous les droits réels (servitude et autres) ;

6^o Soumettre à l'inscription tous les privilèges, toutes les hypothèques ; plus de dispense d'inscription ;

7^o Faire disparaître le principe de la généralité des hypothèques légales de la femme mariée et du mineur ;

8^o Restreindre le champ de l'hypothèque judiciaire et la rendre spéciale ;

9^o Diminuer les formalités et les frais de procédure de saisie-immobilière.

CHAPITRE V

Imperfection et insuffisance, au point de vue du crédit agricole, des organes déjà créés et basés soit sur le crédit personnel, soit sur le crédit réel, mobilier ou immobilier. — Comment l'étranger a résolu le problème.

Allemagne : Loi du 31 juillet 1895 relative à la création d'une *Caisse centrale* pour favoriser le développement du crédit personnel coopératif.

Arrivé à cette partie de notre étude, il nous est possible de voir à quelles sources s'alimente actuellement, en France, le crédit agricole, et de nous demander si les agriculteurs en reçoivent tout le secours qu'ils sont en droit d'attendre. Dans la négative, il nous sera permis de regarder autour de nous à l'étranger, et de chercher un exemple que nous puissions suivre, avec quelque profit et quelque chance de succès, pour le crédit de l'agriculture.

Les essais tentés jusqu'à ce jour, en France, pour organiser le crédit agricole ne résultent pas d'une idée commune, et adoptée par tous ceux qui se sont

occupés de cette question. Nous constatons, au contraire, une variété dans les principes admis et une diversité dans les solutions préconisées. Les systèmes succèdent aux systèmes, les principes aux principes, sans qu'on puisse réellement trouver une idée générale, et acceptée par tous, qui puisse les rattacher les uns aux autres. On est le plus souvent parti de principes *a priori*, de systèmes tout faits pour en déduire ensuite une série de conséquences économiques ou pratiques.

La méthode inductive nous semble préférable, et c'est elle que nous appliquerons pour chercher, dans l'étude des faits et dans l'expérience des systèmes anciens, l'idée directrice, la généralisation *a posteriori* qui nous permettra de relier méthodiquement et rationnellement entre eux les faits et les principes que l'étude et l'examen nous aura permis de dégager.

De l'examen des principes et des faits déjà étudiés peuvent se dégager trois idées principales :

1^o Les promoteurs du crédit agricole ont d'abord essayé de l'orienter vers les principes du *crédit personnel*. Pour les partisans de ce principe, une seule garantie doit être exigée du cultivateur qui demande du crédit. Cette garantie doit être propre, personnelle à l'agriculteur. Elle provient de certaines conditions que doit remplir la personne qui a recours au crédit : la moralité, l'exactitude, l'amour du travail, l'état et les dispositions de la famille, etc.

Quand plusieurs personnes remplissent ces conditions et qu'elles s'unissent entre elles, avec la promesse de répondre les unes pour les autres, le crédit devient personnel et mutuel. C'est sur ce principe et sur ces idées de mutualité qu'ont été fondées les caisses rurales organisées par la loi du 5 novembre 1894.

Nous avons vu à quels résultats insignifiants cette loi avait abouti, et il nous est bien permis de dire, après cet essai, que le crédit personnel mutuel n'a pas encore obtenu, en France, tous les succès qu'en espéraient ses promoteurs.

Loin de nous l'idée de douter de leur succès futur ; les brillants résultats obtenus par les syndicats agricoles nés du même principe, de la même idée, nous font penser, au contraire, que l'extension des caisses rurales, si désirable, dépend de la création d'un autre organe qui viendra compléter utilement les institutions déjà existantes.

Les caisses régionales, organisées par la loi du 31 mars 1899, ont déjà été un progrès notable, en venant superposer un nouvel élément de crédit à l'insuffisance financière des caisses locales. La tendance est marquée : mais là ne doit pas s'arrêter l'évolution. Nous verrons à quel terme final doit aboutir la série des organismes créés pour procurer aux agriculteurs, de façon utile et efficace, le crédit dont ils ont besoin.

2° Les créateurs de systèmes ont ensuite imaginé

de donner une autre direction au crédit agricole. Ayant remarqué que le crédit, pour exister de façon efficace, doit reposer sur une garantie matérielle, palpable, déjà existante, en un mot sur un gage, ils ont pensé que le principe du *crédit réel* pourrait utilement être substitué au principe du crédit personnel. On prêterait donc, non à la personne, mais à la chose. De là, l'essai timide tenté par la loi du 18 juillet 1898, organisant le crédit agricole sur le principe du *crédit réel mobilier*, sur un gage mobilier. Nous avons encore examiné la lacune de cette loi qui laisse, en dehors de ses dispositions, une quantité d'objets mobiliers et de grande valeur, qui pourraient utilement être gagés pour étendre le crédit des agriculteurs.

3° Enfin, depuis longtemps déjà, les auteurs qui avaient voulu remédier aux maux de l'agriculture et la soulager de sa dette, tout en lui procurant du crédit, avaient eu la claire notion, exacte selon nous, que le crédit ne pourrait être dispensé à l'agriculture, que si celle-ci offrait aux prêteurs des gages à toute épreuve, à l'abri même des pertes et des intempéries auxquelles sont soumis trop souvent les gages mobiliers.

De là, l'organisation d'un crédit immobilier ou foncier, qui, peut-être moins que les deux autres sources de crédit déjà examinées, a rendu des services à l'agriculture et n'a nullement dégrevé la

propriété foncière, comme l'idée qui a présidé à sa formation lui en faisait un devoir.

C'est un point que nous examinerons plus loin avec plus de détails.

Nous voyons donc un seul crédit, le crédit agricole, se subdiviser en trois genres de crédit correspondant eux-mêmes à trois garanties différentes offertes par l'agriculteur : le *crédit agricole personnel* garanti par les qualités intellectuelles et morales de l'emprunteur ; le *crédit agricole réel mobilier*, gagé sur les objets mobiliers possédés par l'agriculteur ; le *crédit agricole réel immobilier ou foncier*, gagé sur les immeubles du propriétaire foncier.

Pris en lui-même, en particulier, chacun de ces principes, chacun de ces systèmes est imparfait, en tout cas insuffisant.

La perfection et l'idéal, selon nous, si toutefois la perfection peut être atteinte en ces matières difficiles, l'idéal serait de combiner, dans une heureuse harmonie, de former en un seul tout ces trois sources et ces trois formes différentes de crédit ; de les faire converger vers le principe de l'*unité de crédit* qui tiendrait compte à la fois et du crédit personnel, et du crédit réel mobilier, et du crédit réel immobilier, et d'organiser aussi l'*unité de système* par l'*institution de l'unité d'instrument de crédit* ; de fortifier, d'éclairer, d'expliquer, en un mot, par l'union et la fusion de ces trois principes, l'idée

et l'expression de crédit agricole, et d'arriver ainsi à fonder un organe unique, central, destiné à donner satisfaction à ces trois catégories de crédit.

C'est, à notre avis, la seule façon d'organiser méthodiquement, rationnellement, en même temps que d'une manière pratique et efficace, ce malheureux crédit agricole dont on parle toujours, mais qu'on ne voit jamais.

Ce n'est pas, du reste, une conception imaginée à plaisir pour ajouter une unité à la série, déjà si nombreuse des systèmes préconisés.

Notre conception est basée sur l'expérience des faits, sur les exemples que nous fournit l'étranger, sur l'évolution qui s'est produite, en particulier, en Allemagne dans les institutions créées pour pourvoir aux besoins de l'agriculture. C'est cette évolution et le terme auquel elle a abouti que nous allons étudier rapidement, en examinant particulièrement les lois des 31 juillet 1895 et 8 juin 1896 relatives à la création, en Prusse, d'une caisse centrale de crédit agricole.

Les banques de crédit hypothécaire, créées en Allemagne depuis le siècle dernier, avaient eu pour premier résultat de dégrever la propriété foncière des intérêts usuraires qu'elle payait, et de lui permettre de rembourser sa dette au moyen d'annuités nombreuses, et par conséquent, moins importan-

tes. Mais si les propriétaires cultivateurs trouvaient aisément de l'argent pour améliorer leurs propriétés, il n'en était pas de même des cultivateurs déshérités de la fortune immobilière qui, eux, ne trouvaient ni crédit, ni argent. Ce ne fut qu'en 1845, longtemps après la constitution des banques foncières, qu'un premier établissement fut fondé pour procurer quelque crédit aux cultivateurs non propriétaires.

Cet établissement s'appela la *Caisse d'épargne d'Herford*.

Il fut constitué sur le patron des banques d'Ecosse. Banque de dépôts d'abord, le produit de ces dépôts servait à alimenter ensuite les prêts directs aux cultivateurs. On prêtait aux propriétaires sur hypothèque moins de la moitié de la valeur de l'immeuble offert en garantie du prêt. Quant aux cultivateurs non propriétaires, on leur prêtait aussi sur de simples lettres de change ou sur des billets à ordre, mais à la condition que l'emprunteur serait cautionné solidairement par deux habitants reconnus solvables. C'était là une organisation rationnelle, sage, correcte, logique, qui devait réussir et qui réussit.

A notre avis, ce succès provenait de ce qu'on avait sagement et méthodiquement maintenu l'unité de crédit agricole. Le même établissement de crédit faisait et du crédit personnel et du crédit réel. On n'avait pas encore poussé la subtilité jusqu'à

faire une démarcation absolue, nettement tranchée, comme s'il existait une antinomie de principes, entre le crédit agricole personnel et le crédit agricole réel. On faisait du crédit tout court, sans examiner si ce crédit reposait sur une garantie personnelle ou sur une garantie réelle.

Le seul défaut de ces banques d'épargne était qu'elles n'avaient pas une ampleur suffisante pour répondre à tous les besoins de l'agriculture.

De cette insuffisance est née l'œuvre entreprise par Schulze-Delitzsch et par Raiffeisen.

Pour bien saisir la portée de la loi prussienne du 31 juillet 1895, il nous paraît utile d'examiner rapidement les traits essentiels de ces associations coopératives, du moins en ce qui concere *leurs ressources financières*, car c'est surtout ce point que nous avons l'intention d'envisager.

A. *Associations Schulze-Delitzsch*. — On sait que ces associations sont créées par des personnes ayant besoin de crédit en vue de se procurer, par des opérations de banque faites en commun, les ressources pécuniaires nécessaires à leurs membres.

Les ressources pécuniaires sont tirées d'une double source : 1° d'un fonds social ; 2° de dépôts de fonds par des tiers. Le fonds social lui-même comprend deux éléments : l'*avoir social*, constitué par les versements des associés, et le *fonds de réserve* alimenté par les versements effectués à titre de

droit d'entrée dans l'association, et par le prélèvement d'une partie des bénéfices nets, dans la mesure fixée chaque année par l'assemblée générale. Pour augmenter les ressources du fonds social qui par elles-mêmes sont insuffisantes, on a fait appel aux tiers.

Dans ce but, la caisse de la Société ouvre des comptes de dépôts d'épargne, reçoit des dépôts ordinaires, ouvre des comptes-courants et emprunte aux grandes banques. Grâce à ce système, on a pu se procurer des ressources considérables.

En 1894, il existait, par exemple, en Prusse, 1180 associations Schulze-Delitzsch, ayant procuré à leurs membres, pendant la même année, au moins *1400 millions de marks* à l'intérêt moyen de 5 o/o.

Comparez à ce chiffre les ressources offertes, en France, aux agriculteurs soit par les caisses rurales, soit même par les caisses régionales subventionnées par l'Etat, et vous conviendrez aisément que notre organisation actuelle est insuffisante, surtout au point de vue financier.

Mais, même en Allemagne, ces associations isolées ne se sont pas senties assez fortes, assez puissantes. Elles trouvaient leurs ressources pécuniaires insuffisantes.

Aussi se sont-elles groupées en *Fédérations régionales*. Et comme ce mouvement devait nécessairement avoir un terme logique, rationnel, à leur tour ces dernières se sont groupées en une *Fédéra-*

tion générale de Sociétés coopératives allemandes.

Enfin, poussant plus loin la logique et le principe de ces associations, stimulée par le souci de l'intérêt général de ses membres, la *Fédération générale* qui avait compris et appliqué, par sa formation même, le principe de l'unité, a vu qu'il était de son propre intérêt de réaliser de même *l'unité de l'instrument de crédit*, et au lieu de s'adresser à des particuliers ou aux grandes banques, elle a essayé de trouver son crédit auprès *d'une seule banque*.

De là, la création à Berlin, en 1864, de la banque coopérative. « *Sargel, Parrisius et C^{ie}* » au capital de 21 millions.

Son but est de servir de *Caisse centrale* aux associations de la fédération.

Voilà donc une première catégorie d'associations qui, isolées au début, manquant de ressources pécuniaires que leurs membres seuls ne pouvaient se procurer pour satisfaire aux besoins des cultivateurs, sont arrivées par une succession de faits empiriques, par l'expérience de tous les jours, à sentir le besoin d'un organe central, ayant par lui-même assez de puissance et de ressources financières pour répondre aux demandes de sa nombreuse clientèle.

L'évolution constatée ici se fera de même, pour des raisons identiques, pour les mêmes besoins, dans les autres catégories d'associations que nous allons passer en revue.

B) *Associations Raiffeisen*. — Leur but est de procurer à leurs membres le crédit mutuel coopératif, mais en s'inspirant de sentiments philanthropes et chrétiens. Elles *réalisent surtout le Crédit agricole*.

Le principe est la responsabilité illimitée de leurs membres à raison des obligations qu'ils contractent. Il y a ici *l'intuitus personæ* en ce qui concerne le recrutement des personnes.

Le capital d'exploitation consiste dans les dépôts d'épargne effectués à la Caisse par les associés ou par les tiers étrangers, dans les emprunts et dans les versements effectués par les associés pour leurs parts d'affaires ou actions.

De même que les Schulze-Delitzsch, les Raiffeisen se sont groupées en plusieurs fédérations. La *Fédération générale des associations coopératives rurales allemandes*, fondée à Neuwied, en 1877, par Raiffeisen lui-même comprenait en 1895 : 1563 associations.

En réalité, ces Fédérations d'Associations n'ont qu'un but : *former une banque centrale* et des offices de compensation entre les diverses caisses.

C. *Fédération générale des associations coopératives agricoles de l'Empire d'Allemagne*. — Cette Fédération générale a été fondée en 1883. Son principe est le même que celui des associations déjà étudiées, et en fait, cette Fédération se compose de Caisses appartenant aux deux systèmes que nous avons exposés.

Cette puissante Fédération générale comprend toutes les contrées de l'Allemagne. En juillet 1894, elle groupait 20 fédérations régionales et quelques associations indépendantes, soit ensemble : 1967 associations, dont 600 de crédit.

On voit donc, par ce qui précède, comment ces Fédérations régionales et ces Fédérations générales permettent la création des *établissements centraux* de crédit, destinés à fournir aux associations les fonds qui leur manquent, et à recevoir, d'autre part, à titre de dépôts productifs d'intérêts, l'excédent de leurs disponibilités. Tantôt ces établissements de crédit sont privés, tantôt ils sont liés et rattachés à des banques d'Etat.

Les uns sont constitués sous forme de sociétés par actions, les autres sont constitués en sociétés coopératives.

A cet édifice fortement charpenté par en bas et en son milieu, il manquait un faîte, c'est-à-dire une *Caisse centrale unique pour toutes les fédérations*, jouant à l'égard de celles-ci le même rôle que les diverses caisses centrales jouent à l'égard des associations particulières. Le législateur prussien a essayé de combler cette lacune.

En effet, souvent les caisses centrales, n'ayant pas toujours par elles-mêmes assez de fonds pour satisfaire aux demandes de crédit des associations étaient obligées d'emprunter à des banques, et ces emprunts se faisaient parfois à un taux élevé. A l'in-

verse, elles ne pouvaient bonifier qu'un faible intérêt aux excédents déposés entre leurs mains par les associations.

Il en résultait que les caisses centrales étaient dans l'impossibilité de fournir aux associations coopératives le crédit à bon marché.

En effet, une statistique dressée, en 1894, pour 994 associations du type Schulze-Delitzsch, établit que : 352 d'entre elles prenaient un intérêt de 5 o/o ; 493 un intérêt de 5 à 6 o/o ; 107 un intérêt de 6 à 7 o/o, et 29 un intérêt supérieur à 7 o/o.

Par la création d'une caisse centrale, le gouvernement espérait que le crédit pourrait être fourni à meilleur marché, et que, par suite, le développement de la coopération en recevrait une vive impulsion.

Avant le dépôt du projet de loi, le gouvernement prussien réunit une conférence sur l'opportunité de la loi, et la conférence, à l'unanimité, décida la création d'une *caisse centrale*. La Commission de la Chambre des députés adopta également le projet à l'unanimité, moins une voix.

La nécessité de cette caisse centrale se faisait surtout sentir dans les pays où la coopération de crédit n'était pas encore très développée, et dans les pays pauvres où les crédits demandés par l'agriculture sont à long terme.

Dans les contrées pauvres, pour avoir de l'argent, les sociétés coopératives devaient s'adresser aux banques privées, à la Société de commerce maritime, à

la Banque d'Empire ou aux particuliers, ce qui ne permettait pas de fournir le crédit à bon marché, et en outre, quand les remboursements se faisaient après les moissons, les sociétés ne trouvaient pas à en faire un emploi favorable.

La Caisse centrale a remédié à cet inconvénient par la compensation des fonds des associations des diverses régions, en versant dans les contrées pauvres l'excédent des pays riches. Ce système a amené un abaissement du taux des prêts consentis aux sociétés, et a facilité le développement de la coopération de crédit. Dès le vote de la loi, le Congrès de la Fédération du Dr Haas, tenu à Neustadt, adressait au ministre des finances de Prusse un télégramme de félicitations et de remerciements pour l'intelligent encouragement donné aux sociétés coopératives par la création de la *Caisse centrale d'Etat*.

OPÉRATIONS DE LA CAISSE CENTRALE

Elle a commencé de fonctionner le 1^{er} octobre 1895.

La caisse centrale de *Neuwied* elle-même y versa ses ressources disponibles jusqu'à concurrence de 1 million de marks. En quelques mois, l'établissement avait suscité la création d'environ 500 nouvelles associations coopératives agricoles. Le capital social primitif de 5 millions de marks fut con-

sidérablement augmenté grâce à des emprunts au trésor s'élevant à 8 1/2 millions m.

Aussi, pour éviter de recourir de nouveau à de pareils emprunts, le gouvernement prussien déposa, en 1896, un projet de loi qui devint la *Loi du 8 juin 1896*, par laquelle le capital de la fondation de la caisse centrale fut porté à 20 millions de marks.

En 1898, une loi a porté ce capital à 50 millions de marks.

DISPOSITIONS PRINCIPALES DE LA LOI DU 31 JUILLET 1895

Art. 1^{er}. — En vue de favoriser le développement du crédit personnel, et spécialement du crédit personnel coopératif, il est créé, sous le nom de « *Caisse prussienne centrale de la coopération* », un établissement dont le siège est à Berlin. Cet établissement jouit de la personnalité civile; *il est soumis à la surveillance et à la direction de l'Etat.*

Opérations.

Art. 2. — Cet établissement est autorisé à faire les opérations suivantes :

1^o Consentir des prêts à intérêt :

a) Aux unions et aux caisses de fédérations de sociétés coopératives enregistrées (Loi d'Empire du

1^{er} mai 1889) qui peuvent agir ou être poursuivies en justice sous leur nom.

b) Aux caisses provinciales de prêts pratiquant le crédit personnel.

c) Aux établissements similaires créés par les provinces (associations communales).

2° Recevoir des unions des fonds en compte-courant.

3° Recevoir des tiers des fonds en comptes de dépôts et en comptes de chèques.

4° *Recevoir des dépôts d'épargne.*

5° Faire fructifier les fonds de sa caisse en opérations de change, de *prêts sur gage*, et en effets publics.

6° Vendre et accepter des lettres de change.

7° Contracter des emprunts.

8° Acheter et vendre des effets publics pour le compte des unions, etc...

Subventions.

Art. 3. — L'Etat consent à la caisse centrale, pour la durée de son existence, comme capital de fondation, une somme de 5 millions de marks en obligations de la dette 3 o/o, d'après leur valeur nominale.

(La loi du 8 juin 1896 a porté ce capital à 20 millions, et une loi de 1898 à 50 millions de marks).

Art. 4. — Le ministre des finances est autorisé à

émettre ces obligations. Il détermine à quelles conditions cette avance pourra être dénoncée.

Art. 5. — Est réservée aux unions, etc... mentionnées à l'art. 2, la faculté de participer également aux opérations de la caisse en y déposant leur avoir, conformément aux prescriptions qui seront édictées par l'autorité de surveillance.

Partage des bénéfices.

Art. 6. — Sur les bénéfices nets réalisés à la fin de l'année par la caisse centrale :

1^o La moitié est en premier lieu employée à la formation d'un fonds de réserve ; sur l'autre moitié est prélevé l'intérêt, pouvant aller jusqu'à 3 o/o, à servir aux capitaux engagés ; l'excédent, s'il en reste, devra être attribué au fonds de réserve.

Art. 7. — L'autorité de surveillance définit les attributions du comité de direction, édicte les instructions de service pour les employés de la Caisse nationale et ordonne les modifications nécessaires.

Administration.

Art. 8. — La caisse centrale est administrée et représentée par un comité de direction. Le comité de direction se compose d'un directeur et du nombre requis de membres ; il prend des résolutions à la majorité des voix, mais dans son administration,

il doit toujours se conformer aux prescriptions et instructions de l'autorité de surveillance.

Le directeur et les membres du comité sont nommés à vie par le roi sur la proposition du ministre d'Etat, et au cas où ils seraient chargés de fonctions provisoires, ils y seraient nommés par l'autorité de surveillance.

Art. 9. — Les employés de la caisse centrale ont les droits et sont soumis aux obligations des employés directs de l'Etat.

Art. 10. — Les comptes de la caisse centrale doivent être soumis au contrôle de la Cour des comptes.

Art. 11. — La caisse centrale se trouvera obligée dans tous les cas par la signature du comité de direction.

Art. 12. — Une commission composée de personnes compétentes sera créée pour donner son avis sur les affaires de la caisse centrale.

Art. 13. — Connaissance de la situation générale des affaires doit être donnée à la commission qui a, de son côté, le droit de présenter des propositions sur les mesures proposées. Spécialement son avis devra être pris sur :

1^o Les règles à suivre pour fournir le crédit, notamment pour la fixation du taux de l'intérêt, les délais de crédit et les sûretés à fournir ;

2^o Les règles relatives aux dépôts d'épargne ;

3^o Le bilan et le calcul des bénéfices.

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE LA CAISSE CENTRALE

Les six premiers mois elle a prêté 141 millions de marks.

Le deuxième semestre, ces prêts s'élevaient à 328 millions de marks.

De janvier à avril 1897 ils atteignaient 371 millions de marks.

Enfin pour toute l'année 1897 ils se sont élevés à 1 milliard de marks.

Les prêts ont été consentis à un taux variant de 2 1/2 à 3 o/o, et les remboursements se sont effectués avec la plus grande facilité.

TABLEAU

représentant la symétrie de construction et d'organisation des organes de Crédit agricole en Allemagne et en France.

ALLEMAGNE

FRANCE

- | | |
|--|---|
| <p>I. <i>Caisses locales et rurales</i> : Associations coopératives Schulze-Delitzsch ou Raiffeisen. Associations agricoles de l'Empire d'Allemagne.</p> | <p>I. <i>Caisses locales et rurales</i> : Syndicats agricoles (Lois 21 mars 1884, 5 novembre 1894).</p> |
| <p>II. <i>Caisses centrales régionales</i> ou fédérations régionales d'associations coopératives.</p> | <p>II. <i>Banques régionales</i> de Crédit agricole (Loi 31 mars 1899).</p> |
| <p>III. <i>Banque centrale</i> ou fédération générale des associations coopératives de Crédit agricole (Lois 31 juillet 1895, 8 juin 1896).</p> | <p>III. <i>Banque centrale</i>
A CRÉER
Analogies d'organisation avec l'institution du Crédit foncier de France.</p> |

TROISIÈME PARTIE

**Le crédit agricole assuré par en haut.
La Banque centrale.
La Banque de France et le crédit agricole.**

CHAPITRE PREMIER

§ 1. — *La Banque centrale.*

Nous venons de voir, par l'exemple de l'Allemagne, à quel terme définitif doivent aboutir les diverses étapes parcourues par les institutions de crédit agricole.

La conclusion et l'évolution nécessaire, indispensable, de toutes ces institutions réside dans la création et l'organisation d'un grand établissement de crédit qui disposera de ressources propres, et fera des opérations financières avec les agriculteurs par l'intermédiaire des institutions se trouvant à sa base : syndicats, caisses rurales, banques régionales. Il saura adapter à chaque opération agricole

le procédé de crédit le plus compatible avec ses exigences.

Nous reconnaissons combien sont nombreux et irréductibles les adversaires du système d'une banque centrale. Mais leur intransigeance ne peut être légitime, à notre avis, que si les organisations qu'ils opposent à la banque centrale ont réellement rendu les services qu'ils en attendaient. Ces services sont-ils tels qu'on pouvait les espérer ? Ces organismes ont-ils répondu aux besoins qu'ils étaient destinés à satisfaire ?

Nous croyons avoir démontré leur imperfection, leur insuffisance, et prouvé par là même combien peu justifiée serait l'opposition de tous ceux qui, jusqu'à ce jour, ont repoussé l'institution d'un organisme central, permettant de réaliser l'unité de crédit par l'unité d'instrument.

Pour ces adversaires, tout le crédit agricole est contenu dans la loi du 5 novembre 1894 qui organise le crédit personnel et mutuel au moyen de syndicats.

D'un côté, il nous semble absolument contradictoire de ne demander qu'à l'agriculture elle-même le capital qui devra être prêté aux agriculteurs. On reconnaît la pénurie des exploitants du sol, et c'est à eux que l'on demande des ressources pour instituer notre crédit.

D'un autre côté, cette loi de 1894 constitue si peu *tout le crédit agricole*, que son rapporteur, M. Labi-

che, était obligé de reconnaître, devant le Sénat, que si les dispositions de ce projet devaient faciliter, comme on l'espérait, le crédit d'un certain nombre d'agriculteurs, il était excessif de paraître affirmer que ces dispositions suffisent à elles seules pour constituer la véritable organisation du crédit. Si cette loi suffisait à organiser effectivement le crédit, on pourrait l'opposer à tout projet ayant un objet analogue.

Or, cette loi n'a pas suffi, nous l'avons vu. Au crédit personnel s'effectuant par l'intermédiaire des syndicats, le législateur a dû superposer le principe du crédit réel, du crédit sur gage, et comme ces deux modes de crédit ne sont pas encore suffisants pour englober toute la sphère des opérations agricoles, on doit encore avoir recours au crédit immobilier ou hypothécaire. De même la loi de 1899 sur les banques régionales ne nous semble encore qu'une espérance bien vague, bien incertaine. Les banques régionales n'auront un effet utile que lorsqu'elles seront reliées, solidarisées entre elles. Et cette union nous semble nécessaire, indispensable, parce que, si une région agricole déterminée est frappée d'un sinistre, gelée ou grêle qui détruise ou endommage gravement la récolte spéciale de cette région, la banque régionale subira un tel assaut qu'elle ne pourra résister qu'en s'appuyant sur une autre banque régionale.

Et bientôt s'imposera la nécessité de compléter

ce système de banques régionales par une organisation centrale du crédit, comme déjà s'est imposée la nécessité de superposer aux mutualités agricoles les banques régionales.

Comment, d'autre part, avec un maigre pécule de 60 millions peut-on prétendre suffire à satisfaire à tous les besoins de l'agriculture qui exige annuellement des centaines de millions ! Il faut donc s'incliner devant l'éloquence des chiffres et des faits, et se résigner à l'adoption d'un système que la plupart de ses adversaires considèrent comme un danger social.

Une de leurs principales objections contre la banque centrale, la seule valable selon nous, consiste à dire qu'une grande banque sera toujours trop loin de la matière du crédit lui-même, de ces petits cultivateurs auxquels il faut venir en aide.

Mais cette objection tombe aussi. Les syndicats agricoles à la base, les sociétés rurales, les banques régionales déjà existantes, celles qui pourront se créer dans la suite seront en rapports constants, directs, quotidiens avec les cultivateurs les plus modestes. La création d'une banque centrale, l'institution d'un organisme central de crédit n'implique nullement, suivant notre système, la disparition de ces organismes locaux qui, tout au contraire, doivent devenir la base et le pivot de notre organisation du crédit agricole. Nous l'avons déjà dit, il ne peut pas y avoir, et il n'y a pas contradiction entre

l'institution d'un organisme central et le développement des groupes locaux. Ce que nous méconnaissons à ces organes locaux, c'est une fonction suffisante de crédit.

Leurs ressources sont nulles, et en tout cas trop modestes pour pourvoir aux besoins multiples et toujours croissants des agriculteurs.

Les ressources financières, l'argent, le véritable crédit en un mot, il faudra bien aller le chercher là où il se trouve, dans un organe central, dans une banque fonctionnant, non plus seulement avec la subvention de l'Etat, mais avec toutes les ressources qu'il pourra puiser dans tout le pays, dans les campagnes mêmes, pour déverser ensuite le flot bienfaisant de ces épargnes dans les mêmes campagnes par l'intermédiaire des organes locaux.

Le principe de l'unité nous semble bien supérieur et beaucoup plus avantageux que le principe de la multiplicité des banques, pour assurer la fonction du crédit à bon marché. Les bienfaits et les avantages du principe de l'unité sont si évidents que tous les organismes créés en France pour développer le crédit, et pour aider aux améliorations agricoles et dégrever la dette foncière s'y sont ralliés, témoin : la Banque de France et le Crédit foncier.

Admettre la multiplicité des banques avec leur indépendance propre, les laisser sans direction, sans contrôle, c'est les exposer aux erreurs, aux entraînements, à l'inexpérience fatale qui perdent

si souvent les entreprises nouvelles les mieux conçues. C'est ce que nous craignons pour les banques régionales récemment organisées.

N'est-il pas permis de craindre que, dans une région déterminée, la banque créée ne vienne à périr, si elle est abandonnée à ses seules ressources, à ses propres inspirations, notamment si elle a le malheur de laisser introduire dans son sein le germe de rivalités et de discordes politiques ?

La banque centrale, surtout si elle existe déjà avec ses traditions, son organisation propre, ses habitudes d'ordre et de régularité dans les opérations, offrira certainement plus de sécurité aux capitalistes, inspirera plus de confiance aux emprunteurs, et les invitera à s'adresser à un organisme spécialement prévu et adapté exclusivement aux prêts à faire aux agriculteurs.

Supposez, en outre, que les banques régionales soient autorisées, comme la loi le prévoit, à faire des émissions de bons. Ces titres pourront-ils circuler d'un bout de la France à l'autre, auront-ils chance d'être adoptés, si, avant de les accepter, on est obligé de s'enquérir du crédit particulier, du bon fonctionnement de la banque dont ils émanent ? Avec la banque centrale, ces dangers disparaissent.

Le porteur du bon n'aura point à rechercher de quelle banque il provient ; le type et la garantie seront uniformes, il circulera et sera accepté facilement par tous.

C'est là, du reste, le côté financier de la question que nous examinerons plus loin.

Avec la multiplicité des banques, il est à craindre qu'elles ne végètent toutes tristement, tandis que si, au-dessus d'elles, vient se superposer une institution centralisée, vaste, sérieuse, dotée d'administrateurs compétents, cette organisation permettra d'offrir facilement à l'agriculture les capitaux dont elle a besoin.

Pour parfaire cette organisation, les banques régionales devraient fonctionner sous le contrôle de la banque centrale, mais avec des administrateurs distincts et sous certaines conditions différentes. Grâce à cette combinaison, l'institution cumulera les avantages de la centralisation, se pliera à toutes les variétés de besoins et d'habitudes de nos diverses contrées, et les opérations de crédit, préparées sur la localité par le syndicat ou la caisse rurale, contrôlées au centre par la banque régionale, exécutées au sommet par la banque centrale, présenteront une triple garantie qui devra inspirer au public une juste confiance dans la régularité et la sécurité des opérations effectuées. Ajoutez au système la surveillance de l'Etat s'exerçant par la nomination du gouverneur ou directeur, cette attache gouvernementale ne pourra qu'accroître le crédit de toute l'institution.

Faut-il s'effrayer, comme le font certains esprits, et repousser, par conséquent, toute intervention de

l'Etat ? Ce serait, nous semble-t-il, avouer que l'Etat doit se désintéresser de la question du crédit agricole et laisser sans sanction, sans efficacité les efforts déjà tentés par l'initiative privée. *Aide-toi : l'Etat t'aidera.* Parfaitement. Mais jusqu'à ce jour, les cultivateurs ont tiré tout secours, toute aide d'eux-mêmes et de leur initiative privée ; il serait grand temps que l'Etat appliquât la seconde partie de la formule et vînt donner une aide efficace et prompte aux efforts des agriculteurs.

Pourquoi s'effraierait-on de l'intervention de l'Etat ? Certains établissements financiers, tels que la Banque de France et le Crédit foncier ne doivent-ils pas à cette haute investiture une partie de leur crédit et de leur extraordinaire développement ? Et serait-il juste de critiquer, sur ce point, notre système, puisqu'il consiste à confier au Crédit foncier le rôle de banque centrale de crédit agricole ! D'autre part, peut-on nier que nos entreprises de transport et de circulation ne vivent qu'au moyen d'une garantie d'intérêts ! Or, si ces entreprises sont nécessaires à la richesse publique, il nous semble aussi légitime et aussi utile à l'intérêt public de venir en aide à notre production agricole au moyen d'une subvention de l'Etat.

Nous voyons encore d'autres avantages à la création d'une banque centrale.

Grâce aux caisses locales et régionales, elle évite le reproche le plus justifié qu'on lui avait adressé

jusqu'à ce jour : celui de ne pouvoir pénétrer dans toutes les agglomérations agricoles. Elle deviendra fatalement l'instrument de compensation entre toutes ces caisses locales. Si les demandes de capitaux ou de crédit se multiplient à la suite de mauvaises récoltes ou d'accidents atmosphériques, la banque centrale sera seule en mesure, par les immenses ressources déposées dans ses caisses, de remédier à ces accidents, et de fournir à temps les avances qui permettront de réparer rapidement les maux survenus, et d'attendre des temps meilleurs. Mais nous désirerions, au préalable, voir l'institution d'assurances agricoles, qui, à la base du crédit agricole, donneraient un plus grand essor et une plus grande sécurité aux opérations faites par les divers organes de crédit.

Il n'est donc pas téméraire de conclure qu'une banque centrale est indispensable, nécessaire pour parfaire l'œuvre ébauchée du législateur.

Loin de nuire au principe bienfaisant de la mutualité, notre banque en ferait la base même de ses opérations de crédit.

Et de même qu'en Allemagne, depuis la création d'une banque centrale, on constate une progression continue des sociétés coopératives de crédit, de même, en France, l'institution d'un organe analogue donnerait un puissant essor à la propagation des sociétés locales, qui, jusqu'à ce jour, ont périclité, faute précisément d'un crédit suffisant et

d'une direction supérieure pour diriger vers un but commun les efforts isolés. La banque centrale aura pour mission de contrôler et de diriger l'ensemble des organes régionaux et locaux de crédit agricole ; elle les stimulera, les favorisera, leur viendra en aide dans les périodes de début toujours incertaines et hésitantes.

Le plus grand obstacle à l'extension de ces banques locales réside dans la difficulté immense qu'elles éprouvent à réunir le capital de fondation.

La banque centrale sera toute désignée pour leur offrir, à un taux très modique, les sommes dont elles auront besoin.

Sans les organes régionaux et locaux, la banque centrale ne peut rien, n'aboutit à rien.

Sans la banque centrale, ces organes locaux végètent, s'anémient et disparaissent.

Il est donc nécessaire de coordonner entre eux ces deux organismes. La banque centrale sera le grand réservoir des capitaux où viendront puiser les organes locaux ; les sociétés régionales et locales, à leur tour, seront les répartiteurs avisés et prudents du crédit dans les populations rurales. Les deux organismes se compléteront l'un par l'autre, et leur intime union, leur combinaison permettra de donner enfin aux agriculteurs, de façon prompt et efficace, le crédit qu'ils réclament depuis si longtemps.

Le tout n'est pas seulement de constituer cette

banque centrale. Il faut lui assurer des ressources et lui donner une impulsion assez forte pour favoriser ses débuts. Il faut surtout lui donner un secours suffisant pour parer aux dangers et aux vicissitudes de l'industrie agricole, tant que les assurances agricoles ne seront pas créées.

Les deux règles essentielles sur lesquelles repose tout système de crédit agricole sont : 1^o un taux réduit correspondant aux bénéfices de la culture ; 2^o un terme correspondant aux lois naturelles de la production.

D'un côté, l'agriculture a besoin d'un délai de quelques mois pour récolter le produit de son travail et pour en réaliser le prix, d'un autre côté, ses bénéfices normaux sont très modestes, comparés surtout à ceux du commerce et de l'industrie.

Il s'ensuit que, pour qu'une banque agricole, quelque soit son principe, sa forme, son organisation, puisse fonctionner utilement, il faut la *doter d'une subvention*. Sans cette subvention, il ne serait pas possible d'arriver à prêter de l'argent à l'agriculture à des taux moindres de 6 ou 7 o/o, ce qui est un crédit ruineux. La subvention nous semble donc nécessaire, indispensable.

Cette nécessité, le législateur l'a si bien comprise, qu'il a réservé l'avance de 40 millions consentie par la Banque de France et la subvention annuelle, qui se montent aujourd'hui à environ 60 millions, aux banques régionales créées par la loi de 1899.

Mais, même stimulées par cette subvention, ces banques ont la plus grande difficulté à se créer ; nous en avons donné un exemple frappant. Il nous est même permis de douter, après les maigres résultats obtenus, au bout de deux ans d'existence de la loi, que la subvention de l'Etat portée au quadruple du montant du capital de fondation de ces sociétés, puisse suffire pour permettre à ces banques de fonctionner utilement. La pluie de la subvention totale s'éparpillera dans toute la France, en minces et fines gouttelettes, sans que de cette légère rosée puisse résulter la brillante récolte que le législateur espère.

Il n'est, selon nous, qu'un seul moyen de tirer profit et avantage pour l'agriculture de cette subvention. C'est de la confier à une banque centrale pour parer aux pertes possibles des opérations agricoles, et pour couvrir la différence entre l'intérêt payé aux capitalistes et le produit net de l'agriculture. Telle quelle sera répartie d'après les dispositions de la loi, elle servira, tout au plus, à susciter la création de quelques caisses, sans qu'un seul centime soit employé efficacement pour des améliorations agricoles. De plus, ces subventions aux caisses régionales ne sont, dans l'esprit de la loi, que des avances remboursables. Mais peut-on croire sérieusement que ces avances seront remboursées ? Tout ce qui provient de l'Etat a une tendance à être considéré comme un don gratuit, et il est iné-

visible que l'Etat sera sollicité à bref délai de compléter sa générosité, sa libéralité par l'oubli de la dette que les caisses auront contractée envers lui.

Versée entre les mains de la banque centrale, la subvention ne nous semble plus courrir les mêmes risques.

Dans notre pensée, elle devra notamment servir à combler les insuffisances de recettes ou les pertes résultant d'améliorations agricoles réellement effectuées. En outre, l'administration de la banque n'aura plus les mêmes scrupules que l'Etat pour réclamer le remboursement d'avances qu'elle aura pu faire aux banques régionales ou locales.

Ces remboursements pourraient, dans la suite, servir à constituer une caisse d'assurances agricoles qui augmenterait, dans de larges proportions, la sécurité des opérations de crédit agricole. Car les banques et les sociétés de crédit agricole peuvent devenir un danger pour les cultivateurs, si elles ne sont fortifiées et garanties à la base par l'assurance agricole ; celle-ci seule leur fournira le moyen de rembourser l'argent emprunté ; elle incitera aussi les capitaux à se diriger vers la propriété rurale, où ils seront certains de trouver un placement de tout repos par la constitution d'un gage sérieux.

§ 2. — *Les projets Pelletan, Jaurès.*

La création d'une banque centrale de crédit agricole a déjà fait l'objet de plusieurs projets de loi. Notre intention n'est pas de les passer en revue, d'autant plus que certains d'entre eux n'ont pu être, dans l'esprit de leurs auteurs, que des conceptions imaginaires adaptées à certaines fins politiques. Notre volonté bien formelle est de faire abstraction de toute tendance politique ; nous soutenons un système, parce qu'il nous semble se dégager scientifiquement et rationnellement de principes économiques, et parce que l'expérience de tous les jours, et l'exemple de l'étranger nous permettent d'induire que ce système peut être le plus utile, le plus efficace, le plus pratique et le plus approprié aux besoins de l'agriculture.

Voilà pourquoi nous sommes partisan déterminé d'une banque centrale, et pourquoi nous avons plaisir à reconnaître ce que contenaient d'utile et de pratique certaines parties des projets déjà présentés.

Projet Pelletan. — M. Pelletan, comme contrepartie du privilège de la Banque de France, proposait de créer une institution centrale de crédit agricole, au moyen d'une subvention de 500 millions fournie par notre grand établissement de crédit. L'auteur de cette proposition nous semblait, du

moins, avoir une conception exacte et une prévision raisonnée des besoins énormes de l'agriculture. Il avait le rare mérite d'adapter les ressources aux besoins.

A quels résultats peut-on aboutir avec le maigre pécule de 60 millions mis à la portée des banques régionales ! C'est dix fois cette somme qui serait nécessaire pour retirer un effet utile et immédiat des lois déjà votées.

Projet Jaurès. — La discussion du renouvellement du privilège de la Banque de France parut aussi à M. Jaurès une occasion naturelle pour l'institution du crédit agricole, depuis si longtemps promis aux cultivateurs. Sous forme d'amendement, il présenta un projet ainsi conçu :

« Il est créé une banque centrale de crédit agricole. Elle sera administrée par moitié par des représentants de l'Etat et par des délégués des conseils agricoles, mentionnés plus bas.

« Cette banque escomptera le papier des cultivateurs à échéance de trois mois.

« De plus, elle fera aux cultivateurs des prêts d'une durée variable selon la nature des opérations agricoles, sans que toutefois ces prêts puissent s'étendre à plus de 10 ans.

« Les sommes ainsi prêtées devront être exclusivement affectées à des travaux d'aménagement et d'améliorations agricoles, tels que drainages, défoncements, labours profonds, irrigations,

« plantations de vignes, boisements, achat de bétail,
« amélioration de l'outillage, fumures, etc....

« Ils seront accordés après avis d'un conseil agri-
« cole cantonal, élu au suffrage universel des cul-
« tivateurs, et formé de dix délégués.

« Ces prêts seront consentis à un intérêt de
« 2 o/o.

« Cet intérêt sera abaissé à 1 1/2 o/o pour les syn-
« dicats de cultivateurs formés en vue de travaux
« collectifs d'améliorations agricoles.

« Ils seront gagés par privilège sur les récoltes et
« biens meubles du cultivateur, ce privilège ayant
« droit de priorité, en ce qui touche les métayers et
« fermiers, sur le privilège du propriétaire.

« Pour faire face à ses opérations, la banque
« centrale de crédit agricole recevra :

« 1^o Les 50 millions d'avances prévues par la pré-
« sente loi ;

« 2^o Une avance en billets de banque de 500 mil-
« lions à 1 o/o d'intérêt.

« En outre, la banque centrale de crédit agricole
« sera autorisée à émettre des obligations.

« La différence entre l'intérêt servi par la banque
« pour ces obligations et l'intérêt de 2 o/o exigé
« par elle des cultivateurs sera couverte, s'il est
« nécessaire, par une subvention de l'Etat ».

Le principe de la proposition de M. Jaurès était donc l'institution d'une banque centrale de crédit, dotée de ressources considérables, pour lui per-

mettre de faire, dans l'intérêt du progrès et de la production agricole, des opérations étendues.

Cette proposition nous paraît juste dans son principe, et exacte en ce qui concerne les opérations de crédit agricole et le chiffre de ressources qu'il leur faut adapter.

On ne doit pas oublier, en effet, que, pour nous, la définition du crédit agricole est des plus larges. Elle englobe *toutes les opérations agricoles*, qu'elles soient à court terme ou à long terme, qu'elles reposent sur des garanties personnelles ou réelles.

Or, le projet de M. Jaurès comprend précisément dans le crédit agricole les opérations des cultivateurs à court terme, et aussi les opérations à long terme; les opérations agricoles produisant un effet presque immédiat comme les fumures et les améliorations de l'outillage, comme aussi les opérations à résultats plus lointains, comme les plantations de vignes et les boisements.

D'un autre côté, M. Jaurès a la notion précise des besoins énormes et croissants de l'agriculture, et il essaie de trouver des ressources équivalentes à ces besoins. C'est, en effet, par centaines de millions qu'il faut annuellement du crédit à l'agriculture.

Mais M. Jaurès ne nous semble pas aussi heureux dans la recherche des voies et moyens financiers pour la réussite de son projet.

Nous admettons volontiers et nous demandons

avec lui, pour faire face aux opérations de la banque centrale de crédit agricole, la subvention de 50 millions augmentée de la redevance annuelle fournie par la Banque de France.

Nous admettons et nous demandons aussi l'émission, par la banque centrale, d'obligations garanties par un privilège.

Mais nous repoussons formellement l'avance de 500 millions en billets de banque, ce qui aurait pour effet de porter atteinte à la nature même du billet de banque.

Nous examinerons plus loin pour quelles raisons économiques et financières il nous semble y avoir incompatibilité absolue entre les opérations d'une banque d'émission et les opérations qui ont pour objets les prêts à l'agriculture, et notamment les prêts hypothécaires.

Mais, dès maintenant, il nous paraît indispensable de poser en principe, que le billet de banque ne possède tout le crédit qu'il doit avoir, qu'à la condition d'être rapidement convertible en espèces métalliques et sonnantes. Toute opération qui altère, dans une mesure quelconque, ce caractère principal, primordial du billet de banque a pour effet de le transformer ; il n'est plus un billet de banque, mais une sorte de papier-monnaie. Or, les opérations agricoles nous semblent précisément de nature à altérer le caractère du billet de banque, en rendant difficile ou plus longue sa convertibilité en espèces.

Nous verrons aussi plus loin à quelles difficultés se heurtera l'émission des bons agricoles prévue par la loi de 1899, et quels graves dangers on fait courir au crédit public, en méconnaissant les principes de la science financière, et en voulant ressusciter un système que l'expérience des désastres passés a condamné à diverses reprises.

Mais, dès maintenant, confier à la Banque de France le crédit agricole, faire servir le billet de banque à des opérations agricoles nous semble contradictoire. Le papier agricole n'a pas et ne peut avoir le même caractère que le papier commercial. Sa solvabilité peut parfois être égale à celle du papier commercial, mais il n'a pas la même rapidité dans l'accomplissement des opérations que comporte le paiement de ce dernier papier. Il en résulte alors un danger pour une banque dont la situation, si elle veut être dans des conditions saines et normales, doit être telle qu'elle puisse, tous les jours, rembourser en espèces les billets qu'elle a émis.

Nous estimons, pour notre part, que l'on a trop négligé jusqu'à ce jour les principes financiers sur lesquels doit reposer tout système de crédit agricole. C'est pour les avoir méconnus ou imparfaitement appliqués, qu'on a construit toute une série de systèmes dont la base était défectueuse, parce qu'ils ne tenaient pas compte du rôle essentiel que doivent remplir certains établissements auxquels ils

demandaient d'accomplir la fonction de crédit agricole.

L'importance des développements qui vont suivre est donc assez justifiée, pour qu'on ne nous fasse pas un grief de leur avoir donné une portée trop considérable.

CHAPITRE II

La Banque de France et le crédit agricole. — Le projet Leveillé.
— Danger de l'émission des bons des caisses régionales.

En matière de crédit agricole, la question des garanties est primordiale, la question d'argent est secondaire. Néanmoins, il importe au plus haut point de savoir à quelles sources doit s'alimenter le crédit agricole.

Il ne suffit pas, en effet, d'organiser des garanties, des sûretés pour faciliter les prêts aux agriculteurs ; on n'aura créé qu'un fantôme de crédit agricole, tant que les organismes déjà créés ne sauront où prendre l'argent pour le procurer aux cultivateurs.

Lors de la discussion du projet de loi sur le renouvellement du privilège de la Banque de France, divers projets ont été émis pour rattacher les opérations de crédit agricole à la Banque de France, et pour faire de ce grand et prospère établissement le réservoir où viendraient puiser les agriculteurs.

Ce système a été repoussé à juste raison, selon nous, et nous allons essayer de montrer que la Banque de France ne peut, sans altérer son propre caractère, et sans grave danger pour elle, devenir l'organe du crédit agricole.

Evidemment, il ne saurait s'agir ici de la faculté que possède la Banque de France d'escompter les lettres de change et autres effets de commerce à ordre qui lui sont présentés par les syndicats agricoles ou autres notoirement solvables.

Cette faculté établie par la loi de 1894 et confirmée dans les statuts de la Banque par loi de 1897 ne concerne nullement l'organisation pratique du crédit agricole.

La question est de savoir s'il est possible à la Banque de France de faire le crédit à long terme et le crédit à court terme qui peut demander l'agriculture.

Pour le crédit à long terme, il est à penser que personne ne consentirait à transformer d'une façon quelconque la Banque en une banque hypothécaire prêtant à long terme, immobilisant ses ressources, s'exposant à des embarras.

C'est un point que nous étudierons en détail en examinant la question d'émission des bons agricoles prévue par la loi de 1899.

Quant au crédit à court terme, la Banque escompte actuellement les effets des agriculteurs dans les limites mêmes où elle escompte le papier des autres

producteurs et négociants. La qualité d'agriculteur n'est nullement un empêchement à l'escompte d'un billet à trois mois et portant trois signatures.

La Banque peut-elle aller plus loin, et consentir à allonger le terme de trois mois et à ne plus exiger qu'une ou deux signatures au lieu de deux ?

La Banque, en un mot, peut-elle faire des avantages spéciaux à l'agriculture, sans les accorder à d'autres branches de l'activité économique, comme par exemple au commerce d'exploitation, aux syndicats ouvriers, etc., dont les opérations ne s'enferment pas plus que celles des agriculteurs dans un court délai ? Nous ne le pensons pas. Avec le crédit organisé spécialement pour l'agriculture, la Banque se heurtera toujours à ces deux difficultés :

1^o Prolongation des échéances ; 2^o papier à une ou à deux signatures.

Or, ces deux mesures pourraient porter au crédit de la Banque un coup fatal, et d'autre part, il serait impossible de favoriser une catégorie de citoyens, les agriculteurs, sans accorder les mêmes avantages à ceux qui en seraient privés. En outre, comment éviter la fraude et empêcher que pour profiter de ces facultés spéciales, on ne donne à un papier quelconque l'apparence d'un papier agricole ?

Il est encore d'autres considérations aussi importantes, mais d'ordre plus général, plus scientifique, plus financier, qui s'opposent, selon nous, à l'or-

ganisation du crédit agricole par la Banque en particulier.

C'est qu'une banque d'émission doit avoir toujours ses fonds disponibles, et elle doit se faire une loi de ne posséder dans son portefeuille que des effets d'un remboursement certain et à courte échéance.

Ces considérations seront examinées plus loin.

Projet Leveillé. — Pour parer au danger de l'immobilisation d'une somme énorme de billets de banque gagés sur des échéances trop longues, M. Leveillé présenta, en 1897, sous forme d'amendement, un projet de création de banque centrale agricole, organisée, non plus directement, mais avec le concours de la Banque de France. M. Leveillé s'inspirait des banques coloniales, organisées par la loi du 11 juillet 1851, et qui ont rendu d'immenses services aux planteurs.

Ces banques coloniales font des avances sur obligations garanties par des warrants ou des récépissés de marchandises. Elles font l'escompte des billets à ordre à deux signatures et à 120 jours. De sorte que, chose bizarre, le crédit est organisé dans nos colonies, tandis que l'agriculteur français qui a toute la charge du domaine colonial attend encore le système qui doit lui procurer les bienfaits du crédit.

Ces banques font donc le prêt sur récoltes engrangées et même sur récoltes futures.

Grâce à elles, l'agriculture coloniale a pu refaire son outillage et maintenir sa production. La dette hypothécaire de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique, qui s'élevait à 230 millions a été réduite dans de très notables proportions. Si ces colonies ont pu ainsi éteindre leur dette dans un intervalle relativement court, c'est grâce surtout aux conditions procurées au crédit par ces banques.

Nous sommes donc intimement convaincu des avantages considérables qui résulteraient, pour l'agriculture française, de l'extension du crédit réel et de la modification de la loi de 1898, en vue de faire rentrer dans les dispositions de cette loi tout le gage mobilier des cultivateurs.

Mais l'organisation des banques coloniales nous semble contenir une grave lacune et de grands dangers. Ces banques ne disposent, comme moyens financiers, que de ressources à vue. Il n'y a pas, ainsi que le dit excellemment M. Leveillé, entre les ressources et l'emploi des fonds, le parallélisme nécessaire et quant aux chiffres des sommes empruntées, et quant à la durée des opérations actives puis passives.

Or, c'est là une loi primordiale de toute banque, et voilà pourquoi il nous semble difficile et dangereux d'introduire en France le système financier de nos banques coloniales.

L'amendement proposé par M. Leveillé était ainsi conçu :

« Indépendamment des charges qui lui sont im-
 « posées par les articles 3 et 7 de la présente loi,
 « la Banque de France sera tenue, si le Gouverne-
 « ment le requiert, de former, au moyen de l'affec-
 « tation d'une partie de ses réserves, et jusqu'à
 « concurrence de 60 millions de francs, le capital-
 « actions d'une banque agricole centrale.

« Cette banque agricole ne pourra émettre de
 « billets de banque.

« Dans les six mois de la promulgation de la
 « présente loi, la banque agricole devra soumettre
 « ses statuts aux Chambres qui les régleront dans
 « l'année de cette même promulgation ».

Le projet de M. Leveillé, très ingénieux et très savamment construit, contenait une notion très juste des nécessités du crédit agricole, et cherchait très habilement à tirer parti d'un organisme déjà existant pour la fondation de crédit.

Il reconnaissait que le billet de banque ne pouvait pas alimenter des placements agricoles à termes trop longs.

La banque agricole devait être *absolument distincte* de la Banque de France, mais celle-ci devait fournir un concours sérieux et actif pour la fondation de la banque agricole.

Voici quels étaient les traits essentiels de l'institution nouvelle prévue par M. Leveillé :

1^o La Banque de France devait fournir le capital-actions de la banque agricole. Ce capital devait

atteindre *60 millions*, chiffre des réserves disponibles de la Banque de France ;

2^o Le Conseil d'administration de la banque agricole comprenait quelques régents de la Banque de France ;

3^o La Banque de France devait donner l'hospitalité à la banque agricole dans quelques succursales de province.

Avec quels capitaux, la banque agricole devait-elle fonctionner ?

Ce ne pouvait être avec le capital-actions qui devait rester un capital de garantie, ni avec des billets de banque. Les ressources de la Banque seront : d'abord le réescompte du papier à la Banque de France ; en second lieu des bons à échéance fixe et portant intérêt.

Les mérites et les avantages de ce projet étaient si évidents que la Chambre faillit l'adopter. Ils nous paraissent si justes, si indiscutables, que nous avons plaisir, à notre tour, à adopter une grande partie de ce système dans notre organisation pratique du crédit agricole. Il nous semble contenir, notamment, l'avantage considérable de faciliter le crédit agricole sous les deux formes principales par lesquelles on le conçoit généralement :

1^o Le crédit personnel avec engagement solidaire de cautions.

2^o Le crédit réel avec gage et nantissement.

C'est réaliser ainsi l'unité de crédit agricole que nous poursuivons pour notre part.

Il nous semble difficile, par contre, d'approuver l'émission d'une sorte de bons agricoles que ce projet conçoit.

Pour remédier au vice organique des banques coloniales provenant de l'exigibilité immédiate du capital, M. Leveillé prévoyait, en effet, la création de bons à échéance fixe.

Ces bons devaient procurer aux capitalistes un placement temporaire variant entre 4 mois et 5 ans ; ils portaient intérêt, entraînaient des primes de remboursement, ou procuraient des lots. La rémunération de ces bons était assurée par la redevance annuelle de 2 millions et demi de francs versée par la Banque de France.

Nous exposerons plus loin les raisons pour lesquelles nous croyons devoir repousser toute émission de bons agricoles.

Il nous semble, en effet, dangereux, dans l'état d'enfance où se trouve encore, chez nous, le crédit agricole, de préconiser la création d'une sorte de nouveau billet de banque, dont les garanties ne pourraient inévitablement égaler celles présentées par le billet de banque de France, qui reposent sur des espèces métalliques en caisse. En tout cas, l'éducation financière de nos paysans ne nous paraît pas encore assez complète, pour les faire bénéficier d'un moyen de crédit qu'ils considéreraient à bon droit comme un danger pour eux, plutôt que comme un avantage.

§ 2. — *Emission des bons des caisses régionales.*

Le grand écueil de l'institution des organismes prévus, pour fonder le crédit agricole, réside dans la difficulté de leur procurer les ressources financières nécessaires à leurs opérations.

Les caisses régionales instituées par la loi de 1899 auront deux sources de capitaux :

1° Elles recevront des effets et dépôts en compte courant ;

2° Elles émettront des bons de caisses régionales.

Ces bons, dit M. Méline, sont à égale distance du billet de banque qui est remboursable à vue, parce qu'il est adossé soit à du numéraire, soit à des valeurs réalisables à brève échéance, et de l'obligation foncière qui est remboursable à long terme, parce qu'elle est adossée à des opérations de longue durée.

Pour arriver à se classer facilement et à circuler sans difficulté, ces bons, dans l'esprit de leurs créateurs, devraient être établis sur un prix très modéré.

La coupure de vingt-cinq francs par exemple serait très démocratique.

Les statuts indiqueront le maximum des bons à émettre, ainsi que de la valeur des dépôts. Ces deux sources de capitaux réunis ne pourront excéder le $\frac{1}{3}$ du montant des effets en portefeuille. On a voulu parer ainsi aux mécomptes pouvant résulter

soit d'effets impayés, soit de demandes imprévues de remboursement. C'est là une intention fort louable et dictée par la prudence ; mais, en réalité, elle sera la source de difficultés sans nombre, car la valeur du portefeuille sera essentiellement variable. C'est, en réalité, la limitation des billets proportionnée au montant des effets en portefeuille.

Mais, si le nombre et la valeur des effets viennent à diminuer, comment pourra-t-on, en même temps, diminuer le montant des bons en circulation, pour le ramener à la limite déterminée par la loi ?

En réalité, cette émission de bons est une véritable émission de billets de banque.

Peu importe le nom, peu importe la forme ; le principe est là dans toute sa nudité. Il s'agit de créer une nouvelle monnaie de papier, jusqu'à ce que les événements et l'exemple du passé la transforment en papier-monnaie.

C'est un danger qu'il nous semble bon de signaler à l'attention du public avant que la catastrophe ne soit consommée.

Une objection aussi sérieuse, mais plus juridique, nous paraît encore s'opposer à cette émission de bons agricoles par les caisses régionales.

L'article 1^{er} de la loi des 24 germinal et 4 floréal an XI, portant création de la Banque de France, décrète que « l'association formée à Paris sous le nom de Banque de France aura le *privilege exclusif d'émettre des billets de banque* aux conditions énon-

cées par cette loi », et cet article a été répété par les lois qui ont prorogé le privilège de ce grand établissement. A défaut d'autres arguments, ces dispositions nous semblent constituer un obstacle suffisant contre l'émission préméditée de bons agricoles. Il est dangereux, selon nous, de battre monnaie avec un papier qui ferait double emploi avec le billet de banque déjà existant. Le billet de la Banque de France a une large garantie : le capital social de la Banque, le portefeuille, et l'encaisse métallique surtout qui permet de rembourser ces billets en numéraire, à vue et au porteur.

Le bon agricole ne présenterait pas les mêmes garanties. Son échéance serait variable, donc il ne serait pas payable à vue, et en outre il ne saurait offrir, malgré toutes les précautions prises, les garanties de remboursement immédiat que présente le billet de banque. Nous allons voir maintenant que, pas plus que les bons agricoles, les bons hypothécaires ne sauraient donner au crédit la sécurité et l'extension qui lui sont nécessaires.

CHAPITRE III

Emission des bons hypothécaires. — Incompatibilité des opérations de prêts agricoles et hypothécaires avec les opérations des banques d'émission.

Nous avons déjà dit, dans une autre partie de notre étude, que le crédit agricole, dans son unité, doit comprendre et employer les trois modes de crédit qui ont tous reçu la sanction de l'expérience. La banque centrale que nous préconisons pourra et devra faire trois sortes de crédit :

1^o Elle pourra faire du crédit personnel avec le système des syndicats agricoles d'après les lois de 1884 et 1894 ;

2^o Elle pourra faire du crédit sur gage comme la Banque impériale d'Allemagne, la Banque de Belgique et les Banques coloniales ;

3^o Elle pourra faire du crédit réel ou hypothécaire en employant les procédés actuels du Crédit foncier.

Rien ne s'oppose à ce que ces trois modes de crédit soient concentrés dans les mêmes mains. Mais,

en ce qui concerne le crédit hypothécaire, que nous considérons comme la troisième branche du crédit agricole, on a pensé que l'organisation actuelle des banques hypothécaires ne donnait pas au problème du crédit foncier, à bon marché et à long terme, une solution satisfaisante, et le krach actuel des banques hypothécaires d'Allemagne semblerait donner quelque force à cette opinion.

On n'ignore pas, en effet, que les deux principales banques hypothécaires de Berlin sont en pleine déconfiture. Le passif qu'on n'a pas encore pu évaluer exactement serait, affirme-t-on, de 600 millions de marks. Une grande quantité de petits capitalistes se trouvent complètement ruinés. Ils sont d'autant plus dignes d'intérêt qu'ils avaient acheté les lettres de gage de ces banques hypothécaires, précisément pour faire des placements sûrs, étrangers à toute spéculation.

Il est à croire que ces banques, constituées entre capitalistes ou financiers prêteurs, se sont préoccupées moins de l'intérêt des propriétaires fonciers que de leurs actionnaires, bien que ceux-ci aient à souffrir actuellement d'opérations de spéculation n'ayant que peu ou point de rapport avec le crédit immobilier. Aussi, pour se passer des services dangereux rendus par ces sociétés financières a-t-on pensé à concilier les deux intérêts opposés de l'emprunteur et du prêteur en autorisant celui-ci à créer lui-même, en représentation de sa séance, des

bons hypothécaires à forme commerciale et de négociation facile. Ce système fonctionne en Allemagne depuis la loi du 5 mai 1872 qui a institué la « *Grundschulbrief* », lettre foncière ou bon foncier, qui, elle-même, n'est qu'une réminiscence de la cédule hypothécaire de la loi de messidor an III.

• C'est ce bon hypothécaire dont on recommande la création en France, en essayant de lui faire reconnaître les caractères de la lettre de gage ou de l'obligation du Crédit foncier.

Selon nous, c'est faire une erreur grossière que d'assimiler et de confondre ces bons hypothécaires avec les lettres de gage institués par le décret de février 1852. On aperçoit, sans difficulté, la supériorité incontestable de la lettre de gage sur le bon hypothécaire :

1° La lettre de gage est souscrite lors de l'emprunt et reste entre les mains de l'établissement émetteur ; le bon hypothécaire serait émis successivement et à l'occasion de chaque opération hypothécaire, sans qu'on puisse jamais en contrôler exactement le nombre et par conséquent la valeur ;

2° Le bon hypothécaire actuellement proposé est un véritable recul économique. Il ressuscite sous une autre forme les cédules hypothécaires de la Révolution ;

3° La lettre de gage n'a pu elle-même réussir, de façon complète, que lorsque le Crédit foncier a remplacé le versement des fonds en lettres de gage par le versement en numéraire ;

4° L'émission des bons hypothécaires serait contraire au privilège d'émission qui n'existe qu'au profit des sociétés de crédit foncier autorisée par le décret de 1852.

Nulle société, en effet, ne peut émettre des obligations investies des avantages légaux dont jouissent, en vertu des lois spéciales, les lettres de gage émises par le Crédit foncier. Les sociétés non autorisées ne peuvent émettre des obligations, même simplement chirographaires et dépourvues de tous avantages légaux, si ces titres sont de la nature des lettres de gage, c'est-à-dire émis en représentation de prêts à long terme, transmissibles par endossement ou au porteur, et remboursables au fur et à mesure de l'amortissement des prêts.

Il n'est donc pas possible, à notre avis, d'assimiler le bon hypothécaire avec la lettre de gage. Il pourrait plutôt être comparé au bon agricole prévu par la loi sur les caisses régionales. Bien que leur garantie soit différente, l'un reposant sur une **sûreté personnelle et mobilière**, l'autre sur une **sûreté immobilière**, tous deux tendent au même but : procurer des ressources aux institutions qui ont pour objet de prêter des fonds à l'agriculture, à la propriété foncière.

S'il est impossible, à cause de l'insécurité qui en résulterait, de laisser créer ces bons hypothécaires par les agriculteurs eux-mêmes, il est aussi dangereux d'en confier l'émission aux établissements qui

ont pour fonction de laisser dans la circulation des billets d'une autre nature, et en particulier aux banques d'émission.

Voilà pourquoi la Banque de France, par son principe, par son caractère même, nous semble être dans l'impossibilité absolue de s'occuper d'opérations de crédit agricole, parce que celles-ci comprennent aussi, dès leur principe ou à leur terme, des opérations de prêts hypothécaires. Or, il y a incompatibilité absolue entre les opérations hypothécaires et les opérations des banques d'émission (1).

C'est ce que nous allons essayer de démontrer, nous excusant de nous attarder sur un point qui, à nos yeux, est d'une importance primordiale, à un moment où il est question de remédier aux maux de l'agriculture, en lui facilitant le crédit au moyen des bons hypothécaires.

On sait que l'objet des banques foncières est de prêter, à plus ou moins longue échéance, des capitaux qu'elles se procurent par l'émission d'obligations désignées souvent du nom de lettres de gage. Le remboursement s'effectue à des échéances plus ou moins rapprochées variant de 5 ans à 75 ans, et le plus souvent, au moyen d'annuités payables en même temps que les intérêts, de sorte que le débiteur

(1) Nous nous sommes inspiré, dans les développements qui vont suivre, d'une savante étude de notre excellent maître, M. R.-G. Lévy, auquel nous sommes heureux d'adresser publiquement tous nos remerciements.

amortit son capital en même temps qu'il acquitte ses intérêts, et qu'il se trouve entièrement libéré à l'expiration de la période pour laquelle le prêt a été consenti.

Il faut donc, pour que les banques foncières ou sociétés de crédit foncier puissent fonctionner, qu'il y ait concordance absolue entre la rentrée des créances et le remboursement des capitaux : il doit y avoir parallélisme entre les entrées et les sorties de capitaux. Il est de toute nécessité, en outre, que le taux d'intérêt consenti par l'établissement ne dépasse pas, ou même soit inférieur à celui qui est payé par les emprunteurs. Le capital-actions doit être considéré comme une garantie supplémentaire.

Le rôle principal des banques d'émission, en dehors des opérations d'escompte et d'avances, réside essentiellement dans l'émission de billets remboursables en espèces, à vue et au porteur. Le remboursement de ces billets constitue donc l'obligation principale de ces banques. Par conséquent, il est de toute nécessité qu'elles gardent dans leurs caisses, et de façon constante et permanente, une quantité de numéraire suffisante, pour leur permettre de rembourser tous les billets qui peuvent être présentés à tout instant au remboursement.

La quotité et la quantité des espèces métalliques qu'il est nécessaire de garder pour parer à toutes les demandes de remboursement varie suivant les pays ; en France ce chiffre n'est pas fixé. Il n'y a pas

égalité absolue, comme cela existe dans les banques hypothécaires pour les obligations et les créances, entre le chiffre des billets émis et les monnaies métalliques renfermées dans les caisses des banques d'émission. Si cette égalité existait, le crédit ne jouerait plus son rôle, et le billet ne serait plus qu'un certificat de dépôt comme dans les anciennes banques.

Ainsi, à la date du 27 décembre 1900, le bilan de la Banque de France indiquait un encaisse de 3.446.740.100 francs et une circulation en billets de 4.186.990.155 francs.

La différence entre le chiffre de l'encaisse et celui de la circulation n'entache nullement la solidité de l'établissement, car, outre l'encaisse, il faudrait faire entrer en ligne de compte d'autres éléments de l'actif, et notamment le portefeuille et les avances.

En réalité, l'actif d'une banque d'émission ne devrait comprendre que trois éléments principaux : l'encaisse, le portefeuille commercial, les avances sur titres à courte échéance, dont l'ensemble correspondrait à celui des exigibilités envers les tiers, à savoir les billets et les dépôts.

Le plus souvent il y a égalité absolue, dans les bilans de la banque, entre ces deux éléments de l'actif et du passif. Mais il faut remarquer, que les sommes inscrites au passif sont immédiatement exigibles et remboursables à vue, tandis que dans l'ac-

tif, les sommes contenues dans l'encaisse sont seules liquides et disponibles immédiatement ; le portefeuille et les avances ne sont réalisables que dans un délai maximum de trois mois.

Il est juste de reconnaître qu'en pratique, jamais la banque n'aura à rembourser plus des trois quarts de ses billets ou de ses dépôts dans une période de trois mois, de sorte qu'en fait, sa situation peut être considérée comme étant parfaitement liquide.

Au lieu de renfermer ses opérations dans cette période de 90 jours, supposons maintenant que la Banque de France immobilise ses ressources pour une durée supérieure au terme de trois mois. Si elle n'engage à ces opérations de longue haleine que son capital de fondation et ses réserves, il n'y aura que demi mal, car en cas d'accident, ce capital et ces réserves pareront aux dangers de non-remboursement aux échéances. Le crédit de la banque n'en sera pas moins légèrement atteint. Mais allons plus loin. Supposons encore que la Banque de France, au lieu d'escompter des effets à trois mois d'échéance, consente des prêts hypothécaires à 5, 10, 15, 20 ou même 75 ans d'échéance.

Elle se prive pendant cette même période des sommes qu'elle a prêtées.

Si ces sommes prêtées, proviennent de dépôts du public ou d'émission de billets, la banque s'enlève la possibilité de rembourser, pendant la même période, la somme correspondante de billets ou de

dépôts. Il ne lui est possible de parer à ce danger qu'en émettant des billets d'une autre nature : des lettres de gage par exemple, qui, elles, ne seront remboursables qu'en même temps que les créances seront exigibles ; ici il pourra y avoir concordance entre l'exigibilité et le remboursement, et le danger aura disparu. Dès lors, la banque d'émission devient un véritable Crédit foncier, et si nous apercevons bien les inconvénients de cette transformation, nous ne voyons nullement les avantages qui peuvent résulter de doubler ainsi un établissement fondé pour pratiquer ce genre d'opérations.

Inévitablement, on arrivera à faire des confusions déplorables entre les opérations hypothécaires et les opérations d'émission avec lesquelles les premières n'ont point de rapport. Chacune des opérations subira le contre-coup des mauvais résultats de l'autre. Si les prêts hypothécaires sont insuffisamment gagés, si les emprunteurs ne remboursent pas à l'échéance ou ne paient pas régulièrement leurs annuités, le crédit des billets pourra souffrir, parce que la banque devra pourvoir au service des intérêts et d'amortissement des lettres de gage, et prélever sur les ressources destinées à la garantie des billets, les sommes nécessaires pour ce service. Si au contraire le département de l'émission a escompté des effets douteux, s'il subit le contre-coup d'une crise monétaire ou politique, cette situation

embarrassée affectera le crédit des obligations hypothécaires.

Il est encore d'autres opérations qui peuvent nuire à la bonne situation des banques d'émission et diminuer le crédit de leurs billets. C'est lorsque les opérations immobilières s'introduisent dans le bilan de la banque sous forme de papier commercial, mais pour gager des opérations agricoles, des ventes ou des achats de terrains, des entreprises de construction.

Ce papier créé à l'échéance réglementaire de 90 jours n'est pas généralement payé au jour de l'échéance. Dans ce court laps de temps, les opérations agricoles prévues n'ont pu aboutir : la récolte n'est pas encore coupée ou est endommagée, la vente du bétail n'a pu se faire, ou une épidémie a sévi, la vente des maisons n'a pu s'effectuer, les maisons ne se sont pas louées, de sorte que la banque qui a escompté le papier est condamnée à en autoriser le renouvellement un nombre indéfini de fois ; la charge des intérêts et des frais s'accumule sur les épaules des agriculteurs et des propriétaires fonciers qui voient se reculer de plus en plus l'époque où ils pourront se libérer.

La situation des emprunteurs s'aggrave, et la banque elle-même qui voit se gonfler un portefeuille de traites impayées, irréalises et toujours renouvelées, voit de jour en jour diminuer ses ressources pour ses opérations régulières d'escompte.

Elle ne rend plus au public, au monde financier, commercial et industriel les services qu'il est en droit d'attendre d'elle.

Sa situation devient de plus en plus embarrassée ; le public, au courant de cette situation, s'inquiète, s'agite, devient méfiant à l'égard des billets émis et vient assiéger en foule les guichets pour se faire rembourser, jusqu'à ce que la banque soit enfin obligée d'arrêter sa marche, d'entrer en liquidation, et d'entraîner la ruine de tous ceux qu'elle avait, au contraire, la mission de secourir et de protéger,

Ce n'est point là un tableau théorique, chargé de sombres couleurs pour les besoins de notre thèse. Il serait puéril de vouloir se le dissimuler : dans l'état actuel de notre organisation financière et des principes qui doivent régir nos banques d'émission, il nous semble dangereux, pour ne pas dire impossible que la Banque de France consente des prêts à l'agriculture. A plus forte raison, ne nous paraît-elle pas désignée pour devenir l'organe central destiné à distribuer le crédit aux agriculteurs. Ce rôle doit être plutôt attribué au Crédit foncier, qui par sa constitution même, par son organisation, par son objet, par son but, a tous les moyens réunis pour dégrever la propriété foncière et effectuer les améliorations agricoles. Lui seul est en état de pouvoir combiner, de façon à leur faire produire tout leur effet pratique et utile, les trois modes de crédit

agricole qui pour nous n'en font qu'un : le crédit personnel, le crédit réel mobilier, le crédit réel immobilier.

Nous repoussons, pour les raisons pratiques et théoriques que nous venons d'exposer, tous les systèmes qui, directement ou indirectement, tendent à confier à la Banque de France le rôle de banque de crédit agricole.

Mais nous objectera-t-on, qu'on le veuille ou non, notre grand établissement financier est obligé de faire des opérations agricoles. Nous répondrons qu'il est bien difficile à la banque, et qu'elle agirait même contre ses intérêts, en n'escomptant pas des billets munis de toutes les garanties qu'elle exige ordinairement des industriels et des commerçants. Il arrive même à la banque de faire des opérations de crédit agricole dans les pays d'élevage, comme la Nièvre et le Calvados, qui montent à plusieurs millions. Mais s'il lui arrive aussi d'accorder des renouvellements successifs, ces opérations ne présentent aucun danger parce qu'elles sont facultatives ; elles seraient funestes si elles prenaient un autre caractère, si elles devenaient obligatoires en faisant de la Banque le grand réservoir des capitaux nécessaires à l'agriculture.

C'est donc une autre solution qu'il faut rechercher, et c'est ce que nous allons faire, en nous appuyant sur l'expérience du passé, et en démontrant

qu'une banque centrale de crédit agricole entre les mains du Crédit foncier est seule susceptible de résoudre le problème resté insoluble jusqu'à nos jours.

CHAPITRE IV

La Banque centrale de crédit agricole en France. — Loi du 28 juillet 1860. — Les causes d'insuccès de cette Banque.

La conclusion à laquelle devrait aboutir l'étude des principes déjà examinés et des faits exposés serait de tracer ici, et dès maintenant, les lignes générales d'une organisation pratique de crédit agricole.

Nous avons déjà essayé de montrer que la création d'une Banque centrale devait découler scientifiquement et rationnellement des principes économiques sur lesquels repose le problème du crédit agricole.

L'exemple de l'Allemagne et l'organisation dans ce pays d'une caisse centrale de crédit agricole établie à Berlin vient renforcer pratiquement la valeur des arguments déjà fournis.

Sur ces données, nous ne nous croyons pas quand même autorisé à bâtir *a priori* un système pratique qui viendrait ajouter une unité à la série, déjà si

nombreuse, des conceptions imaginées pour venir en aide à l'agriculture.

Notre intention, si du moins notre présomption n'est pas trop grande, est de faire œuvre scientifique, et pour cela de n'aboutir à une conclusion qu'*a posteriori*, c'est-à-dire après l'examen critique des faits et des expériences déjà tentés pour résoudre le problème dont nous nous occupons.

Aussi, avant de tirer une induction quelconque des principes et des systèmes examinés, nous semble-t-il indispensable d'étudier au préalable, sur le vif et en action, une expérience qui a déjà été tentée en France par la loi du 28 juillet 1860 qui instituait une Banque centrale de crédit agricole. Nous passerons en revue très rapidement l'objet, l'organisation, les opérations de la société créée en exécution de cette loi, nous essaierons de démêler les causes de sa chute, et d'arriver ainsi à dégager les principes et les faits directeurs qui nous permettront d'indiquer, à la fin de notre travail, les lignes générales qui doivent servir de base à une organisation pratique du crédit agricole.

La disette qui marqua, en France, l'année 1856, suscita les nombreuses plaintes qui furent adressées au gouvernement sur la difficulté qu'éprouvait l'agriculture à se procurer des capitaux. En 1856, le gouvernement nomma une commission pour examiner la question et les nombreux systèmes proposés.

L'un de ces systèmes, notamment, et ceci pour montrer que l'histoire se répète tous les jours, tendait à supprimer le privilège de la Banque de France, et proposait, comme moyen d'action, l'émission de billets au porteur dont, dans certains cas, le cours devait être forcé. Mais ce système vint se heurter, comme tous ceux émis depuis lors et ayant le même objet, à l'obstacle insurmontable de la loi des 24 germinal et 4 floréal an XI qui concède à la Banque de France le privilège exclusif d'émettre des billets de banque. La commission nommée par le gouvernement conclut donc à la création d'une société servant d'intermédiaire entre le cultivateur et le capitaliste, garantissant par sa solvabilité celle de l'emprunteur, et lui permettant de bénéficier, comme le commerce et l'industrie, des avantages que pourrait lui procurer l'escompte de son papier.

Peu de temps après, le gouvernement demanda aux fondateurs du Crédit foncier de France de compléter leur œuvre en s'occupant d'une institution qui aurait spécialement pour objet de fournir à l'agriculture le crédit qu'elle réclamait depuis si longtemps. Une convention fut soumise au corps législatif et approuvée par la loi du 28 juillet 1860. La société fut fondée par le décret du 16 février 1861. Le capital de 20 millions fut porté en 1865 à 40 millions.

La société avait pour objet de procurer des capitaux ou des crédits à l'agriculture et aux industries

qui s'y rattachent, et de faire, avec l'autorisation du gouvernement toutes les opérations ayant pour but de faciliter le défrichement ou l'amélioration du sol, l'assainissement et la conservation de ses produits et le développement de l'industrie agricole.

Sa durée est de 50 ans ; son siège est à Paris. Le fonds social porté en 1865 à 40 millions est constitué en titres nominatifs ou au porteur.

La direction, l'administration, la surveillance des affaires de la société du crédit agricole sont confiées à un gouverneur, à deux sous-gouverneurs, à un conseil d'administration et à un comité de censure. Les fonctions de gouverneur et de sous-gouverneur sont exercées par le gouverneur et les sous-gouverneurs du Crédit foncier de France.

Les administrateurs, au nombre de 22, sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Le crédit agricole, obligé par ses statuts à ne recevoir que des effets revêtus de deux signatures, demande cette seconde signature :

1^o A des banquiers correspondants, opérant sous leur responsabilité personnelle ;

2^o A des agents qui opèrent avec l'autorisation et sous le contrôle de la société ;

3^o A des sociétés anonymes créées sous le patronage du crédit agricole ;

4^o A des sociétés locales créées sous son patronage.

Les opérations du crédit agricole sont déterminées par les statuts.

La société pouvait :

1^o Faire ou faciliter, par sa garantie, l'escompte ou la négociation d'effets revêtus de deux signatures et exigibles au plus tard à 90 jours;

2^o Ouvrir des crédits ou prêter sur nantissement ou autre garantie spéciale;

La durée de ces prêts ne devait pas dépasser trois années.

3^o Recevoir des dépôts de fonds productifs d'un intérêt d'un taux variable;

4^o Ouvrir des comptes courants, opérer des recouvrements;

5^o Créer et négocier, sous le nom de bons du crédit agricole, des titres en représentation des prêts ou crédits consentis. Deux règles étaient imposées à la société pour la création de ces titres :

a) Leur époque d'exigibilité ne devait pas dépasser 5 ans;

b) Ils ne pouvaient être d'une somme inférieure à 100 francs.

Ils étaient à ordre ou au porteur; leur époque d'exigibilité était de 45 jours au moins à 5 ans au plus.

Ils étaient productifs d'un intérêt dont le taux variait suivant la durée du prêt.

En 1870, le taux le plus élevé de l'intérêt des bons du crédit agricole a été fixé à 4 p. 100; au 25 avril

de la même année, les bons en circulation représentaient une somme supérieure à *90 millions de francs*.

A la même époque, les valeurs escomptées par la société s'élevaient au chiffre de 1.238.894.000 fr.

Le montant des crédits ouverts par la société et garantis par hypothèque ou nantissement dépassait le chiffre de. . . . 67.896.000 fr.

Le solde des dépôts effectués s'élevait à la somme de. . . . 5.267.000 fr.

Les comptes courants atteignaient le chiffre de 3.494.000 fr.

On le voit par ces chiffres, l'organisation de la Banque centrale de crédit agricole avait été d'un réel secours pour notre agriculture. Les ressources offertes à nos cultivateurs, sous forme d'escompte, de billets ou de crédits ouverts garantis par hypothèques ou nantissement, s'élevaient à près de 1.500 millions. Il y aurait donc grave injustice à ne pas reconnaître le réel effort tenté à cette époque pour procurer aux agriculteurs le crédit dont ils avaient besoin. L'idée qui avait présidé à la fondation de la Banque centrale avait une notion juste et claire de la solution qu'il fallait donner au problème du crédit agricole, et l'on avait essayé d'adapter les moyens au but à atteindre.

D'où vient donc l'insuccès final de cette institution ?

Il faut d'abord mettre en ligne de compte les entraves de notre législation.

Le nantissement sans déplacement du gage n'était pas admis quand la loi de 1860 était en vigueur, et une grande partie du gage mobilier des agriculteurs était ainsi laissé en dehors des bienfaits du crédit agricole.

En outre, à cette époque, les idées de solidarité et de mutualité n'étaient pas encore répandues. Les efforts de chaque cultivateur restaient isolés, et si sa solvabilité n'était pas suffisante, elle ne pouvait être complétée par la solvabilité du voisin.

Aujourd'hui, les institutions de crédit agricole existantes sont fondées, pour la plupart, sur le principe de la mutualité, et l'on sait quels miracles a engendrés cette idée bienfaisante. Il faut donc supposer que si la banque centrale de crédit agricole avait pu trouver une aide, un secours moral auprès d'institutions basées sur le même principe, elle aurait pu se passer des intermédiaires intéressés qui diminuaient ses bénéfices, et l'engageaient imprudemment dans les opérations qui ont entraîné sa ruine.

Il serait inexact encore d'attribuer l'insuccès de la banque centrale aux pertes éprouvées seulement dans les prêts agricoles. Nous nous en rapportons sur ce point aux paroles prononcées par M. Frémy,

gouverneur du Crédit foncier et du crédit agricole, à l'une des assemblées générales des actionnaires de cette dernière société :

« Le crédit agricole a eu à supporter sa part d'un sinistre considérable provenant de valeurs fausses créées sur la place de Bordeaux par une maison jusqu'ici réputée honorable. Mais le papier agricole n'a donné lieu qu'à des retards toujours suivis de paiement, résultat d'autant plus remarquable, que la faillite de quelques correspondants qui nous avaient négocié des valeurs agricoles, nous a appelé à recouvrer ces valeurs directement, et nous a mis en mesure de constater ainsi la solvabilité personnelle du premier signataire ».

Cette appréciation sur la valeur du papier agricole fut, du reste, confirmée plus tard par M. Christophle, gouverneur du Crédit foncier, qui dut reconnaître que les engagements souscrits par les agriculteurs avaient été rarement impayés.

C'est surtout à la mauvaise et parfois à la malhonnête gestion des sociétés et des agents intermédiaires que la banque fut redevable des pertes provoquées par certaines opérations agricoles.

Pour compenser ces pertes, pour chercher d'autres bénéfices et d'autres moyens d'existence, la banque fut obligée de se lancer dans des opérations de banque, dans des participations financières pour lesquelles elle sollicitait des crédits que lui ouvrait le Crédit foncier.

La société fut donc entraînée coupablement, antistatutairement à des opérations en dehors de son objet et de son but. On avait, d'un côté, abusé de la confiance du Gouvernement, et d'un autre côté, le Gouvernement lui-même n'avait pas rempli la mission de surveillance et de contrôle qui lui était dévolue par la loi.

Aussi, à la suite de ces incidents, dans un rapport au Président de la République, M. Léon Say, ministre des finances, crut-il nécessaire d'affirmer de nouveau le droit d'intervention de l'Etat dans des termes qui méritent d'être cités : « Quelles que soient les mesures qui ont dû être prises ou qui pourront être rendues nécessaires par l'usage qu'on a fait de la confiance du Gouvernement dans le passé, il n'abandonnera pas à l'avenir le droit que lui reconnaissent les statuts, pour toute la durée de la société, de nommer les gouverneurs.

Car, si l'Etat doit autant que possible s'abstenir de toute ingérence dans la conduite des intérêts privés, il ne *peut se désintéresser de ces grandes institutions publiques, comme la Banque de France et le Crédit foncier, sur lesquelles repose la sécurité de la circulation fiduciaire et hypothécaire.*

Les billets de banque émis par la Banque de France, les obligations foncières et communales émises par le Crédit foncier, sont des valeurs dont le crédit est intimement lié au crédit de l'Etat. Le Gouvernement ne saurait, sans un grave péril, en abandonner la surveillance ».

La sagesse, la prudence, la fidélité aux statuts, le souci des intérêts de l'agriculture et non ceux des intermédiaires intéressés au nombre des affaires, plutôt qu'à leur qualité, toutes ces conditions auraient permis à la Banque centrale de traverser la période critique des débuts et de parer à la fin aux pertes peu considérables qu'elle avait subies du fait seul des opérations agricoles.

Mais comment aurait-elle pu résister à la secousse formidable provoquée par la désastreuse *affaire égyptienne* qui a déterminé, en 1876, la mise en liquidation de la société du crédit agricole. C'est la plus importante et la plus ruineuse des participations financières dans lesquelles s'était lancée la Banque centrale. Elle avait avancé, à diverses reprises, de 1873 à 1876, au gouvernement du Khédive une somme totale de 168 millions, qu'elle s'était procurée en se faisant ouvrir des crédits par le Crédit foncier, et en transmettant à cette société les valeurs qui lui avaient été souscrites à elle-même.

Pour fournir les sommes nécessaires, de son côté, le Crédit foncier trompant la confiance du gouvernement puisait dans ses réserves, dans son capital social, dans les fonds provenant des émissions. Le résultat de ces actes illicites, pour ne pas les qualifier autrement, ne pouvait être douteux. Lorsque le gouvernement égyptien annonça qu'il suspendait ses paiements, le Crédit foncier, qui avait

engagé en avances tous ses fonds disponibles, se trouva gravement atteint, et l'on dut se résoudre à opérer la liquidation du crédit agricole. Les commissaires nommés par le ministre des finances constatèrent, qu'en dehors des affaires égyptiennes, l'excédent du passif sur l'actif s'élevait à plus de 30 millions. Pour éviter la faillite, on dut adopter une combinaison qui consistait à faire absorber le crédit agricole par le Crédit foncier, et à soumettre ce dernier établissement à une surveillance plus stricte et plus rigoureuse de la part du gouvernement.

A la lumière de ces faits scandaleux, à la suite d'une gestion et d'une administration aussi désastreuse, est-il vraiment permis d'imputer au principe même qui a présidé à la création de la Banque centrale la ruine, les pertes énormes et le discrédit qui ont suivi cette pénible liquidation ? Il nous est plutôt permis de penser que, la Banque centrale ayant disparu dans le naufrage, il était simple et facile pour les coupables de lui faire supporter tout le poids des fautes irrémédiables qui avaient entraîné sa disparition. Il est toujours agréable d'accuser les Institutions plutôt que les hommes et de leur mettre à charge des vices et des défauts qui sont, le plus souvent, imputables aux hommes qui avaient pour mission d'assurer la marche régulière et le succès de ces mêmes Institutions.

La Banque centrale devait être la cause de tous les maux, la pestiférée qui devait éloigner pour

longtemps les initiatives les plus louables, les plus désintéressées, les plus conformes aux vrais principes de la science économique et financière.

De là le discrédit profond dans lequel est tombée même la simple idée, la seule conception idéale d'une Banque centrale.

Ces opinions, ce sont des erreurs, selon nous ; des erreurs de faits et des erreurs de principes, et elles ne sauraient nous arrêter dans la voie que nous considérons la meilleure, pour donner satisfaction aux réclamations et aux plaintes légitimes des agriculteurs. Il sort parfois beaucoup de bien de beaucoup de mal, et nous voulons précisément signaler avec franchise le mal qui a été commis pour inciter à le réparer par un plus grand bien.

Il s'agit, à l'avenir, d'éviter les fautes, les erreurs, conscientes ou inconscientes, qui ont été faites lors de la création, et à l'occasion de l'administration et de la gestion de la Banque centrale de crédit agricole.

On ne peut valablement arguer de cet exemple pour affirmer qu'une institution de ce genre ne saurait réussir en France. En s'en tenant à ce principe, que d'institutions admirables seraient vouées au néant qui, au début, ont commencé par des catastrophes, et qui ensuite ont trouvé dans cette douloureuse expérience l'occasion et la leçon pour atteindre un degré incomparable de prospérité !

La vérité, c'est que l'expérience n'a pas été faite,

puisque la société de crédit agricole, au lieu de se renfermer scrupuleusement dans les opérations qui avaient été le but de sa création, a été détournée de sa véritable mission par des spéculations dangereuses, imprudentes, coupables, par le fait de la complicité ou de la faiblesse d'une haute administration qui aurait dû avoir pour obligation primordiale de s'y soustraire, puisque le défaut d'une surveillance sérieuse de la part du gouvernement l'empêchait de se lancer dans cette voie malheureuse.

Pour être juste, il faut avouer, en toute franchise, que la société du crédit agricole contenait dans son organisation des lacunes et des défauts qui devaient contribuer partiellement à entraîner sa chute :

1° Tout d'abord, en ce qui concerne l'escompte des billets, pourquoi cette Banque n'a-t-elle pas rempli le but que lui avaient assigné ses fondateurs ?

Par une raison bien simple, à notre avis. C'est que l'escompte des effets ne pouvait pas dépasser 90 jours. Or, on n'ignore pas que, dans la plupart des cas, quelles que soient les opérations pour lesquelles le cultivateur emprunte ou demande du crédit, il lui est bien rarement possible de se libérer dans une période de temps aussi courte. Tout au plus pourra-t-il acquitter sa dette, dans les trois mois, à l'époque des moissons, quand la vente suc-

cessive de son blé, de ses fruits, de son vin etc., lui permettra d'acquérir des disponibilités par la livraison et le paiement de sa récolte.

Il s'ensuit que les agriculteurs n'étaient pas exclus nommément : ils l'étaient en réalité par la trop grande brièveté du terme, et ils s'abstenaient de se présenter à des guichets qui, dans bien des cas pour eux, demeuraient fermés. Cet inconvénient pourrait facilement être évité à l'avenir, en allongeant le terme des billets jusqu'à 120 jours, et en consentant des renouvellements successifs jusqu'à une période maximum d'une année.

2^o La Banque centrale consentait encore des crédits sur hypothèque, sur nantissement et avances sur titres. Ici encore, cette organisation contenait des défauts préjudiciables à l'agriculteur. La législation civile sur le gage ne concordait pas avec les avantages que la loi de 1860 avait voulu accorder aux cultivateurs, et cette lacune les empêchait de demander du crédit et des avances qu'ils auraient pu garantir par des gages mobiliers d'une très grande valeur.

On sait que la loi de 1898 sur les warrants agricoles a remédié en partie à cette infériorité du crédit agricole par rapport au crédit commercial, mais la réforme est insuffisante ; elle n'aura toute son ampleur et ne développera ses bienfaits que, lorsque la législation de la métropole sera mise sur le pied

d'égalité avec notre législation coloniale en ce qui concerne le gage mobilier des agriculteurs ;

3° La société avait l'autorisation de recevoir des dépôts en comptes courants.

Mais par une anomalie bizarre, d'un côté, on reconnaissait les besoins urgents de crédit de l'agriculture, et à cet effet, on avait essayé de mettre à la portée des agriculteurs les ressources nécessaires pour satisfaire à ces besoins ; et d'un autre côté, comme si l'on n'avait envisagé que la situation des riches propriétaires, on mettait à la concession des avantages procurés par les comptes courants une condition irréalisable pour la plus grande majorité des cultivateurs.

En effet, pour obtenir un compte courant au crédit agricole, il fallait effectuer un premier versement de 500 francs au moins, et de 1.000 francs, s'il était effectué en coupons de rentes sur l'Etat, d'actions ou d'obligations, etc... Quel cultivateur, même de nos jours, serait en mesure de bénéficier de ces avantages, s'il fallait en payer le prix par l'accomplissement de cette condition ! C'était, volontairement ou involontairement, détourner les épargnes des campagnes des applications qui auraient pu en être faites à des opérations agricoles.

4° Enfin la banque centrale était autorisée à créer des bons agricoles, à ordre ou au porteur, exigibles de 45 jours au moins à 5 ans au plus, et productifs d'un intérêt variable suivant la durée du prêt.

Nous avons déjà indiqué les raisons impérieuses pour lesquelles nous repoussons tout système consistant à émettre des billets venant faire double emploi soit avec le billet de banque, soit avec la lettre de gage déjà existants. Ces bons agricoles, émis par la même administration que les lettres de gage : le Crédit foncier, devaient inévitablement nuire à l'extension ou à la propagation de celle-ci, ou plutôt les avantages supérieurs présentés par les obligations foncières devaient arrêter le développement de ces bons. Par là même était viciée dans son principe la source principale des sommes qui étaient destinées à l'agriculture.

Aussi repoussons-nous pour l'avenir toute création de bons, dont l'émission arrive fatalement à faire double emploi, et à nuire, par conséquent, aux billets déjà en circulation, soit que ces billets soient gagés par des espèces métalliques comme ceux de la Banque de France, soit qu'ils soient garantis par un gage immobilier, comme les obligations du Crédit foncier.

La critique des principes et des faits exposés dans ce chapitre nous amène à la conclusion suivante :

De tous les systèmes conçus en vue de procurer le crédit à l'agriculture, le meilleur nous semble celui qui a été essayé en 1860, et auquel il n'a manqué, pour réussir, que d'être pratiqué par une administration plus prudente, plus sage et plus soucieuse du devoir qu'elle avait à remplir envers l'Etat et

envers ses actionnaires. Seule, une *grande banque centrale*, fondée avec l'autorisation, sous la surveillance et le contrôle, et avec le secours d'une subvention de l'Etat, nous semble être le meilleur procédé pour donner satisfaction aux légitimes revendications des agriculteurs.

Nous voyons là un devoir social auquel l'Etat ne voudra pas se soustraire, et il aura à cœur de montrer aux cultivateurs la même sollicitude et le même esprit de bienveillance qu'il ne cesse de témoigner aux ouvriers. A chaque jour son œuvre. Celle des paysans est accomplie ; reste à exécuter celle de l'Etat. Il est temps, pour l'agriculture de retrouver la formule : *Aide-toi, l'Etat t'aidera*. Les cultivateurs s'efforcent de s'entr'aider par toutes les institutions qui mettent en jeu les idées de solidarité et de mutualité : syndicats agricoles, banques coopératives, fédération de banques et de syndicats, l'initiative privée a tout fait pour montrer que ses efforts devaient être encouragés. Il appartient à l'Etat de leur donner une sanction, et de ne pas laisser improductifs et vains les divers essais tentés en vue de soulager la terre nourricière de notre belle France. Quelle organisation pratique devrait adopter l'Etat, pour pourvoir utilement et efficacement aux besoins de l'agriculture, sans bouleverser les organes déjà existants, en les maintenant même, afin d'assurer le succès de l'œuvre future, c'est ce qu'il nous reste à examiner,

TROISIÈME PARTIE

L'organisation pratique du crédit agricole. Le rôle du Crédit foncier.

CHAPITRE PREMIER

BUT ET OBJET DU CRÉDIT FONCIER D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS ET LES TEXTES DE LOIS

Dès le début de la dernière partie de ce travail, et qui doit en être sa conclusion logique, il est utile d'indiquer que nous ne prétendons nullement nous substituer ici au législateur, ni développer les détails d'une organisation qui nous semble de nature à compléter les résultats que n'ont pu obtenir les organismes existants à l'heure actuelle.

Nous nous bornerons plus modestement à tracer les lignes générales d'un projet qui nous paraît viable et pratique, parce qu'il découle de lui-même

des principes économiques et de l'expérience des faits.

Notre conviction intime est que seul, en France, le Crédit foncier est susceptible de remplir, de façon pratique et efficace, le rôle de distributeur et de propagateur du crédit agricole. Examinons rapidement comment nous concevons sa mission.

Dès maintenant, nous tenons à répondre à une objection qui semblerait péremptoire à ceux qui pourraient la soulever.

Le Crédit foncier, dit-on, n'a pas été fondé pour faire le crédit agricole, et ce serait gravement méconnaître le but et le mode d'action de cet établissement que d'attendre de lui des bienfaits que les termes de ses règlements ne permettent pas d'en espérer.

Nous reconnaissons volontiers que le Crédit foncier n'a pas été créé pour accorder à l'agriculteur, sans autre sécurité que celle d'une obligation chirographaire, des avances semblables à celles que le commerçant obtient de la Banque de France, à lui procurer de l'argent à courte échéance, en échange d'effets revêtus d'une ou de plusieurs signatures.

Mais cet aveu enregistré, on nous permettra par contre de rechercher, si réellement le Crédit foncier a rempli le but et la mission pour lesquels il a été fondé.

Dans les développements qui vont suivre, nous essaierons d'étayer notre argumentation non sur

notre propre sentiment, non sur l'opinion des auteurs qui ont étudié la matière, mais sur les documents officiels, sur les lois, décrets et statuts qui règlent l'organisation du Crédit foncier en France.

Or, à la suite d'une enquête préparatoire à l'introduction du Crédit foncier en France, M. Dumas, ministre de l'agriculture et du commerce adressait, le 2 janvier 1851, un rapport au Président de la République sur les avantages et les bienfaits des institutions de crédit foncier en Allemagne.

« Les institutions de crédit foncier, disait-il, placent l'agriculture sur le même pied que l'industrie. Elles dirigent les capitaux vers la terre, et retiennent les populations au milieu des champs ; elles opposent au morcellement de la propriété un utile contrepois ; elles rendent la production des produits agricoles plus facile, moins coûteuse, et, sans nuire à l'agriculteur, elles abaissent au profit de tous le prix des matières alimentaires ».

Il s'agit donc dans ce document des avantages que le Crédit foncier doit procurer à l'*agriculture exclusivement*, et à le lire, on pourrait être tenté de croire que c'est un plaidoyer en faveur, non du Crédit foncier, mais du crédit agricole.

Cette institution place l'agriculture sur le même pied que l'industrie, elle empêche la désertion des campagnes, augmente la production agricole ; à vrai dire, c'est tout le programme actuel du crédit

agricole. Et plus loin, nous lisons encore dans un rapport à M. Dumas, ministre de l'agriculture, par M. J.-B. Josseau, sur les institutions de crédit foncier en Allemagne : « Une pensée commune a présidé à leur création. Cette pensée est celle-ci : il existe pour le prêteur une multitude de chances de pertes.... Si l'on ajoute à ces circonstances la concurrence que font à l'*agriculture* le commerce et l'industrie, on comprend aisément que l'emprunt hypothécaire effraie les capitaux et les écarte. Aussi voyait-on, en Allemagne, le *crédit rural* baisser avec une rapidité désolante, lorsque la nécessité de rembourser amenait dans les campagnes de fréquentes déconfitures ».

Encore ici c'est bien de l'*agriculture*, c'est bien du *crédit rural* qu'il s'agit, et c'est lui seul que l'on envisage, même quand on parle du Crédit foncier.

« Partout où s'établissent ces institutions, ajoute M. J.-B. Josseau, elles ont pour résultat de faciliter le dégrèvement de la propriété foncière, de fournir au sol des instruments d'amélioration et de mettre obstacle au morcellement exagéré. Organisée en France sur ces bases, cette institution pourra doter la propriété agricole des ressources que la banque fournit à notre commerce. Chez nous, comme en Allemagne, l'organisation du Crédit foncier aura pour effet de dégrever la propriété foncière d'une partie de la dette qui pèse sur elle, d'en arrêter le morcellement exagéré, de favoriser le développe-

ment de l'industrie agricole, d'abaisser le taux de l'intérêt, de relever le prix des immeubles en fournissant au sol un puissant instrument d'amélioration ».

Dégrever la propriété foncière, améliorer la production agricole, développer le crédit rural, tel est, en résumé, le but que l'on se propose en voulant introduire en France le Crédit foncier. Nulle part, dans cet exposé des motifs, il n'est question de la propriété urbaine, du crédit urbain, de l'agrandissement, de l'embellissement des villes. L'agriculture, et l'agriculture seule, sa production, son amélioration, voilà ce qui préoccupe exclusivement.

Aussi « dégrever le sol, lui fournir des moyens d'amélioration » tel est le double but que le décret de 1852 s'est proposé en France. L'explication nous en est fournie par le *Moniteur* du 9 mars 1852 : « Indépendamment des garanties hypothécaires il faut que les sociétés de crédit foncier, dans la pratique, s'astreignent à chercher d'autres garanties dans la *solvabilité et dans la moralité de l'emprunteur* ».

C'est donc que, dans la pensée de son créateur, le Crédit foncier doit tenir compte non seulement du crédit réel, mais aussi du crédit personnel de l'emprunteur.

Nous arrivons maintenant à des considérations d'une grande importance, parce que leur violation

a détourné en partie le Crédit foncier du rôle qui lui avait été assigné, et parce que leur stricte observation permettrait à cet établissement d'accepter et de remplir la mission sociale qui devrait lui être attribuée pour résoudre le problème du crédit agricole.

« Le gouvernement repoussera les spéculateurs. Le Crédit foncier ne doit pas devenir un objet de spéculation. En effet, est-ce le besoin de procurer des bénéfices aux capitalistes qui rend son organisation nécessaire ? Nullement. C'est, nous l'avons dit, la *nécessité urgente d'aider la propriété à se dégrever de la dette qui l'écrase et de procurer à ceux qui l'exploitent des moyens d'amélioration* ».

Ces principes posés, la question se posait de savoir à qui serait confié le soin d'organiser et de diriger l'institution qui, dans l'esprit de ses créateurs, devait améliorer la production agricole, dégrever le sol et lui procurer des moyens de crédit.

On écarta l'idée de confier directement à l'Etat l'organisation complète du Crédit foncier pour ne lui accorder qu'un rôle indispensable de contrôle et de surveillance. On admit donc, comme en Allemagne, le principe de l'association.

Mais ce principe étant admis, fallait-il instituer en France une ou plusieurs institutions de Crédit foncier ? Pour faire prévaloir le système de l'unité d'association, on invoqua l'exemple de la Banque de France.

« L'institution du Crédit foncier, disait-on, doit être à la propriété ce que les banques sont à l'industrie ». Or, la Révolution de 1848 avait permis de réaliser la fusion des petites banques départementales avec la Banque de France. Ces banques n'avaient pu être mises à l'abri d'une ruine complète que par leur fusion avec la Banque de France. Cet exemple montrait combien il était important de faire jouir le Crédit foncier de l'immense avantage de l'unité de direction, de centralisation, dont la crise de 1848 avait doté la Banque de France.

Aussi, après quelques mois d'expérience du système de la pluralité des sociétés, est-on revenu à l'idée d'une grande *Banque centrale*, ayant son siège à Paris, ce vaste marché des capitaux, embrassant la totalité de la France, ayant des succursales dans tous les départements, et émettant des obligations sur un type unique, pour en faciliter la négociation.

Ces arguments et ces exemples ne peuvent donc que nous convaincre davantage des bienfaits immenses que nous voyons dans l'institution d'une Banque centrale unique de crédit agricole, réalisant pour ce crédit l'unité qui a été adoptée, après l'expérience fâcheuse de la multiplicité des banques, et par la Banque de France et par le Crédit foncier.

La même évolution doit fatalement se produire si l'on veut instituer dans notre pays une organisation pratique et efficace du crédit agricole.

Il nous paraît, en effet, dangereux de multiplier, surtout dans les premiers temps où une institution est à l'état d'enfance, comme actuellement le crédit agricole en France, de propager des établissements agissant dans la même sphère, et qui, stimulés par la concurrence, peuvent s'écarter des règles d'une prudence rigide, afin de s'enlever mutuellement des affaires.

Le Crédit foncier a donc été investi d'un monopole et de privilèges spéciaux, afin de remplir la mission que lui assignaient l'esprit et les termes mêmes des textes qui ont présidé à sa création. Il s'agit de savoir de quelle façon il s'est acquitté de son rôle.

Nous reconnaissons volontiers que l'on aurait tort de voir dans le Crédit foncier une *panacée universelle*, applicable aux situations les plus désespérées, et destinée à soulager tous les maux, non seulement de la propriété, mais aussi de l'agriculture. Mais il nous est permis de penser aussi que le Crédit foncier n'a pas accompli, ou a accompli bien imparfaitement, la mission pour laquelle il était fondé.

Dans quelle proportion a-t-il tout d'abord dégrevé la propriété foncière ? Consultons les statistiques. En 1840, le passif hypothécaire de la France s'élevait à environ 12 milliards. Il devait être sensiblement le même en 1852, à l'époque de la fondation du Crédit foncier.

Or, aujourd'hui notre dette hypothécaire oscille entre 14 et 15 milliards.

Il y aurait donc plutôt aggravation qu'amélioration de notre situation hypothécaire.

Le compte rendu du Crédit foncier pour l'exercice 1899 indique bien que, depuis 1853 à 1899 inclus, cet établissement a consenti un total de 113.785 prêts pour une somme s'élevant à 4.550.300.000 francs. Mais l'important et l'essentiel est de savoir quelle est la répartition de ces prêts entre la propriété rurale et les immeubles urbains.

Or, si nous constatons, pour les propriétés urbaines, un total de 80.285 prêts ayant absorbé la somme énorme de 3.583.300.000 francs, nous ne trouvons plus pour les propriétés rurales que 33.159 prêts s'élevant à peine à la somme de 946.800.000 francs.

Dans une période de près de 50 ans, la propriété rurale n'a même pas obtenu un dégrèvement, un secours pouvant s'élever à un milliard. C'est à peine une annuité de 18 à 19 millions par an !

Le Crédit foncier s'éloignant donc de plus en plus de l'esprit et du but de sa création emploie environ les 80 o/o de ses capitaux en placements urbains, et ne prête que 20 o/o à la propriété rurale. Remarquons, en outre, que la proportion des sommes consacrées aux placements sur immeubles urbains va toujours s'accroissant, car de 71.300.000 francs en 1895 elle atteint en 1899 la somme de 108.800.000 francs. Au contraire, la pro-

portion pour les immeubles ruraux reste stationnaire : elle varie de 20 à 25 millions.

Il nous est bien difficile, après ces constatations, de ne pas admettre que le Crédit foncier a méconnu le principe de sa fondation et pour lequel un monopole et des privilèges lui ont été concédés. Nous n'apercevons pas nettement de quelle façon utile et efficace il a soulagé l'agriculture de la dette qui la grevait, et comment il a procuré à ceux qui l'exploitent des moyens d'amélioration.

Peut-être le Crédit foncier pourrait-il invoquer, comme circonstance atténuante, que la propriété rurale n'est pas régulièrement établie et qu'il y aurait danger à s'engager plus avant dans cette voie. Admettons ce système de défense, et faisons alors des vœux pour que la réforme hypothécaire et l'institution des Livres fonciers avec force probante vienne, sans retard, renforcer les garanties qu'offre dès maintenant la propriété rurale. Il serait temps, en effet, d'appliquer la belle formule de M. le Comte de Germiny, dans son rapport du 27 avril 1855 : « Il en sera de cette institution tutélaire (le Crédit « foncier) comme de tous les progrès, acquis « d'abord à quelques situations privilégiées, bien- « tôt le partage de tous. »

CHAPITRE II

EST-IL POSSIBLE, AVEC L'ORGANISATION ACTUELLE DU CRÉDIT FONCIER, DE L'AUTORISER A CONSENTIR DES PRÊTS PUREMENT AGRICOLES ?

Nous venons de voir que le Crédit foncier n'a qu'imparfaitement rendu à l'agriculture les services que ses créateurs en attendaient.

Mais cette déception provient, sans doute, d'un vice originel, d'un obstacle insurmontable opposé par la législation même du Crédit foncier.

Les bases de cette législation posées dans le décret du 28 février 1852 peuvent se résumer ainsi : Quel doit être le but de toute institution de crédit foncier ? Le prêt remboursable par annuités à long terme.

Quel est le moyen ? L'émission de titres ou lettres de gage.

Quel est l'instrument ? Un intermédiaire entre les propriétaires et les capitalistes.

Quel est cet intermédiaire ? Une association de

prêteurs, de capitalistes, le Crédit foncier, qui remet aux emprunteurs de l'argent, et livre des lettres de gage aux prêteurs.

D'après ces dispositions, l'*hypothèque*, et l'hypothèque seule, serait à la base de toutes les opérations du Crédit foncier, et il serait oiseux de penser à confier à une institution aussi rigide l'organisation d'un crédit reposant sur d'autres garanties qu'un gage immobilier.

Et cependant, en examinant la situation actuelle, ne voit-on pas que la rigueur de ces principes s'est laissé fléchir devant des besoins auxquels il a fallu pourvoir, devant des services qu'on a cru devoir demander à notre institution, et qui n'ont qu'un lointain rapport avec l'objet même de sa création. Le législateur a cru, en effet, devoir se départir de ses principes, et autoriser le Crédit foncier à consentir des prêts, *même sans affectation hypothécaire*, dans une série de circonstances et pour une catégorie de services que nous allons rapidement passer en revue.

1° *Et d'abord les prêts pour travaux de drainage.*— L'assainissement du sol par le drainage, on l'a vu dans une autre partie de ce travail, est l'un des moyens les plus efficaces d'augmenter la production agricole.

En France, deux obstacles s'opposaient à son progrès :

1^o Les difficultés relatives à l'écoulement des eaux

2^o Le manque d'argent.

La loi du 10 juin 1854 a été rendue pour lever le premier de ces obstacles, en donnant aux propriétaires et aux associations le droit de conduire leurs eaux, à travers les propriétés appartenant à des tiers, vers un cours d'eau ou toute autre voie d'écoulement.

Les lois des 17 juillet 1856 et 28 mai 1858 ont eu pour but de procurer de l'argent.

Une somme de 100 millions était mise à la disposition de l'Etat pour faciliter ces opérations, mais la loi de 1858 donne cette mission au Crédit foncier, *pour lui permettre d'acquitter la dette qu'il avait souscrite à la propriété agricole*. Nous voyons donc encore survivre, dans les dispositions de cette loi, l'esprit et la tendance qui avaient fait accorder au Crédit foncier un monopole et des privilèges. On voulait toujours seconder, améliorer l'agriculture, et c'était encore le Crédit foncier qu'on chargeait de ce soin. Pour le recouvrement du capital, le Crédit foncier obtient un privilège sur le revenu ou la récolte des terrains drainés ; l'hypothèque n'est que subsidiaire.

2^o *Prêts aux départements, communes, associations syndicales, hospices et établissements publics.*

Ici encore, le Crédit foncier a la faculté de prêter sans affectation hypothécaire. La loi du 6 juil-

let 1860, dans son article 2, stipule, en effet, que les prêts sont consentis avec ou sans affectation hypothécaire. Pour la première fois, le législateur s'écarte de l'esprit qui a présidé à l'institution du Crédit foncier ; ce n'est, en effet, que très indirectement que la propriété agricole peut profiter, pour ses améliorations, des prêts à ces collectivités, par la propagation des opérations de cet établissement dans les campagnes.

3^o *Avances sur titres.* — Enfin, s'écartant encore une fois du principe tutélaire de l'hypothèque, le Crédit foncier s'est fait autoriser par diverses lois à recevoir, avec ou sans intérêts, des capitaux en dépôt et à consentir des avances aux conditions suivantes :

1^o Les capitaux déposés doivent être représentés soit par des versements en compte courant au Trésor ;

2^o Soit par des avances, pour un terme n'excédant pas 90 jours, sur des obligations du Crédit foncier ou sur tous autres titres admis par la Banque de France comme garanties d'avances. Ce sont là toutes opérations qui s'éloignent du but primitif de l'institution qui avait l'hypothèque à la base de toutes ses opérations, et pour objet les améliorations agricoles. Il est vrai qu'on a essayé d'expliquer toutes ces opérations en disant : En prêtant aux départements et aux communes, aux associations syndi-

cales et aux opérations de drainage, en donnant son concours au Crédit foncier et agricole d'Algérie, au sous-comptoir des entrepreneurs, à la compagnie foncière de France, le Crédit Foncier contribue puissamment à produire une multitude d'améliorations rurales, à accroître la valeur de la richesse immobilière par d'utiles constructions sur des terrains inoccupés, à augmenter le revenu du sol par de grands travaux d'irrigation, d'endiguement de dessèchement, et dont l'exécution ne peut s'entreprendre qu'à l'aide de capitaux considérables !

Ces arguments ne sauraient nous convaincre, mais nous en retenons quand même ce fait : c'est qu'on cherche à justifier l'utilité de toutes ces opérations, pratiquées en dehors du but primitif de l'institution, en les présentant comme de puissantes contributions à la production d'une multitude d'améliorations rurales et à l'augmentation du revenu du sol par de grands travaux agricoles.

Ces exemples suffiraient à montrer, que dans l'organisation actuelle du Crédit foncier, il serait possible et facile de confier à cet établissement la mission de compléter en France l'œuvre des institutions récentes du crédit agricole, qui, nous l'avons vu, est imparfaite sans le secours d'un organe central.

Mais, pour ceux qui ne seraient pas encore convaincus par l'exposé de ces faits, et qui garderaient quelque scrupule ou quelque timidité à confier au

Crédit foncier le rôle de distributeur du crédit agricole, il est facile de se persuader que cette mission peut être concédée à cet établissement, en s'appuyant sur les textes mêmes des statuts qui le régissent.

L'organisation actuelle du Crédit foncier est fixée par les statuts du 31 août 1859, du 6 août 1869, du 23 janvier 1877 et du 26 juillet 1882.

Or, l'article 1^{er} des statuts, contient dans son paragraphe 3, la disposition suivante : « Elle (la société) « peut appliquer, avec l'autorisation du gouverne-
« ment, tout autre système ayant pour objet de faci-
« liter les prêts sur immeubles, *l'amélioration du sol*,
« les *progrès de l'agriculture* et *l'extinction de la*
« *dette foncière* ».

Rien dans les statuts du Crédit foncier n'empêche donc cet établissement à se charger des opérations de crédit agricole. Néanmoins, pour calmer les inquiétudes et pour supprimer toute opposition, il nous semblerait indispensable qu'une disposition expresse vînt s'ajouter aux statuts pour donner à l'institution le droit absolu et le devoir de consentir à l'agriculture des prêts, même non gagés sur hypothèque. Les statuts actuels ne sont absolus et irréductibles ni dans leur principe, ni dans leurs termes. Le paragraphe de l'article 1^{er} que nous avons cité prévoit même la modification dans le sens que nous indiquons.

Il ressort de ce paragraphe que le gouvernement

peut autoriser la société à transformer son organisation, et lui permettre d'appliquer un système tout différent de celui qui est actuellement en vigueur, pour faciliter les prêts ayant pour objet *l'amélioration du sol et les progrès de l'agriculture*.

Or, l'amélioration du sol et les progrès de l'agriculture, qu'est-ce autre chose que le vrai crédit agricole ? Il nous semble donc exact de dire qu'il est actuellement possible d'autoriser le Crédit foncier à consentir des prêts purement agricoles.

CHAPITRE III

Possibilité de réunir entre les mains du Crédit foncier les trois modes du crédit agricole : crédit personnel, crédit mobilier, crédit immobilier.

Si, légalement et statutairement, il est facile de confier au Crédit foncier la mission d'organiser le crédit agricole, il est permis de se demander si, pratiquement, il est possible de concentrer entre les mains d'une même institution trois modes de crédit qu'on estimait, jusqu'à ce jour, inconciliables entre eux, parce qu'ils visaient des buts particuliers et reposaient sur des garanties différentes.

On nous permettra, en effet, de rappeler que le crédit personnel avait pour but de procurer à l'agriculture des avances pour son fonds de roulement et que la garantie offerte n'était autre que la solvabilité personnelle de l'emprunteur, sans gage d'aucune sorte. Le crédit mobilier et le crédit immobilier reposent tous les deux sur un gage donné en garantie par l'agriculteur qui désire opérer, sur son

fonds, des améliorations culturelles passagères ou permanentes.

Serait-il possible de concentrer entre les mains du crédit foncier, devenu Banque centrale du crédit agricole, les trois modes de crédit : personnel, mobilier, immobilier ?

Examinons comment chacun d'eux pourrait être adapté à la nouvelle organisation.

a) *Crédit personnel*. — Il consiste à prêter à la personne et non à la chose.

Il tient compte des qualités intellectuelles et morales de l'individu, sans envisager les garanties réelles que le plus souvent l'emprunteur ne possède pas.

Bien des fois, la solvabilité personnelle de l'individu se complète par la solvabilité offerte en garantie par un ou plusieurs autres individus, et alors le crédit devient mutuel.

Le Crédit foncier peut-il, sans danger pour ses intérêts, consentir des prêts à ces individus ?

Une des causes principales de l'insuccès de la Banque centrale de crédit agricole de 1860 était l'obligation où elle se trouvait d'avoir à apprécier de son siège social, c'est-à-dire de très-loin, ou par l'intermédiaire d'agents souvent intéressés à la tromper, la solvabilité et les garanties offertes par un emprunteur.

Elle manquait d'intermédiaires sérieux et respon-

sables, capables d'estimer avec désintéressement, et en toute connaissance de cause, le crédit à accorder à tel agriculteur.

Il arrivait donc souvent : ou que l'emprunteur fût réellement insolvable, ce qui n'empêchait nullement l'intermédiaire d'avoir perçu sa commission, ou que, si l'emprunteur était solvable, le gage fût détérioré, détourné et parfois détruit. De là, des pertes énormes pour des opérations qui, même au début, semblaient avantageuses.

Il nous semble possible et facile aujourd'hui de remédier à ce dangereux inconvénient.

Nous avons déjà dit que nous voulions faire du principe bienfaisant de la mutualité la base de notre système. C'est ici que ce principe va recevoir son application. Notre intention, pour la réussite même de notre système, est de conserver et de renforcer les organismes déjà existants et qui tendent à procurer du crédit à l'agriculture. Le premier échelon de ces organismes est le *syndicat agricole* créé en conformité de la loi de 1884, et complété par la *Caisse rurale* locale organisée par la loi de 1894.

Ces deux organismes gardent leur grande utilité pour faciliter au Crédit foncier la possibilité de faire des opérations de crédit agricole basées sur le crédit personnel. Grâce à ces organismes, le Crédit foncier ne connaîtra et n'aura à traiter qu'avec les collectivités : syndicats et sociétés de crédit, il pourra ignorer les individus.

Le rôle des syndicats agricoles sera d'une extrême importance comme agents intermédiaires entre le cultivateur et la Banque centrale :

1^o Au point de vue agricole, ces syndicats peuvent, par leur extension dans chaque canton, contribuer à la diffusion des connaissances et de l'enseignement agricole, s'employer à l'éducation financière des paysans, afin de leur faire toucher du doigt les résultats financiers qui résulteront pour eux de l'emploi des méthodes nouvelles et du développement des capitaux d'exploitation ;

2^o Au point de vue du crédit proprement dit, leur rôle essentiel doit consister à servir d'intermédiaires entre les cultivateurs et les caisses locales, régionales, et la Banque centrale de crédit agricole à créer.

Leur mission principale sera de fournir eux-mêmes, par le principe de la solidarité, la solvabilité, la garantie morale et réelle qui fait parfois défaut aux cultivateurs isolés. Le rôle des syndicats se résume donc à fournir leur caution aux prêts consentis. Ils accepteront et endosseront le papier des cultivateurs présentant les garanties voulues, s'assureront avec précision de l'emploi exclusivement agricole qui doit être fait de l'emprunt, puis, feront escompter le papier par la banque locale et par la banque régionale, qui, elles-mêmes, demanderont leurs ressources à la Banque centrale. En résumé, le papier à escompter arrivera

à la Banque centrale revêtue de trois signatures. On pourrait, du reste, trouver des analogies dans l'organisation que nous préconisons avec celle des intermédiaires de la Banque centrale de 1860. Ces analogies se caractérisent, par leurs traits essentiels, dans le tableau suivant :

INTERMÉDIAIRES

de la Banque centrale au point de vue du crédit personnel

Dans la Banque de 1860 *et* *Dans la Banque à créer*

- | | |
|--|---|
| I. Banquiers correspondants, opérant sous leur responsabilité personnelle. | I. Syndicats agricoles (Loi 1884). |
| II. Sociétés locales créées sous le patronage du crédit agricole. | II. Caisses rurales locales (Loi 1894). |
| III. Sociétés anonymes, en commandite ou à responsabilité limitée, créées sous le patronage du crédit agricole et liées à lui, soit par leurs statuts, soit par des traités. | III. Caisses régionales (Loi 1899). |
| IV. Banque centrale de Crédit agricole de Paris. | IV. Banque centrale de crédit agricole : le Crédit foncier. |

Mais, à la différence des intermédiaires organisés par la loi de 1860, nos intermédiaires endosseront une responsabilité effective, basée sur le principe de la solidarité, qui assurera toute solidité et

toute sécurité aux prêts agricoles garantis par le crédit personnel.

b) *Crédit mobilier*. — Avec le crédit mobilier, les difficultés s'atténuent. Nous nous rapprochons sensiblement des conditions auxquelles le Crédit foncier est obligé de se soumettre pour consentir des prêts aux emprunteurs. Le gage, la sûreté réelle est, en effet, la base sur laquelle repose toute l'institution du Crédit foncier.

L'hypothèque est la condition essentielle, primordiale de tout contrat de prêt.

Normalement, l'hypothèque, prévue par le Code civil et par les statuts de la Société, est l'*hypothèque immobilière*. Jusqu'à ces derniers temps, les immeubles seuls pouvaient former la matière sur laquelle reposaient les hypothèques.

Mais, qu'il l'ait voulu ou non, le législateur, sans le dire expressément, a introduit dans notre législation une *hypothèque mobilière* reposant sur un gage mobilier. La loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles a donné naissance à un principe juridique nouveau, en opposition avec les dispositions de l'article 2076 du Code civil, le nantissement sans déplacement du gage.

Cette loi permet, en effet, d'affecter certains objets mobiliers (les produits déjà récoltés) à la sûreté d'un prêt consenti par un capitaliste, sans que ce dernier soit mis en possession de ces objets qui res-

tent en la propriété et à l'entière disposition de l'emprunteur.

Il existe donc à la base du crédit mobilier comme du crédit immobilier un caractère commun : l'*hypothèque*. Ici, les conditions de l'emprunt sont sensiblement les mêmes. Le prêt ne pourra avoir lieu sans l'application d'un gage, mobilier ou immobilier, à la sûreté de la créance. Il nous semble donc raisonnable et logique d'autoriser le Crédit foncier à consentir aux agriculteurs des prêts qui reposeront sur une garantie matérielle, réelle.

Les produits récoltés peuvent avoir, une fois en grange ou en cave, une valeur beaucoup plus considérable qu'un modeste lopin de terre ou une maison exposés à tous les dangers et à toutes les détériorations provenant des intempéries.

Pourquoi dans le premier cas, le cultivateur non propriétaire serait-il privé des bienfaits du crédit, parce qu'un texte de loi lui ferme les portes d'un établissement qui s'ouvrent toutes grandes devant le possesseur d'un misérable bout de champ !

Le Crédit foncier aurait donc tout avantage et toute sécurité à consentir ces prêts qui le rapprocheraient du but pour lequel il a été fondé.

Mais la loi de 1898, nous l'avons déjà exposé longuement, nous paraît insuffisante.

Elle laisse en dehors du crédit la plupart des objets mobiliers qui pourraient accroître son essor.

Le bétail, les machines agricoles, les récoltes pen-

dantes augmenteraient, dans d'énormes proportions, le champ du crédit agricole mobilier, et nous faisons des vœux pour que le législateur suive sur ce point l'exemple de la Banque impériale d'Allemagne, de la Belgique et des banques coloniales.

Le Crédit foncier, faisant office de banque centrale, pourrait utilement consentir aux cultivateurs, et de façon directe, sans nécessité d'un intermédiaire, le crédit ainsi gagé sur hypothèque mobilière.

Cette hypothèque pourrait être prise directement, soit par les agents mêmes des succursales du Crédit foncier, soit encore par les organes locaux agissant pour le compte du Crédit foncier : syndicats agricoles ou caisses rurales.

Nous ne serions même pas éloigné, dans le cas où le mobilier de la ferme serait insuffisant pour couvrir la créance du Crédit foncier, de warranter en quelque sorte le sol lui-même, et de consentir, en faveur de la société, un privilège analogue à celui du séquestre qui est payé, avant tous autres créanciers hypothécaires et privilégiés, quand il a effectué des *dépenses conservatoires*. Il se pourrait, en effet, que le prêt fait par le Crédit foncier ait servi à l'achat de bétail, d'outils agricoles, des emences, à des réparations urgentes aux bâtiments de la ferme. Il serait donc juste de créer, en faveur de la Société, un privilège pour des dépenses qui n'ont tendu qu'à conserver et parfois même à amé-

liorer le gage des créanciers hypothécaires et privilégiés.

b) *Crédit immobilier ou foncier.* — Les opérations de crédit reposant sur un gage mobilier nous rapprochaient du but et du principe de notre institution. Le crédit immobilier ou foncier nous y fait pénétrer complètement. La sphère du crédit reposant sur un gage immobilier peut maintenant se développer dans toute son ampleur, dans toute son étendue. Le but même du Crédit foncier est, en effet, de prêter sur hypothèque immobilière. Et ici encore, le crédit agricole reçoit quand même son application, car de combien d'améliorations culturales le prêt foncier n'est-il pas l'occasion !

Les irrigations, les drainages, les assèchements, les dessèchements, les défrichements, les reboisements, les améliorations foncières permanentes, toutes ces opérations sont visées directement par le Crédit foncier, et toutes aussi rentrent dans le cadre du crédit agricole. Nous n'examinerons pas ici les formalités exigées pour la réalisation des prêts hypothécaires ; cette étude n'est pas contenue dans le plan de notre travail. Mais il nous sera permis néanmoins de souhaiter une plus grande simplification de ces formalités, et une réduction dans leur prix.

Toutes ces modifications, nous devons le reconnaître, dépendent intimement de la solution qui

sera donnée à la réfection du cadastre et à l'institution des livres fonciers avec force probante. Ainsi débarrassé des longues et coûteuses recherches qu'exige actuellement la justification de la propriété, le Crédit foncier pourra accroître le nombre de ses opérations et réaliser ainsi le but de sa fondation : l'extinction de la dette foncière et l'amélioration de la production agricole.

Il nous semble donc avoir démontré que le Crédit foncier, remplissant le rôle de banque centrale, pourra et saura combiner, dans une heureuse harmonie, les trois modes de crédit : personnel, mobilier, immobilier, et les concentrera puissamment entre ses mains pour réaliser l'unité de crédit par l'unité d'instrument de crédit.

Par quelles voies, par quels moyens pourra-t-il y atteindre ? C'est ce que nous allons examiner.

CHAPITRE IV

VOIES ET MOYENS. — RESSOURCES FINANCIÈRES

Nous arrivons ici au point le plus délicat du problème dont nous recherchons la solution. Les faits existent, et il faut en tenir compte.

Nous ne devons pas oublier, et cette préoccupation chez nous est primordiale, que le Crédit foncier est une société privée, composée de capitalistes et d'actionnaires dont le résultat financier est le principal, pour ne pas dire le seul souci. Il est donc légitime de penser, que la société n'accepterait volontiers la mission qu'on voudrait lui confier qu'avec la certitude d'en retirer des bénéfices et d'améliorer sa situation générale.

Mais nous ne devons pas perdre de vue, d'un autre côté, que cette société se détourne de plus en plus du but pour lequel elle a été créée.

Depuis quelques années, sa situation reste stationnaire ; on n'ignore pas la baisse considérable dont ses actions ont eu à souffrir.

Avec la concurrence redoutable que lui font, d'une part, la Caisse des dépôts et consignations pour les prêts aux communes et aux associations, d'autre part, les caisses d'épargne locales par leurs placements en immeubles, il semble difficile que le Crédit foncier augmente le chiffre, déjà énorme, de ses prêts fonciers et communaux. D'un autre côté, la suppression du droit sur les boissons hygiéniques oblige les villes à chercher des taxes de remplacement, et la tendance se manifeste de faire supporter à la propriété immobilière le poids principal de cette réforme.

C'est ainsi qu'à Paris vient d'être établie une taxe foncière fixée à 2 fr. 50 p. 100 du revenu net qui sert de base à la contribution foncière.

Elle est due tant pour les propriétés bâties assujetties à la contribution foncière que pour celles qui en sont temporairement affranchies par application des articles 9 de la loi du 8 août 1890 et 9 de la loi du 30 novembre 1894. Il n'est accordé aucun dégrèvement pour cause de vacance de maison ou de chômage d'usine.

Il est donc inévitable que cette aggravation de charges ait sa répercussion sur la construction des immeubles à Paris, et l'on sait tout le dommage qui peut en résulter pour les intérêts du Crédit foncier, dont les 8 o/o des opérations se concentrent sur les immeubles urbains.

La société nous paraîtrait, par conséquent, avoir

tout intérêt à accepter des idées nouvelles, à s'infuser si l'on nous pardonne cette expression, un esprit nouveau. Elle parviendrait ainsi à faire concorder les intérêts de ses actionnaires avec le souci du progrès de l'agriculture, but primitif de sa création.

Les opérations de crédit agricole nous semblent un champ tout nouveau pour occuper l'activité de la société et accroître ses bénéfices.

Mais si nous demandons au Crédit foncier, créé dans un intérêt public et non privé, de comprendre qu'il a un devoir social à rendre plutôt qu'une spéculation à faire, nous demandons aussi qu'il ne soit pas exposé à des sacrifices et à des pertes que pourrait lui imposer son rôle de Banque centrale de crédit agricole.

Il faut donc que l'Etat n'hésite pas à prendre sa part de responsabilité dans la tentative réclamée par l'intérêt général. Des financiers, soucieux des intérêts qui leur sont confiés, pourraient hésiter, à bon droit, à se lancer dans la voie que nous préconisons sans le concours et sans le secours de l'Etat. Il est juste qu'ils se refusent à faire brèche au capital social et aux réserves de la Société pour parer aux pertes possibles, et à se trouver, par suite, dans l'impuissance de servir à leurs actionnaires l'intérêt intégral des sommes versées entre leurs mains.

Aussi reconnaissons-nous que la subvention

de l'Etat est indispensable ; c'est à ce prix seulement que le Crédit foncier nous semble pouvoir prêter son concours à l'œuvre d'intérêt général que nous réclamons de lui

Nous avons déjà montré l'inutilité et le danger qui existent à consentir aux banques régionales créées par la loi de 1899 une subvention qui ne sera d'aucun secours réel pour l'agriculture. Elle servira, à grand'peine, à susciter la fondation de quelques caisses par l'appât d'un don gratuit, mais il n'en résultera aucun bienfait au point de vue du crédit agricole.

Si le législateur prétend faire bénéficier l'agriculture des effets de sa libéralité, il faut, de toute nécessité, que ces secours parviennent jusqu'aux mains des cultivateurs et pour des opérations strictement agricoles.

La Banque centrale est seule susceptible de faire fructifier cette subvention par des avances opportunes aux agriculteurs, avances dont elle n'aura aucun scrupule à demander le remboursement aux organes locaux qui les auront reçues pour les distribuer aux intéressés. C'est donc au Crédit foncier qu'il faut verser la subvention de 60 millions qui doit aller s'engouffrer, sans profit pour l'agriculture, dans les caisses des banques régionales.

Cette subvention est momentanément suffisante pour amorcer les opérations de crédit agricole, et pour parer aux premières dépenses d'organisation.

A mesure que les opérations s'accroîtront, la redevance annuelle due par la Banque de France suffira à combler les pertes et déficits qui pourraient se produire. Le fonctionnement du crédit agricole pourrait donc être assuré, dès le début, par cette subvention, et les pertes seraient comblées annuellement par la redevance de la Banque, sans que les intérêts des actionnaires du Crédit foncier eussent à en souffrir.

Ces secours suffisent pour assurer le fonctionnement du début et pour parer aux pertes. Mais par quels moyens financiers le Crédit foncier pourrait-il pourvoir à la marche normale des opérations.

1^o Le Crédit foncier aurait à sa disposition la subvention s'élevant actuellement à 60 millions environ, plus la redevance annuelle de la Banque de France ;

2^o Le Crédit foncier fait déjà, statutairement, des opérations de comptes courants et de dépôts de fonds. Mais il y a une limitation à ces opérations : elles ne peuvent s'élever qu'à un maximum de *100 millions*.

Verrait-on quelque danger à reculer cette limitation jusqu'à un maximum de 500 millions ?

Ce chiffre peut paraître exagéré, mais qu'est-il auprès des dépôts admis par les grandes banques ordinaires ! Le Crédit lyonnais, en particulier, compte dans ses caisses, et de façon normale, près de 1.200 millions de dépôts à vue.

Notre intention, du reste, ne serait pas d'employer la totalité des 500 millions de dépôts au Crédit foncier en opérations exigeant un remboursement à vue.

a) Les 100 premiers millions de dépôts pourraient être à vue dans les mêmes conditions que celles prévues par les statuts actuels.

b) Les 400 millions restants pourraient être constitués par des dépôts et des bons à échéances fixes, s'échelonnant de 3 mois en 3 mois, jusqu'à un maximum de 12 mois.

Il serait alloué un intérêt de 0 fr. 50 p. 100 aux dépôts à vue et jusqu'à l'échéance de 90 jours, de 1 p. 100 pour les bons de 3 à 6 mois, de 1/12 de 6 à 9 mois, de 2 p. 100 de 9 mois à 12 mois. Ces échéances s'échelonnant tout le long de l'année permettraient de faire concorder le remboursement des dépôts avec le paiement des billets souscrits par les agriculteurs, et dont les échéances, on le sait, exigent un délai plus long que les 90 jours imposés au papier commercial.

Au surplus, la responsabilité effective et solidaire des syndicats agricoles et des caisses rurales pour les opérations de crédit personnel serait une garantie suffisante de la sécurité de ces mêmes opérations.

3° Ces ressources financières ne suffiraient pas cependant pour pourvoir à tous les besoins de l'agriculture. Nous savons, qu'en Allemagne, c'est

par 1.200 ou 1.500 millions que se chiffrent annuellement les opérations de crédit agricole.

Nous verrions personnellement un grand avantage à autoriser le Crédit foncier à recevoir le 1/5 du solde créditeur des caisses d'épargne pour les employer à des prêts à l'agriculture.

Cette solution soulagerait partiellement la responsabilité de l'Etat qui a la charge écrasante de la gestion de ces fonds, sans qu'il en résulte aucun bienfait pour les personnes mêmes qui ont contribué à former ces épargnes.

Ce serait, en outre, entrer plus largement dans la voie tracée par la loi de 1895 qui autorise les caisses d'épargne privées à consentir des prêts sur immeubles.

Ce serait enfin, suivre l'exemple de l'Allemagne et de la Belgique, sur le crédit agricole.

En Belgique, la loi des 4 et 20 décembre 1883 autorise, en effet, la caisse générale d'épargne et de retraite à employer une partie de ses fonds disponibles en prêts faits aux agriculteurs. Ces prêts sont assimilés, suivant leur forme et leur durée, soit aux placements provisoires, soit aux placements définitifs de la caisse d'épargne, et réalisés par l'intervention de comptoirs qui seront établis dans les localités où l'utilité en sera reconnue. Ces prêts sont garantis par un privilège stipulé dans l'acte et portant sur les objets qui sont affectés au privilège du bailleur,

4^o Tous ces moyens financiers ne permettraient toutefois de pourvoir qu'aux prêts dont les remboursements devraient être ou à vue ou à un court terme variant de 3 mois à 12 mois.

Mais la série des opérations agricoles ne se renferme pas dans un cycle aussi restreint. Il est certaines opérations agricoles dont on ne ressent les bienfaits, et dont on n'éprouve les résultats qu'au bout d'une période qui peut varier de 1 an à 5 ans.

C'est à cette catégorie d'opérations que les bons du crédit agricole de la loi de 1860 avaient pour but de subvenir. Nous avons déjà exposé les sérieuses raisons économiques et financières qui nous font repousser tout système basé sur l'émission des bons agricoles.

Mais en représentation et dans les limites des crédits ou prêts opérés, le Crédit foncier devrait recevoir l'autorisation d'émettre des *obligations* d'une certaine nature qui seraient de *véritables lettres de gage*, quand elle reposerait sur un gage mobilier. L'échéance de ces obligations serait à court terme. Elle serait calculée de façon à correspondre au remboursement effectué par les emprunteurs. L'émission serait faite pour une durée maximum de 5 ans. Au bout de cette période, faculté serait laissée aux possesseurs d'immeubles de transformer leur crédit mobilier à court terme en un crédit immobilier à long terme, dans les conditions ordinaires du Crédit foncier. Un des principaux

avantages que nous voyons dans cette combinaison consiste en ceci : c'est qu'il sera possible d'étendre la sphère d'action du crédit agricole et d'opérer, dans bien des cas, la fusion des opérations foncières et des opérations agricoles proprement dites. Grâce à ce système, le Crédit foncier faisant l'office de Banque centrale, pourra intervenir en faveur de la propriété agricole, pour lui fournir ces secours qu'elle attendait du Crédit foncier, et que la lettre des statuts de cette institution commandait de lui refuser. Supposons, par exemple, un domaine rural, un état d'exploitation productive, et dont le détenteur est dans l'impuissance de fournir la justification régulière de propriété que le Crédit foncier exige ; ou bien une terre inculte, susceptible d'une mise en valeur qui paierait largement l'intérêt du capital engagé, mais à laquelle le Crédit foncier ne saurait en faire l'avance, parce qu'elle est actuellement improductive.

Le crédit agricole pourra leur venir en aide, comblant ainsi, au grand profit de l'agriculture, la lacune laissée par l'institution à laquelle il viendra se fondre.

5° Enfin, pour compléter le tableau des opérations effectuées par le Crédit foncier, il continuera de faire les prêts hypothécaires par l'émission des lettres de gage dans les conditions prévues par la loi et les statuts actuels.

Pour ces opérations, le crédit du Crédit foncier

se donne libre essor. La vogue et le succès constant de ses obligations est une garantie certaine que les ressources ne lui feront jamais défaut pour cette catégorie d'opérations. C'est précisément cette vogue et ce succès qu'il nous semble prudent et avantageux d'utiliser pour assurer la réussite des obligations qui seraient gagées par les opérations agricoles. Ne voit-on pas le danger qu'il y aurait à autoriser la Banque régionale à émettre une troisième catégorie de billets, dont la circulation serait pleine de difficultés et d'ennuis, en raison même de la nouveauté, et de l'ignorance des foules. Tout le monde, au contraire, connaît soit le billet de la Banque de France, soit les obligations du Crédit foncier. En fractionnant celles à créer en coupons de 50 à 100 francs, en leur attribuant comme aux obligations ordinaires, des primes et des lots, elles auraient rapidement la faveur du public, du peuple toujours incité à placer ses épargnes avantageusement, avec la perspective pour lui d'améliorer par le sort sa situation désavantageuse.

Direction. — Administration. — Surveillance des affaires de la société.

Nous avons à nous poser une dernière question : De quelle façon devrait-on organiser les divers organes de direction, d'administration, de surveillance de la banque centrale de crédit agricole ?

A notre avis, la direction, l'administration et la surveillance des affaires du crédit agricole devraient être confiées aux gouverneur, sous-gouverneurs et administrateurs du Crédit foncier.

Mais, en raison de l'extension des affaires de la société, nous désirerions voir augmenter le nombre des administrateurs qui serait porté à trente. Les nouveaux administrateurs devraient être pris exclusivement parmi les professeurs d'agriculture, parmi les ingénieurs hydrauliques, parmi les représentants des chambres d'agriculture et parmi les agriculteurs renommés par leur science, leur compétence, leurs aptitudes.

Leur avis serait pris pour toutes les affaires qui concernent le crédit agricole. Le contrôle et la surveillance de l'Etat pourrait s'exercer, soit en soumettant les comptes au contrôle de la Cour des comptes, comme cela a lieu en Allemagne, pour la caisse centrale de crédit agricole, soit par l'intermédiaire des inspecteurs des finances délégués à cet effet par le ministre des finances.

TABLEAU

représentant la symétrie d'organisation des organes de crédit agricole en Allemagne, en France d'après la loi de 1860, et d'après les lois récentes.

ALLEMAGNE

<i>Banque centrale</i> créée en France par la loi de 1860.	<i>Caisse centrale</i> créée par la loi de 1895.	<i>Banque centrale</i> de crédit agricole à créer.
--	--	--

I. <i>Banquiers correspondants</i> : Agents du Crédit foncier. Sociétés locales créées sous le patronage du Crédit foncier.	I. <i>Caisses locales et rurales</i> . Associations coopératives : Schulze—Delitzsch ou Raiffeisen. Associations agricoles.	I. <i>Caisses rurales et locales</i> . Syndicats agricoles (lois 1884-1894).
---	---	--

II. <i>Sociétés anonymes</i> créées sous le patronage du Crédit foncier et liées à lui, soit par leurs statuts, soit par leurs traités.	II. <i>Caisses centrales régionales</i> ou fédérations régionales d'associations coopératives.	II. <i>Banques régionales</i> de Crédit agricole (loi 31 mars 1899).
---	--	--

III. <i>Banque centrale</i> de crédit agricole (loi 1860). Direction et administration du Crédit foncier. Surveillance de l'Etat.	III. <i>Banque centrale</i> ou fédération générale des associations coopératives de crédit agricole (lois 1895-96). Direction, administration et surveillance par des fonctionnaires de l'Etat.	III. <i>Banque centrale</i> A CRÉER Direction et administration du Crédit foncier. Surveillance de l'Etat.
---	---	--

CONCLUSION

Les principes que nous avons étudiés, les faits que nous avons examinés nous ont permis de voir que, depuis longtemps, la situation de l'agriculture est, pour les économistes et le législateur, un sujet de sérieuses préoccupations.

Les charges de plus en plus élevées qui grèvent la propriété agricole.

Les droits exorbitants sur les mutations d'immeubles.

Une dette hypothécaire dont le fardeau s'aggrave de jour en jour.

La disproportion notable qui existe entre le prix de la terre et son revenu.

L'insuffisance de l'instruction agricole, l'imperfection des modes de culture qui paralyse le développement de la production.

La désertion des campagnes.

Le manque de bras pour les travaux agricoles.

La pénurie et l'éloignement des capitaux, de toutes parts sollicités par les placements industriels, en fonds d'Etat et par la spéculation.

La concurrence redoutable des pays étrangers.

Les vices de notre législation et surtout de notre régime hypothécaire.

Le manque de débouchés.

La baisse de prix des produits agricoles.

L'insuffisance ou l'imperfection des lois récentes,

Tel est le tableau succinct des embarras sous lesquels l'agriculture se débat.

Nous avons assisté à tous les essais qui ont été tentés pour régénérer l'agriculture, la remettre en honneur, l'aider à tenir sa place au premier rang de nos industries nationales ; nous avons examiné les divers projets émanés du législateur et qui témoignent de sa sollicitude pour la solution d'un problème qui a un intérêt politique et social. Enfin nous avons apprécié les divers moyens mis en œuvre pour fonder parmi nous le crédit agricole.

En vain avons-nous attendu les résultats de l'initiative individuelle ; elle est insuffisante, imparfaite, et n'a quelque chance d'aboutir que si elle se trouve appuyée et renforcée par l'aide de l'Etat.

En vain a-t-on essayé de provoquer les capitaux privés à s'engager dans la voie tracée par les caisses rurales et les banques régionales : le résultat n'en est guère encourageant et ne permet pas d'espérer une modification dans le mouvement de l'argent.

Nous avons vu également le Crédit foncier détourné insensiblement de l'œuvre et de la mission que le législateur lui avait assignés.

Ses ressources vont surtout s'engouffrer dans les placements en immeubles urbains, et il n'a prêté qu'une somme insignifiante sur les 100 millions offerts pour le drainage. D'un autre côté, son but et ses statuts lui interdisent de faire certaines opérations agricoles.

Il y a donc nécessité et urgence de venir en aide aux agriculteurs par l'institution d'un organisme qui viendra compléter les effets bienfaisants des lois récentes votées par le législateur.

Nous avons déjà dit que le Crédit foncier de France nous semble tout désigné pour se charger, sous le contrôle et avec l'aide et la subvention de l'Etat, du fonctionnement du crédit agricole en France.

Ce sera notre conclusion et nous en donnerons les raisons suivantes :

1° Le Crédit foncier est connu de tout le monde ; il jouit d'un grand crédit ; il est donc mieux placé qu'une société nouvelle pour ouvrir efficacement ses guichets aux dépôts et se procurer ainsi à *bon marché* les fonds nécessaires à l'alimentation du crédit agricole. Et, tout le monde est d'accord sur ce point, le crédit agricole ne sera utile que s'il peut fournir presque sans frais des avances peu coûteuses à nos agriculteurs ;

2° Le Crédit foncier a une organisation toute prête, sérieuse, compétente, sous la direction et le contrôle de l'Etat, et cette organisation pourrait facilement, et presque sans frais, être complétée.

Cette société a dans toute la France des agents qui gèrent ou surveillent la gestion de domaines ruraux, qui sont au courant de la valeur et du rendement possible des terres, qui sont déjà en rapport avec un grand nombre d'agriculteurs dont ils connaissent les besoins.

Il sera facile à ces agents d'étudier les demandes de prêts agricoles.

Le Crédit foncier pourra, en outre, employer et faire garantir ses opérations par les organismes locaux déjà existants : banques locales, syndicats agricoles, banques régionales ;

3° Le Crédit foncier a donné la mesure de son immense crédit.

D'ailleurs, placée sous le contrôle étroit et constant de l'Etat, qui nomme son gouverneur et ses sous-gouverneurs, qui fixe le taux de ses emprunts et de ses prêts, qui par ses inspecteurs des finances se tient au courant de toutes ses opérations, cette société ne pourra que bien gérer, dans l'intérêt de tous, l'institution du crédit agricole.

Nous faisons donc reposer notre système sur le principe de la solidarité et de la mutualité *à la base*, et sur l'intervention limitée de l'Etat *en haut*, afin de donner une aide efficace et bienfaisante aux efforts de l'initiative privée.

Nous n'avons qu'une illusion de crédit agricole. Seule, l'institution d'une grande banque centrale donnera une solution satisfaisante au problème.

Cette solution s'impose; le monde agricole l'attend avec d'autant plus d'impatience qu'il voit chaque jour les industriels et les commerçants réaliser des fortunes rapides au moyen du crédit qui les favorise.

Et, pendant ce temps, l'agriculteur est livré à ses propres ressources.

Il lutte contre les intempéries, contre les mauvaises saisons, contre les épidémies, contre les fléaux de toute nature qui viennent souvent réduire à néant ses plus pénibles efforts.

Il est donc temps d'aboutir, et par la création de la banque centrale de crédit agricole, de donner à l'agriculteur non seulement un secours matériel, mais ce réconfort moral qui augmentera ses forces et son énergie et accroîtra ainsi la prospérité de notre belle France.

VU :

Le Président de la thèse,
J. LEVEILLÉ

VU :

Le Doyen,
GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Le Crédit agricole organisé par en bas et assuré par en haut.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Principes économiques sur lesquels repose le problème du crédit agricole.

CHAPITRE I ^{er} . — La crise agricole. — Raisons qui militent en faveur du crédit agricole	17
CHAPITRE II. — Définition du crédit agricole. — Distinction du crédit agricole et du crédit fon- cier. — Relations du crédit agricole avec le crédit en général	31
CHAPITRE III. — Besoins de l'agriculture en matière de crédit. — Capital foncier et capital d'exploitation. — Le crédit naturel et le crédit actuel de l'agriculture.....	41
CHAPITRE IV. — Nécessité et utilité du crédit agricole. — Le crédit agricole n'est utile à l'agri-	

culteur que si celui-ci possède une bonne instruction professionnelle	49
---	----

DEUXIÈME PARTIE

Le crédit agricole personnel et mobilier. — Le crédit agricole immobilier ou foncier. — La caisse centrale de crédit agricole en Allemagne.

CHAPITRE I ^{er} . — Le crédit agricole personnel et mobilier. — Besoins auxquels il pourvoit.....	65
--	----

CHAPITRE II. — Dans quelle mesure les lois récentes sur le crédit agricole pourront procurer aux agriculteurs les avances dont ils ont besoin. — Lois des 21 mars 1884, 5 novembre 1894, 17 novembre 1897, 18 juillet 1898, 31 mars 1899. — Projet de loi du 8 novembre 1900. — Insuffisance de ces lois.....	72
---	----

CHAPITRE III. — Le crédit agricole immobilier ou foncier. — Besoins auxquels pourvoit le crédit foncier. — Dans quelle mesure il y pourvoit. — Les améliorations foncières.....	112
---	-----

CHAPITRE IV. — Etat de la dette hypothécaire en France et dans les différents pays. — Insuffisance du crédit foncier, tel qu'il est constitué actuellement pour subvenir aux besoins de l'agriculture. — Réfection ou révision du cadastre. — Institution de livres fonciers comme préliminaire de la réforme hypothécaire.....	126
---	-----

CHAPITRE V. — Comment l'étranger a résolu le problème du crédit agricole. — <i>Allemagne</i> : Banque centrale de crédit agricole. (Lois 31 juillet 1895, 8 juin 1896).....	151
---	-----

TROISIÈME PARTIE

Le crédit agricole assuré par en haut. — La banque centrale. — Les divers projets de banque centrale. — La banque de France et le crédit agricole.

CHAPITRE I ^{er} . — Le crédit agricole assuré par en haut. — La banque centrale. — Les divers projets de banque centrale. — Projets Pelletan, Jaurès.	171
CHAPITRE II. — La Banque de France et le crédit agricole. — Projet Leveillé. — Danger de l'émission des bons de Caisses régionales	191
CHAPITRE III. — Les bons hypothécaires. — Incompatibilité des opérations de puits agricoles et hypothécaires avec les opérations de banques d'émission.	202
CHAPITRE IV. — La banque centrale de crédit agricole en France. — Loi du 28 juillet 1860. — Les causes d'insuccès de cette banque.	215

QUATRIÈME PARTIE

L'organisation pratique du crédit agricole. — Le rôle du crédit foncier.

CHAPITRE I ^{er} . — But et objet du crédit foncier d'après les documents officiels et les textes des lois.	233
CHAPITRE II. — Est-il possible, avec l'organisation actuelle du crédit foncier, de l'autoriser à consentir des prêts purement agricoles ?	243
CHAPITRE III. — Possibilité de réunir entre les	

mains du crédit foncier les trois modes du crédit agricole : crédit personnel, mobilier, immobilier.	250
CHAPITRE IV. — Voies et moyens. — Ressources financières. — Direction, administration, surveillance des affaires de la société	260
CONCLUSION	273

